RÉGIE DE L'ÉNERGIE

DEMANDE DU TRANSPORTEUR RELATIVE À LA POLITIQUE D'AJOUTS AU RÉSEAU DE TRANSPORT

DOSSIER : R-3888-2014 Phase 2

RÉGISSEURS : Me LISE DUQUETTE, présidente

Mme ESTHER FALARDEAU et

M. FRANÇOIS ÉMOND

AUDIENCE DU 13 MAI 2019

VOLUME 16

CLAUDE MORIN Sténographe officiel

COMPARUTIONS

Me JEAN-FRANÇOIS OUIMETTE avocat de la Régie

REQUÉRANTE :

Me MARIE-CHRISTINE HIVON et Me ÉRIC DUNBERRY avocats d'Hydro-Québec Transport (HQT)

INTERVENANTS:

Me STEVE CADRIN avocat de l'Association coopérative d'économie familiale de l'Outaouais et de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (SECTION

QUÉBEC) (ACEFO-FCEI);

Me PIERRE PELLETIER avocat de l'Association québécoise des consommateurs industriels d'électricité et du Conseil de l'industrie forestière du Québec (AQCIE-CIFQ);

Me ANDRÉ TURMEL avocat de Nalcor Energy Marketing Corporation (NEMC);

Me DOMINIQUE NEUMAN avocat de Stratégies énergétiques et de l'Association québécoise de lutte contre la pollution atmosphérique (SÉ-AQLPA);

TABLE DES MATIÈRES

	PAGE
LISTE DES ENGAGEMENTS	4
LISTE DES PIÈCES	5
PRÉLIMINAIRES	6
PREUVE DE HQT - PHASE 2 METIN CELEBI SOPHIE PAQUETTE	
WAHIBA SALHI	
BENOÎT DELOURME	
INTERROGÉS PAR Me ÉRIC DUNBERRY	13
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me STEVE CADRIN	62
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me ANDRÉ TURMEL	85
CONTRE-INTERROGÉS PAR Me DOMINIQUE NEUMAN	120
INTERROGÉS PAR Me JEAN-FRANÇOIS OUIMETTE	160
INTERROGÉS PAR LA FORMATION	164

LISTE DES ENGAGEMENTS

PA	GF

ENG-1 (HQT): Verify in which category would BC
Hydro place an investment cost caused
by a decline in system load (demandé
par l'ACEFO)
82

ENG-2 (HQT): Indiquer si les catégories utilisées par le Transporteur pour classifier ses investissements en transport, dans la version antérieure, sont adéquates pour permettre l'allocation de coûts parmi les catégories d'investissement (demandé par NEMC)

- 5 -

LISTE DES PIÈCES

		PAGE
B-0213 :	(HQT-5, Doc.3.2) Présentation PowerPoint de monsieur Celebi	30

1 L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF (2019), ce seizième (16e) jour du mois de mai : 2 PRÉLIMINAIRES LA GREFFIÈRE : 6 Protocole d'ouverture. Audience du seize (16) mai deux mille dix-neuf (2019), dossier R-3888-2014 8 Phase 2. Demande du Transporteur relative à la 9 politique d'ajouts au réseau de transport. 10 Les régisseurs désignés dans ce dossier sont maître 11 Lise Duquette, présidente de la formation, ainsi 12 que monsieur François Émond et madame Esther 13 Falardeau. 14 Le procureur de la Régie est maître Jean-François 15 Ouimette. 16 La requérante est Hydro-Québec Transport 17 représentée par maître Marie-Christine Hivon et 18 maître Éric Dunberry. 19 Les intervenants qui participent à la présente 20 audience sont : 21 Association coopérative d'économie familiale de 22 l'Outaouais représentée par maître Steve Cadrin; 23 Association québécoise des consommateurs 2.4 industriels d'électricité et Conseil de l'industrie 2.5

1	forestière du Québec représentés par maître Pierre
2	Pelletier;
3	Fédération canadienne de l'entreprise indépendante
4	représentée par maître Steve Cadrin;
5	Nalcor Energy Marketing Corporation représentée par
6	maître André Turmel;
7	Stratégies énergétiques et Association québécoise
8	de lutte contre la pollution atmosphérique
9	représentées par maître Dominique Neuman.
10	Y a-t-il d'autres personnes dans la salle
11	qui désirent présenter une demande ou faire des
12	représentations au sujet de ce dossier?
13	Nous demandons aux participants de bien
14	vouloir s'identifier à chacune de leurs
15	interventions pour les fins de l'enregistrement et
16	de s'assurer que leur cellulaire est fermé durant
17	la tenue de l'audience.
18	Prenez note qu'aucun breuvage autre que de
19	l'eau et aucune nourriture ne sont permis dans la
20	salle d'audience. Merci.
21	LA PRÉSIDENTE :
22	Merci, Madame la Greffière. Alors, bonjour à tous.
23	Il me fait plaisir, au nom de mes collègues et du
24	mien, de vous souhaiter une bonne première journée
25	d'audience. La formation examinera, dans les

2.3

2.4

2.5

prochains jours, le dossier R-3888-2014 phases 2 A et B concernant la politique d'ajouts du Transporteur.

Comme mentionné au calendrier, nous commencerons aujourd'hui avec la présentation de la preuve du Transporteur sur la phase 2B puis demain sur la phase 2A. En parlant d'horaire, il y a des petits changements à l'horaire, j'aimerais vous les mentionner immédiatement.

La Régie interrogera le panel du 2A du
Transporteur mercredi matin. Alors, nous
terminerons mardi lorsque... après la présentation
du panel 2A et on reprendra, peu importe l'heure
que ce sera, et on reprendra mercredi matin avec le
contre-interrogatoire de la Régie. Donc, en
conséquence, la preuve de l'ACEFO, qui devait être
mardi après-midi, sera reportée d'autant. Mais,
vous aurez noté qu'on avait inscrit la preuve de la
FCEI et il n'y a pas de preuve pour la FCEI. Alors,
ça va bien, ça pourra s'inscrire à ce moment-là.
Voilà!

Alors, permettez-moi de procéder aux consignes d'usage qui ont généralement cours à la Régie. L'horaire de l'audience est de neuf heures (9 h 00) à plus ou moins quinze heures (15 h 00),

2.3

2.5

avec une pause en matinée et pour le dîner, évidemment avec les modifications que je vous ai données pour demain.

La Régie a essayé, comme à son habitude, de tenir compte de l'ensemble des disponibilités des participants. Cela dit, il se peut qu'en fonction de la progression du dossier le calendrier se trouve modifié. Je compte sur votre collaboration pour négocier entre vous les arrangements nécessaires à la réorganisation de vos participations respectives. Si vous souhaitez proposer des modifications, je vous prierais d'en faire part à madame la greffière à la première occasion.

Alors, la Régie a pris connaissance de la preuve et elle invite les participants à en faire une présentation ciblée. Selon le temps que prendra la présentation de la preuve, il y aura ou non des plaidoiries jeudi. Alors, je voudrais vous signaler immédiatement que, pour une question d'équité, s'il n'y a pas assez de temps entre la fin de l'audience ou la présentation de l'ensemble des preuves pour entendre l'ensemble des plaidoiries orales, elles seront toutes par écrit. Alors, il n'y en aura pas à moitié par écrit et à moitié orale. S'il n'y a

je le fais néanmoins.

2.4

pas assez de temps pour tout le monde, il n'y a pas assez de temps pour personne, alors ça sera par écrit.

Alors, à moins d'une question préliminaire,
la Régie est prête à entendre le premier panel du
Transporteur. Alors, Maître Dunberry, c'est à vous.
Me ÉRIC DUNBERRY:
Bonjour Madame la Présidente. Bonjour Madame,
Monsieur les Régisseurs. Alors, nous débutons ce
matin avec le panel pour la phase 2B et vous me
permettrez de vous présenter les gens que vous
connaissez déjà pour la majorité d'entre eux, mais

Alors, de gauche à droite, monsieur Benoît
Delourme, chef innovation technologique et
évolution du réseau; madame Wahiba Salhi, affaires
réglementaires et tarifaires, chez affaires
réglementaires et tarifaires; madame Sophie
Paquette, chef commercialisation des services de
transport et monsieur Metin Celebi, associé de la
firme The Battle Group qui est avec nous ce matin
pour livrer le témoignage d'expert qu'il a préparé.
(9 h 05)

Alors, avec votre accord, nous proposons de procéder d'abord évidemment à l'assermentation des

2.3

témoins du Transporteur pour la phase 2B. Puis en cinq étapes, nous procéderons, dans l'ordre, à l'adoption et au dépôt des documents constituant la preuve en chef du Transporteur pour la Phase 2B, mais qui n'ont pas été déposés le onze (11) mars dernier, à l'adoption et au dépôt des documents constituant la preuve en chef du Transporteur pour la Phase 2A, ensuite à la reconnaissance du statut d'expert de monsieur Metin Celebi. Le Transporteur ayant noté qu'aucune contestation de son statut n'a été déposée dans le délai imparti selon l'article 31 du règlement sur la procédure. Nous procéderons ensuite à l'adoption et au dépôt et à la présentation d'une preuve d'expertise et d'une présentation PowerPoint à cet égard.

Et nous aurons enfin quelques questions additionnelles que nous poserons aux membres du panel représentant Hydro-Québec en réponse à certains des sujets qui ont été abordés par les intervenants dans leur preuve. Alors, avec votre permission, nous débuterons tout de suite avec l'adoption de la preuve ou du complément de preuve aux fins de clore la preuve en chef du Transporteur pour la Phase 2B. Alors, je m'adresserai à madame Paquette. Oui, l'assermentation, toujours bien.

1	PREUVE DE HQT - PHASE 2
2	
3	L'AN DEUX MILLE DIX-NEUF (2019), ce treizième (13e)
4	jour du mois de mai, ONT COMPARU:
5	
6	METIN CELEBI, economic consultant, ayant une place
7	d'affaires au 1, Beacon Street, Boston
8	(Massachusetts);
9	
10	SOPHIE PAQUETTE, chef Commercialisation des
11	services de transport, ayant une place d'affaires
12	au Complexe Desjardins, Montréal (Québec);
13	
14	WAHIBA SALHI, chef Affaires réglementaires et
15	tarifaires, ayant une place d'affaires au Complexe
16	Desjardins, 19e étage, Montréal (Québec);
17	
18	BENOÎT DELOURME, chef Innovation technologique et
19	évolution du réseau, ayant une place d'affaires au
20	Complexe Desjardins, tour est, 9e étage, Montréal
21	(Québec);
22	
23	LESQUELS, après avoir fait une affirmation
24	solennelle, déposent et disent :
25	

INTERROGÉS PAR Me ÉRIC DUNBERRY :

Q. [1] Alors, Madame Paquette, en qualité de 2 représentante du Transporteur, je vous demanderais de vous référer aux pièces constituant la preuve en chef du Transporteur pour la Phase 2B, mais qui 5 n'ont pas été déposés le onze (11) mars dernier, 6 soit les pièces : HQT-5, Document 4.1 intitulée 7 Réponses du Transporteur à la demande de renseignements numéro 1 de la Régie de l'énergie pour la Phase 2B; à la pièce HQT-5, Document 4.1.1 10 intitulée Réponses du Transporteur à la demande de 11 renseignements numéro 2 de la Régie de l'énergie 12 pour la Phase 2B; à la pièce HQT-5, Document 4.2 13 Réponses du Transporteur à la demande de 14 renseignements numéro 1 de l'Association 15 coopérative d'économie familiale de l'Outaouais 16 pour la Phase 2B; à la pièce HQT-5, Document 4.3 17 intitulée Réponses du Transporteur à la demande de 18 renseignements numéro 1 de l'Association québécoise 19 des consommateurs industriels d'électricité et 20 Conseil de l'industrie forestière du Québec pour la 21 Phase 2B; à la pièce HQT-5, Document 4.4 Réponses 22 du Transporteur à la demande de renseignements 23 numéro 1 de la Fédération canadienne de 24 l'entreprise indépendante pour la Phase 2B; à la 25

dix-neuf (2019).

1	pièce HQT-5, Document 4.5 Réponses du Transporteur
2	à la demande de renseignements numéro 1 de Nalcor
3	Energy Marketing Corporation pour la Phase 2B; à la
4	pièce HQT-5, Document 4.6 intitulée Réponses du
5	Transporteur à la demande de renseignements numéro
6	1 de Stratégies énergétiques et Association
7	québécoise de lutte contre la pollution
8	atmosphérique pour la Phase 2B; à la pièce HQT-6,
9	Document 3.1 intitulée Réponses du Transporteur à
10	l'engagement numéro 1; et à la pièce HQT-6,
11	Document 3.2 Suivi de la lettre de la Régie de
12	l'énergie en date du quatorze (14) mars deux mille

Madame Paquette, avez-vous été

personnellement impliquée dans la préparation ou

dans la supervision du travail de préparation du

contenu de ces pièces?

Mme SOPHIE PAQUETTE :

19 R. Oui.

13

14

15

16

17

18

- Q. [2] Est-ce que le contenu de ces pièces reflètent fidèlement la position du Transporteur quant aux sujets qui y sont abordés?
- 23 R. Oui.
- Q. [3] Est-ce que vous adoptez le contenu de ces pièces pour valoir comme témoignage écrit du

- Transporteur et de ses représentants concernant les
- sujets qui y sont traités?
- 3 R. Oui.
- 4 (9 h 10)
- Q. [4] Merci. Monsieur Delourme, j'aimerais vous
- référez à la pièce HQT-6, Document 1.4, soit une
- copie de votre curriculum vitae.
- 8 M. BENOIT DELOURME:
- 9 R. Oui.
- Q. [5] Est-ce que vous reconnaissez ce document comme
- étant votre curriculum vitae et est-ce que les
- informations qui y sont contenues sont exactes?
- 13 R. Oui.
- Q. [6] Madame la Présidente, avec votre accord, nous
- déposons formellement en preuve les pièces
- suivantes. Soit la série de pièces HQT-5, document
- 4.1 à HQT-5, document 4.6 inclusivement, ainsi que
- les pièces HQT-6, document 1.4, 3.1 et 3.2.
- Madame Paquette, j'aimerais vous référer au
- document qui constitue la preuve en chef du
- 21 Transporteur pour la phase 2A, soit les documents
- HQT-1, document 1, intitulé Politique du
- 23 Transporteur relative aux ajouts au réseau de
- transport, preuve suite à la décision D-2015-2000-
- 25 209. Également aux pièces HQT-2, document 1,

intitulées Justification des modifications aux 1 tarifs et conditions. À la pièce HQT-2, document 2, 2 intitulée Tarifs et conditions des services de transport d'Hydro-Québec ». À la pièce HQT-2, document 3, intitulée Tarif et conditions des services de transport d'Hydro-Québec, version 6 anglaise. À la pièce HQT-3, document 1, intitulée 7 Complément de preuve numéro 1 du Transporteur pour 8 la phase 2A à la suite de la décision D-2018-077 de la Régie de l'énergie. À la pièce HQT-3, document 10 2, intitulée Complément de preuve numéro 2 du 11 Transporteur pour la phase 2A à la suite de la 12 décision D-2018-077 de la Régie de l'énergie. À la 13 pièce HQT-4, document 1, intitulée Réponse du 14 Transporteur à la demande de renseignements numéro 15 1 de la Régie de l'énergie pour la phase 2A. À la 16 pièce HQT-4, document 1.1, intitulée Réponses du 17 Transporteur à la demande de renseignements numéro 18 2 de la Régie de l'énergie pour la phase 2A. À la 19 pièce HQT-4, document 1.2, intitulée Réponses du 20 Transporteur à la demande de renseignements numéro 21 3 de la Régie de l'énergie pour la phase 2A. À la 22 pièce HQT-4, document 2, intitulée Réponses du 2.3 Transporteur à la demande de renseignements numéro 24 1 de l'Association coopérative d'économie familiale 2.5

- 17 -

- de l'Outaouais pour la phase 2A. Et enfin à la
- pièce HQT-4, document 3, intitulée Réponses du
- Transporteur à la demande de renseignements numéro
- 1 de l'Association québécoise des consommateurs
- industriels d'électricité et du Conseil de
- 1'industrie forestière du Québec pour la phase 2A.
- Avez-vous personnellement, Madame Paquette, été
- impliquée dans la préparation ou dans la
- supervision du travail de préparation du contenu de
- ces pièces?
- 11 Mme SOPHIE PAQUETTE:
- 12 R. Oui.
- Q. [7] Est-ce que le contenu de ces pièces reflètent
- fidèlement la position du Transporteur quant aux
- sujets qui y sont abordés?
- R. Oui.
- Q. [8] Est-ce que vous adopté le contenu de ces pièces
- pour valoir comme témoignage écrit du Transporteur
- et de ses représentants concernant les sujets qui y
- sont traités?
- 21 R. Oui.
- Q. [9] Alors, Madame la présidente, avec votre accord,
- nous déposons formellement en preuve la pièce HQT-
- 1, document 1, la série de pièces HQT-2, document 1
- à HQT-2, document 3 inclusivement. La série de

- pièces HQT-3, documents 1 et 2 et la série de
- pièces HQT-4, document 1 à HQT-4, document 3
- inclusivement. Merci.
- 4 (9 h 13)
- J'aimerais maintenant procéder à la
- qualification de notre expert. Mr. Celebi, I would
- ask you to take a copy of your CV, Exhibit HQT-5,
- Document 3.1, and I have a few questions for you.
- 9 Dr. METIN CELEBI:
- 10 A. Okay.
- Q. [10] Do you recognise this document as being your
- curriculum vitae and are the information contained
- in this document true and accurate?
- A. Yes.
- Q. [11] Mr. Celebi, by letter dated April twelve (12),
- two thousand nineteen (2019), HQT has asked for
- your recognition as an expert in the area of
- transmission system planning and operations, market
- design and regulation and resource planning and
- optimisations. For purposes of the recognition of
- your status as an expert, I would have for you the
- following questions. What is your current
- employment, Mr. Celebi?
- A. I'm a principal with the Brattle Group.
- Q. [12] And could you describe for us your education

- and academic background.
- A. I have a PhD in Economics from Boston College. I'm
- a Master of Arts in Economics from Bilkent
- University in Turkey and I have a Bachelor Degree
- in Industrial Engineering, which is also known as
- Operations Research in North America from Middle
- East Technical University in Ankara, Turkey.
- Q. [13] Thank you. Could you briefly summarise your
- experience as it relates to the area of expertise
- for which your recognition as an expert is being
- sought.
- A. Sure. Related to the issues that I'm going to be
- testifying today, I have experience on three
- general topics or areas. One is transmission system
- planning and operations, some examples to that
- experience is drivers of long-term transmission
- planning assessment in Texas in the ERCOT region,
- E-R-C-O-T; determinations of available transmission
- capacity in various regions in the US and Canada
- for various clients. I have also done my PhD
- dissertation on economics of transmission planning.
- So, that's one topic area that I think is relevant
- to the issues that I'll be testifying today.
- Another one is market design and regulation
- and on that topic, a few examples that I could

2.4

provide are co-drafting or co-authoring a report on the design of the capacity market in the ISO New England market in collaboration with the Internal Market Monitor at ISO New England.

Regarding the regulation and regulated rates of electricity, I have consulted on various engagements in forecasting transmission service rates, testified and analysed impact of environmental retrofits on retail electricity rates. I have also done some rate design for bundle electric rates and transmission rates for various clients.

So, the third area that I would like to mention as my experience is the resource planning and optimisation area, which is also relevant to the issues that I'll be testifying today. And on that topic, a few examples could be consulting numerous utilities in conducting long-term resource planning and optimisation of their resources, testifying in two cases about economics of coal plant retirement and economic liability of coal plants in the long-term planning of the utilities.

(9 h 18)

I have also simulated in numerous instances the power transmission systems using a detailed

- proprietary software as well as in-house analytical
- tools for various purposes including congestion
- assessments, nodal price forecasting, asset
- valuation and other purposes.
- Q. [14] Thank you, Mr. Celebi. Madame la présidente,
- nous vous demandons et demandons à la Régie de
- reconnaître monsieur Celebi comme un expert en, et
- je cite « Transmission system planning and
- operations, market design and regulation and
- ressource planning and optimisation. ».
- 11 LA PRÉSIDENTE :
- La Régie reconnaît Dr Celebi à titre d'expert sur
- les trois champs que vous avez mentionnés.
- Q. [15] Merci, Madame la présidente. Mr. Celebi, I
- would now ask you to take a copy of your report,
- exhibit HQT-5 document 3. Do you recognize your
- signature on this document dated March seven (7)
- two thousand nineteen (2019) and entitled "Prepared
- Direct Testimony of Metin Celebi"?
- 20 R. Yes.
- Q. [16] Did you conduct the necessary research to
- answer the questions defining your mandate and did
- you prepare this report?
- 24 R. I did.
- Q. [17] Are the view and opinions contained in this

- reports your professional views and opinions concerning the subject matter it addresses?
- R. Yes they are.
- Q. [18] Do you adopt the contents of this document to constitute your written evidence and testimony concerning the subject matters it addresses?
- R. Sorry I missed the answer. Translation was back to French. Can you repeat the question.
- 9 Q. **[19]** Yes. Do you adopt the contents of this
 10 document to constitute your written evidence and
 11 testimony concerning the subject matters it
 12 addresses?
- 13 R. Yes.
- Q. [20] Thank you. Madame la présidente, avec votre 14 accord, nous déposons formellement en preuve le 15 rapport d'expert de monsieur Celebi comme pièce 16 HQT-5, document 3, ainsi que son curriculum vitae 17 comme pièce HQT-5, document 3.1. Merci. Mr. Celebi, 18 I would now ask you to take a copy of a Powerpoint 19 presentation entitled "HQT's Network Upgrade 20 Policy, Phase 2B". We have copies of your 2.1 Powerpoint presentation for purposes of this 22 morning. 2.3
- Now, Mr. Celebi, I understand that for purposes of presenting your direct testimony to the

Régie, you prepared a brief Powerpoint presentation 1

describing your mandate and summarizing your views 2

and conclusions on the subject matters it

- addresses. Correct?
- R. That is correct.
- Q. [21] And are the views and conclusions contained in 6
- this Powerpoint presentation already contained in
- your written evidence? 8
- R. Yes, they are.
- Me ÉRIC DUNBERRY : 10
- Alors, Madame la présidente, nous verrons à déposer 11
- formellement ce document lorsqu'il aura été 12
- présenté par monsieur Celebi, dans environ quinze 13
- minutes, au terme de sa présentation. Alors, avec 14
- votre permission, nous allons inviter monsieur 15
- Celebi à présenter un bref sommaire du contenu de 16
- son rapport. 17
- LA PRÉSIDENTE : 18
- Je vais juste demander à madame la greffière ça 19
- serait quoi le numéro de la pièce en B? 20
- LA GREFFIÈRE : 21
- B-213. 22
- LA PRÉSIDENTE : 23
- Merci. 24

1 Me ÉRIC DUNBERRY:

Thank you. Mr. Celebi, could you please now proceed

with the presentation of your Powerpoint

4 presentation?

R. Yes. Happy to. Bonjour. Good morning. My name is

6 Metin Celebi. I will be talking about a few topics

that I was asked to provide testimony on and

summarize my findings in this presentation. My

presentation will be short. It will be covering

four sections. First, I will talk about the scope

of my testimony here and then summarize my

conclusions. Then I will get into the two topics

that is part of my scope. Categories of

transmission investments and the second topic is

the role and treatment of transmission losses.

16 (9 h 23)

17

18

19

20

21

22

23

2.4

25

The scope of my testimony it has two topics, both relate to HQT's network upgrade policy. The first topic is whether the categories used by HQT to classify its transmission investments are adequate to properly allocate cost among HQT's categories of investments. The second topic in the scope of my testimony is whether HQT's treatment of transmission losses in considering its

transmission investments is adequate.

In slide 4, I summarise my conclusions and I have three main conclusions. The first conclusion is that the categories that HQT uses to classify its transmission investments are adequate for the purpose of properly allocating cost among HQT's categories of investments. I'm going to pause for a second. Should I proceed?

Q. [22] Yes.

A. The second conclusion I have is HQT's use of its investment categories is similar to the debt of other transmission system operators' use of their investment categories in order to meet the objectives that their respective systems face.

The third conclusion I have is that HQT's treatment of transmission losses, not as a separate investment category or as a separate investment trigger, but instead as a factor in selecting among alternative transmission projects is adequate.

Also, I'm not aware of any transmission system operator that uses or treats transmission losses as a stand-alone investment objective or stand-alone trigger to initiate a transmission upgrade.

Now, I will provide some further information about the first topic in my scope of testimony, which is the set of categories used by

2

5

6

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

2.0

21

22

23

2.4

2.5

HQT for transmission upgrades. HQT's four categories that are approved by the Régie are adequate and sufficient as a framework in order to allocate the cost of multi-objective investments.

And the reason I reached this conclusion, there are three reasons that I also provided in my direct testimony.

The first reason is the categories, these four categories used by HQT cover, in other words, they're exhaustive of all the types of objectives relevant to the Quebec electric system. So, there's nothing missing from the types of investments that HQT does or plans for in the set of categories that HOT uses. So that's the first reason.

The second reason is, based on my review of these investment categories, each of them are mutually exclusive, meaning there is no overlap among the categories.

(9 h 28)

And the third reason I have is, adding in a new subcategory within the existing four categories will be redundant for the purpose of cost allocation.

The next slide, slide 6, I provide my opinion on HQT's descriptions of categories. I

2.4

review their document. It's the public available document they filed in this case and I conclude that their descriptions provide a transparent and clear explanation of both objectives served in each as well as the types of investments in each of these categories. And I conclude that these descriptions satisfy the regulatory objective of providing sufficient detailed and clear descriptions in order that Régie can oversee HQT's categorizations or classifications of actual projects and also for the stake holders to understand HQT's classification.

Slide 7. Based on my experience in the practices of other system operators in the North-America, the categories that HQT uses they are similar to other system operators for meeting the objectives that are relevant to their respective systems. And HQT's categories are put to the similar use as the other system operators do in the sense that they both serve to identify the type of investments that go into different categories. They also provide the framework for allocating the cost of transmission upgrades to different categories.

Now I will move to the second part of my scope of my testimony which is HQT's treatment of

2.0

2.4

transmission losses. Based on my review of HQT's practices and its publicly available documents HQT considers transmission losses in its evaluation of alternative scenarios for a transmission project in any investment category. So it's not, the consideration of transmission losses is not limited to a specific category of investment but they do it in each of these four investment categories and they quantify that in the attachment D that I provide "cites" to two articles. Article 1 and article 6 and HQT does not implement a transmission investment for the sole purpose of minimizing losses.

So in summary, HQT considers transmission losses as a factor in evaluating alternative transmission projects to conduct a transmission upgrade but HQT does not use transmission losses as a stand-alone objective or trigger. I'm almost done.

The last slide, I will continue providing my opinion on the treatment of transmission losses. If you ask the question of whether transmission losses should be treated as a stand-alone category or a stand-alone trigger for investment my answer will be in the context of HQT no. Transmission

losses are more properly considered as an available economic factor in comparing multiple or competing scenarios instead of a stand-alone category or trigger and my opinion is based on two reasons.

(9 h 33)

One is most types of transmission projects have varying degrees of impact on system transmission losses so, in each of the four categories you do an investment, you have varying degrees of impact on system transmission losses. Therefore, losses are a common element to investment categories. It's not a differentiating factor or it's not distinctly associated with one category.

And the other reason is, based on my experience and research, there is no other system operator that treats transmission losses as a stand-alone trigger or category for transmission investments.

With that, I conclude my presentation. Thanks for your attention and I look forward to questions.

Me ÉRIC DUNBERRY :

Alors Madame la Présidente, avec votre accord, nous déposons formellement en preuve la présentation

PowerPoint de monsieur Celebi comme pièce B-0213, 1 ce qui, sauf erreur, devrait correspondre à HQT-5, 2 Document 3.2 mais je pourrais être corrigé sur ce 3 dernier commentaire.

6

B-0213: (HQT-5, Doc.3.2) Présentation PowerPoint de monsieur Celebi

8

9

10

11

12

13

14

15

16

25

Alors Madame la Présidente, nous en sommes maintenant rendus à la cinquième et dernière étape de présentation de la preuve en chef pour la phase 2B. J'aurai quelques questions additionnelles à poser aux représentants d'Hydro-Québec TransÉnergie concernant certains sujets évoqués par les intervenants. Et ma première question s'adresse à monsieur Delourme.

(9 h 35) 17

Q. [23] Monsieur Delourme, je voudrais vous référer à 18 la description synthétique du Transporteur, c'est-19 à-dire la pièce HQT-5, document 2, à la page 6, 20 lignes 23 et 24, soit un extrait du paragraphe 21 introductif de la description de la catégorie 22 « maintien et amélioration de la qualité du 23 service » et cet extrait se lit comme suit : 24

Ils[...]

C'est-à-dire les investissements attribués à cette 1 catégorie. Ils, et je cite : 2 [...]incluent notamment les investissements requis pour maintenir la fiabilité du réseau à la suite de le fermeture de centrales ou d'un 6 retrait ou d'un déplacement de charge. Fin de la citation. Monsieur Delourme, plusieurs 8 intervenants s'opposent à l'inclusion, dans cette 9 catégorie, d'une référence à ces trois situations 10 spécifiques soit la fermeture d'une centrale, le 11 retrait d'une charge ou son déplacement. J'ai cru 12 comprendre, à la lecture de certaines réponses à 13 des demandes de renseignement que le mot 14 « déplacement » pourrait être remplacé par le mot 15 « réduction ». Cela étant dit, j'aimerais vous 16 poser une simple question. 17

Avez-vous des commentaires à formuler à l'égard de ces oppositions relatives à cette référence à l'inclusion de ces trois cas spécifiques dans la définition de la catégorie « maintien et amélioration de la qualité de service »?

M. BENOÎT DELOURME:

18

19

2.0

21

22

23

R. Oui. Tout à fait. Donc, bonjour Madame la

Présidente et Monsieur, Madame les régisseurs.

Peut-être une petite précision. Ça se lit...

L'introduction se lit comme un retrait ou une

diminution de charge, d'une charge. C'est ce qu'on

a statué comme étant la pièce révisée 2019-0509.

Donc, on a proposé comme langage, un retrait ou une

diminution d'une charge.

2

6

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

2.0

21

22

23

24

25

Alors, effectivement, quelques commentaires par rapport à ces réactions des intervenants. Tout d'abord... Puis on l'a déjà mentionné en DDR, c'est que... et je souhaite le répéter, d'entrée de jeu, toutes les modifications qu'on a proposées dans les définitions visent à ajouter de la clarté à la description et ça ne modifie en rien son sens et sa portée. Donc, dans l'esprit, on est toujours dans une catégorie qui est basée sur une baisse de fiabilité. Et bien, on va essayer de corriger la situation et de maintenir la fiabilité, expliciter les déclencheurs ou les éléments, en fait, qui initient cette baisse de fiabilité. Ça vise surtout à apporter de la clarté. Donc, dans l'esprit, si on devait, en fait, re-modifier la définition, on irait quand même dans cette catégorie.

Alors, au-delà de ça, j'aimerais amener quelques précisions supplémentaires à propos des

2

6

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

2.0

21

22

23

24

2.5

fermetures de centrales. Et puis, ça se généralise très bien par rapport aux réductions et aux fermetures de charges industrielles. La première chose là qu'il faut bien avoir en tête là, le Transporteur est tenu d'assurer la fiabilité de son système en tout temps. C'est un devoir qu'on a et il est encadré ce devoir. Le deuxième élément, les événements dont on parle ici, donc que ce soit la fermeture de centrales, les clients industriels qui ferment, et bien ce sont des événements externes qui sont imprévisibles, hors de contrôle du Transporteur et qui sont, en plus, s'ils sont « gros », entre guillemets, susceptibles de dégrader la fiabilité du réseau de transport, et c'est pour ça qu'on s'est permis de les identifier plus particulièrement puisqu'on a déjà eu des cas d'espèces qui ont amené des baisses de fiabilité.

Et puis dans ce genre de situations, c'est bien important de garder en tête que ce n'est pas la nature du déclencheur qui compte, mais bien les conséquences. C'est la perte de fiabilité, la baisse de fiabilité, c'est ça qui est identifiée et c'est ça qui qualifie pour aller dans la catégorie « maintien et amélioration ». Donc, l'origine n'est pas si importante que la conséquence. On peut avoir

2

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

2.5

des fermetures de centrales sans conséquence puis on s'arrête ici, il n'y a rien qui se passe. Si, par contre, il y a des conséquences sur la fiabilité, et bien là, nous, on va l'identifier puis on va identifier de combien la fiabilité a été dégradée puis on va proposer des investissements pour venir corriger la situation.

Alors, j'aurais juste un petit... un petit cas théorique là. On est en politique d'ajouts donc on essaie de faire des catégories pour essayer de placer les idées. Une centrale là, entre le moment où elle arrive ou le moment où elle part, il y a forcément un grand temps qui s'est écoulé puisqu'on va rarement construire une centrale pour quelques années. Donc, la période de temps écoulé entre son raccordement et sa fermeture, c'est définitivement long. On pense à Gentilly-2, il s'est passé quand même quelques dizaines d'années et comment... Et de sorte que le réseau, il a forcément évolué entre le moment où la centrale arrive et la centrale s'en va. Le réseau a bougé, il y a eu plein de choses qui se sont passées. Il y a eu des nouveaux clients, des nouvelles demandes. Il y a eu des problèmes de pérennité. Il y a eu tout un paquet d'affaires qui ont fait que, bien, le réseau, oui,

il s'est transformé entre le moment où la centrale est arrivée dans les années quatre-vingt (1980) puis les centrales s'en va dans les années deux mille (2000).

(9 h 40)

2.3

2.5

Alors, imaginez la situation si la centrale n'avait jamais été intégrée, bien, le développement du réseau aurait été complètement différent, si Gentilly-2 n'avait jamais été intégrée sur le réseau, le réseau se serait développé de manière complètement différente et puis quant à moi, j'ai aucune idée quelle forme il aurait pris.

Donc, à partir du moment où on prend une décision d'intégrer une centrale, et bien, on va se placer sur une ligne de temps dans laquelle le réseau va se développer puis elle va être complètement différente, ça va être un univers complètement différent de si la centrale n'était jamais arrivée.

Alors, maintenant, quand le client arrive avec sa centrale, bien, pour son intégration, il doit payer sa juste part, il va avoir ses coûts de raccordement, potentiellement également des coûts de renforcement du réseau principal qui sont requis pour son intégration et donc, il va payer ce qu'il

2

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

2.3

24

2.5

faut pour disposer d'un service fiable et pour pouvoir fournir sa production sur le réseau ou si c'est un client industriel, bien, pouvoir consommer son énergie.

Alors, imaginez un cas où juste après son intégration, donc, la centrale vient d'arriver, il a payé tout ce qu'il fallait pour arriver, donc, son raccordement local, le renforcement du réseau principal, et cetaera, et donc, le client a donc sorti de l'argent pour se raccorder et imaginez qu'elle ferme juste après la centrale, elle ferme juste après. Donc, là, dans quel état est mon réseau? Bien, mon réseau, il est dans l'état... dans l'état suivant : il y a des investissements qui ont été faits pour raccorder la centrale, donc poste de transformation, et cetaera, potentiellement les éléments pour renforcer le réseau principal pour l'accueillir mais la centrale n'est pas là, c'est le cas hypothétique où elle vient juste de disparaître. Bien, quel est le niveau de fiabilité de mon réseau juste après?

Bien, quelque part, il est meilleur que juste avant parce que j'ai de l'équipement supplémentaire puis j'ai pas le poids de la centrale dans mon réseau. Donc, la fiabilité de mon

2

3

5

6

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

2.0

21

22

23

2.4

2.5

réseau, elle est supérieure ou égale à ma situation juste avant. Donc, là quel est l'impact sur la fiabilité, bien, dans le fond, ça va être rien et donc, le retrait de la centrale juste après son raccordement, les coûts de sortie, bien, ils sont nuls. D'accord?

Mais par contre quand en fait le réseau continue à évoluer, bien, la baisse de fiabilité qu'on va observer au moment où la centrale s'en va, il est lié à quoi? Bien, il est lié au fait que le réseau il a évolué et que le réseau a évolué en s'appuyant sur cette centrale, en tenant compte de cette centrale. Donc, le réseau, il a été bâti autour d'elle et en fonction d'elle. Donc, la baisse de fiabilité est donc causée par tout ce qui a bougé sur le réseau entre son arrivée et sa sortie et la causalité alors, bien, elle est impossible à déterminer, on n'est pas capable d'identifier pendant toute cette période-là qui a effectivement été le déclencheur de la baisse de fiabilité, c'est l'ensemble des usagers du réseau qui ont bénéficié de cette... de cette présence, qui ont... qui ont tiré profit de cette présence, bien, le réseau a été bâti en fonction de cette... de cette présence.

2.3

2.5

Donc, autrement dit, si la centrale n'avait jamais été raccordée, les éléments requis à sa fermeture auraient pu être requis par d'autres déclencheurs qu'on ne connaît pas. Comme je vous disais tout à l'heure, si la centrale n'arrive jamais, quel est le développement du réseau associé? Je ne connais pas, j'en ai aucune idée.

Donc, tous les utilisateurs du réseau, eux, ils subissent la baisse de fiabilité et puis, bien, ils vont vouloir payer pour la maintenir en tant qu'usagers du réseau.

Alors, c'est là dont je veux bien ramener cette idée-là que finalement c'est... c'est comme... c'est bien l'évolution entre l'arrivée et la sortie qui fait... qui provoque en fait la dépendance en fait à cette centrale.

Alors, au-deçà de ça, donc de cet exercice un petit peu logique que je viens de faire, bien, la Régie, elle a déjà reconnu dans ce traitement plusieurs projets qui avaient été déclenchés par une baisse de fiabilité associée à des fermetures de centrale et la Régie a reconnu que la catégorisation était légitime en fonction des objectifs qu'on poursuivait. L'objectif qu'on poursuivait c'était pas de combler la perte de la

2.5

centrale, l'objectif qu'on poursuivait c'était de combler la baisse de fiabilité déclenchée par la fermeture de la centrale.

Donc, n'oublions ce proxi de baisse de fiabilité qui est vraiment important et qui est, quant à moi, au coeur de la discussion. Et c'est tellement au coeur de la discussion que ce que je viens de vous décrire pour une fermeture de centrale, bien, s'applique parfaitement pour les réductions de charge et les fermetures de clients puisque le proxi, encore une fois, c'est la baisse de fiabilité. Qu'est-ce qui provoque une baisse de fiabilité ou qu'est-ce qui est important c'est la baisse de fiabilité qui est légitime à catégoriser dans maintien, amélioration de la fiabilité.

Alors, ça c'était un petit peu général puis j'aimerais prendre un petit peu de temps pour répondre à la question de NEMC, la question de la Régie NEMC1.2 dans sa DDR, la Régie s'interrogeait sur différentes fermetures de centrales puis avaient-elles été catégorisés correctement et l'intervenant proposait différentes idées pour répondre à la régie.

Alors, tout d'abord, je tiens à rappeler que le Transporteur dans une DDR de NEMC adressée

au Transporteur à la question 11.2.2. Donc, ça doit être la DDR NEMC-1 adressée au Transporteur.

(9 h 45)

2.4

Eh bien, on avait eu l'occasion de s'exprimer là-dessus et d'expliquer que, tant qu'à nous, toutes les fermetures de centrales avaient été traitées de manière équivalente. Mais l'intervenante dans sa DDR propose un raisonnement basé sur différents éléments qui sont inexacts. Et puis je tenais juste à le souligner.

Donc, tout d'abord, du point de vue de la fiabilité du réseau, pour nous, la centrale Gentilly-2 n'a pas été traitée différemment des autres centrales. Ça, c'est vraiment important de l'avoir en tête. Dans son hypothèse, l'intervenant mélange dans sa réponse différents concepts de puissance et d'énergie et il omet complètement le caractère dynamique du réseau de transport. Donc, au-delà de ça, l'intervenant prend aussi des hypothèses qui sont erronées notamment sur les besoins à satisfaire par le Transporteur. Il omet notamment la composante associée aux réservations de transport point à point.

Et donc, avec tout ce jeu d'hypothèses, eh bien, qui sont en contradiction avec ce que, nous,

on utilise en planification et ce qu'on applique rigoureusement dans nos méthodes de planification, eh bien, il tire des conclusions qui sont erronées dans le fond. Donc c'est ça. Donc, on n'est pas d'accord avec ce qui est exprimé dans cette DDR.

Au-delà de ça, je vais passer la parole à ma collègue, madame Paquette, pour compléter cette réponse.

Mme SOPHIE PAQUETTE:

R. Bonjour à tous. Donc, sans entrer dans les propositions spécifiques de chacun des intervenants quant à la question de la responsabilité d'assumer les ajouts au réseau suivant la fermeture d'une centrale ou une réduction de charge, j'aimerais apporter certains points au niveau commercial.

Donc, lorsqu'un producteur fait une demande de raccordement de centrale, par exemple, il doit bien sûr assumer les coûts des ajouts requis pour son raccordement, donc que ce soit le raccordement même de la centrale ou les ajouts requis au niveau du réseau principal.

Comment il fait ça? C'est en payant notamment le tarif de service de transport et tout excédent par rapport à l'allocation maximale à laquelle le producteur a droit. Donc, c'est le

2.5

principe du déclencheur-payeur qui est bien connu par la Régie et les intervenants.

comme monsieur Delourme vous l'a bien expliqué, durant sa durée de vie utile, donc à la centrale, le réseau évolue. Donc, le réseau est complètement différent par rapport à l'entrée et la sortie de la centrale. Alors, tous ces changements sont à l'extérieur, sont hors de contrôle finalement du producteur. Ainsi, à la fermeture de la centrale, si des ajouts sont requis, il n'y a aucune causalité entre ces ajouts requis et la fermeture de la centrale.

Donc, commercialement, je ne peux pas demander à un producteur de le faire payer deux fois. Je m'explique par rapport à ça. Donc, à l'année zéro, j'ai une demande de raccordement de centrale, je signe une entente de raccordement avec le producteur. Et, notamment, dans l'entente de raccordement, il va s'engager à payer le tarif de transport et tout excédent pour son entrée sur le réseau, donc pour les ajouts requis sur son réseau.

Maintenant, si on oublie tout le principe de causalité des coûts puis qu'à partir de maintenant, on décidait de faire assumer tous les coûts ou les ajouts requis au réseau à sa sortie,

2.0

2.4

mettons que c'est ça qu'on décidait de faire, bien, ça reviendrait en fait à signer une entente de raccordement avec des coûts qui seraient complètement inconnus à sa sortie parce qu'on n'est pas en mesure d'identifier vingt (20) ans, trente (30) ans, quarante (40) ans en avance quels seront ces coûts à la sortie de cette centrale-là.

Donc, ça reviendrait à demander au producteur et à ses créanciers un genre de chèque en blanc puisque les ajouts requis au réseau à la sortie de la centrale pourraient varier de zéro, hein il n'y a pas toujours d'impact, là, sur le réseau, à voire des dizaines de millions de dollars, des centaines de millions de dollars dépendamment de comment le réseau a évolué et l'impact spécifique de la centrale à un endroit donné.

Donc, ça devient un risque financier qui est complètement déraisonnable pour les producteurs et ses créanciers. L'évolution du réseau, comme on l'a déjà mentionné, est hors de contrôle du producteur. Et d'un point de vue strictement commercial, pour nous, ça reviendrait un peu à tuer le marché. On bloquerait le marché complètement pour de nouveaux raccordements de centrales. Ou si

on prend l'approche similaire pour un raccordement de clients industriels où on viendrait demander aux clients industriels de payer tout ajout requis au réseau à sa sortie, ça bloquerait complètement le développement du réseau.

(9 h 50)

1

2

6

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

2.3

24

2.5

Donc, par rapport à ce sujet-là en particulier, j'aimerais juste ramener en conclusion quelques points qu'on a déjà mentionnés. D'abord et avant tout, l'inclusion ou non de la notion de la fermeture d'une centrale dans la catégorie « Maintien et amélioration de la qualité de service » de même que la réduction d'une charge ou le retrait d'une charge spécifique, ne change en rien l'objectif visé par cette catégorie-là. Donc, on pourrait enlever ce petit bout de phrase là dans la description ou on pourrait la mettre, ça ne change rien à l'objectif visé par la catégorie.

Maintenant, nous, on pense que c'est une meilleure idée de laisser ce bout de phrase-là ou ce libellé-là dans la description pour des fins de clarté et de compréhension.

Deuxième élément, dans le fond, nous nous objectons à tout report dans un dossier subséquent, comme l'ont laissé présager certains intervenants,

des sujets abordés relativement à ce sujet puisqu'on considère qu'il y a suffisamment d'éléments aujourd'hui pour rejeter cette proposition-là d'entrée de jeu.

Également, on aimerait rappeler que la Régie a déjà reconnu, dans des dossiers d'investissement antérieurs, que les investissements requis suite à la fermeture d'une centrale, comme on a déjà eu le cas à quelques reprises dans le passé, donc étaient bien catégorisés dans la catégorie « Maintien et amélioration de la qualité de service » de par l'objectif de maintenir justement la fiabilité du réseau.

Et la Régie a également établi qu'il était équitable dans ces dossiers que tous les clients contribuent au paiement d'ajouts au réseau classés dans la catégorie d'investissement « Maintien et amélioration de la qualité du service ».

Maintenant, si je vais un peu plus en détail, en fait, nous sommes en désaccord avec les recommandations 9 et 10 de l'ACEFO sur ce même sujet, 2.1 de l'AQCIE-CIFQ, 4.3 de NEMC et 2.6.1 de SÉ-AQLPA.

1

2

3

6

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

2.4

Q. [24] Merci, Madame Paquette, Monsieur Delourme. J'aurais maintenant une seconde question à poser, de nouveau à monsieur Delourme, en relation avec une autre recommandation contenue au mémoire de l'ACEFO. Alors, Monsieur Delourme, je vous inviterais à prendre une copie de ce mémoire, celui de l'ACEFO, et à la page 23 des conclusions et la onzième recommandation se lit comme suit et je la cite : (9 h 53) 10 L'ACEFO recommande à la Régie de 11 demander au Transporteur, dans un 12 dossier subséquent, de proposer des 13 modifications à la politique d'ajouts 14 pour couvrir les cas d'intégration qui 15 dépendent de prévisions de la demande 16 régionale qui peuvent ne pas se 17 concrétiser, comme dans l'exemple de 18 la Côte-Nord pour le cas de 19 l'intégration de centrales de 20 production en amont du corridor Manic-21 Ouébec. 22 Avez-vous des commentaires concernant cette 23 recommandation? 24

M. BENOÎT DELOURME :

1

11

12

13

14

15

16

17

18

19

2.0

21

22

23

24

25

R. Oui, tout à fait. Donc, évidemment, la première 2 chose, c'est que le Transporteur s'oppose à cette 3 recommandation et notamment pour trois raisons. La première, c'est qu'il faut qu'on prenne en compte les meilleurs hypothèses au moment de notre choix. 6 Le deuxième élément, c'est pour fins de respect de 7 la séquence des demandes. Et le troisième élément 8 qui a un volet plus commercial qui sera traité par 9 ma collègue madame Paquette. 10

Alors, si je reviens vite fait et rapidement sur les deux premiers éléments, le Transporteur rappelle que, selon les Tarifs et conditions, notamment l'article 36.2, le Transporteur doit inclure la charge locale du Distributeur aux fins de la planification de son réseau de transport. Il doit, conformément aux pratiques usuelles des services publics, s'efforcer de construire et mettre en service une capacité de transfert suffisante pour livrer les ressources du Distributeur, de manière à desservir d'une façon fiable les clients de la charge locale. Donc, le Transporteur ne peut pas alors planifier son réseau avec une prévision autre que celle fournie par le Distributeur.

2.0

2.3

En tout temps, le Transporteur va planifier son réseau à l'aide des informations les plus précises possible et donc l'information qu'on reçoit du Distributeur, qui est de bonne qualité et même d'excellente qualité, faite par des experts en la matière, est une... la meilleure hypothèse au moment où on fait notre choix. Et par ailleurs, le Transporteur ne possède aucune indication qui lui permettrait de supposer qu'une prévision serait susceptible de ne pas se concrétiser. Donc, on regarde ça, on fait... on prend les meilleurs hypothèses au moment où on fait notre choix.

Le deuxième élément, donc je parlais du respect de la séquence des demandes. D'un point de vue méthodologique, la détermination des coûts de raccordement devient également extrêmement complexe si on commence à faire du « back and forth » et va à l'encontre du principe de déclencheur payeur et de la séquence OASIS qui est encadrée par les Tarifs et conditions.

Il peut se passer énormément d'éléments, d'événements et donc, venir réviser les choses comme ça à posteriori, venir impacter toutes les décisions qu'on aura prises entre les différentes informations qu'on a reçues. Donc, c'est pas juste

une révision, mais c'est toutes les actions, toutes
les décisions qui ont été prises par le passé sont
mises à mal et donc le principe de déclencheur
payeur est mis à mal avec ce genre de boucle.

Je laisserais la parole à madame Paquette pour l'aspect commercial.

Mme SOPHIE PAQUETTE :

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

R. Oui. Donc, au niveau commercial, dans le fond, la
proposition de l'ACEFO revient à faire porter une
variation des hypothèses de prévision à un client
en particulier, ce qui laisse planer, bien
évidemment, un risque commercial très important sur
n'importe quelle demande.

Et ici, on ne parle pas nécessairement du Producteur avec un grand P là, Hydro-Québec Production, mais ce risque-là pourrait également survenir ou s'appliquer à un producteur privé, Boralex, Energex, pour ne nommer que ceux-ci. Ça pourrait être même nos clients de service de transport point à point, Nalcor, Brookfield. Un client industriel aussi en particulier qui aurait à assumer ce risque commercial-là.

Donc, c'est un risque, encore une fois, pour nous qui est complètement déraisonnable d'un point de vue commercial qui devrait être supporté

par l'ensemble des clients ou par un client en particulier.

Et comme on l'a déjà mentionné pour le sujet précédent, donc au sujet de la fermeture de centrales, pour moi, ça revient un peu au fait de faire signer, encore une fois, un chèque en blanc à un client pour dire « bien, si jamais la prévision ou la photo qu'on a prise au moment X ne se concrétise pas, bien tu devras assumer le risque là qui vient avec. »

Q. [25] Merci, Madame Paquette. J'aurais une troisième question que j'adresse de nouveau à monsieur Delourme, cette fois, en lien avec la recommandation numéro 7 que l'on trouve au mémoire de l'ACEFO, c'est à la page 22, et je vais lire cette recommandation. Alors :

L'ACEFO recommande...

18 et je cite

6

9

10

11

12

13

14

15

16

17

19

20

21

22

23

24

25

... à la Régie de demander au

Transporteur, dans un dossier

subséquent, de proposer des

modifications aux Tarifs et conditions

afin de permettre le raccordement

d'une centrale au réseau de transport

mais sans garantie d'intégration au

1		réseau principal, tel que décrit à la
2		section 2.6 du mémoire.
3		(9 h 57)
4		Monsieur Delourme, il s'agit d'une il s'agit
5		d'une question qui relève davantage de la phase 2A,
6		mais qui appelle un commentaire en lien avec la
7		planification et comme vous n'êtes pas partie du
8		second panel sur la Phase 2A, puisque vous êtes là,
9		de nous faire connaître vos commentaires et
10		réactions face à cette recommandation numéro 7.
11		M. BENOÎT DELOURME :
12	R.	Oui, bien sûr. Donc, à sa face même donc cette
13		proposition pose des problèmes conceptuels majeurs,
14		à la fois au niveau de la planification, de
15		l'exploitation, de la commercialisation et des
16		aspects réglementaires. Alors, au-delà des aspects
17		commerciaux réglementaires que mes collègues
18		couvriront dans un instant, du point de vue de la
19		fiabilité du réseau et des caractères techniques
20		associés à cette proposition, je souhaiterais
21		apporter quatre éléments de réflexion.
22		Tout d'abord, ce genre de proposition
23		permet un raccordement en énergie et ne permet pas
24		une contribution en puissance. Deuxième élément, le

dimensionnement à la pointe du réseau auquel on

2

6

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

2.4

25

procède habituellement et qui sera omis dans cette condition-là... dans cette condition-là, excusez-moi, n'offrira aucune garantie sur l'année. Troisième élément, l'impact sur le comportement du réseau sera à évaluer. Et quatrième... quatrième élément, l'intégration dans le processus OASIS de ce genre de demande est très très complexe.

Alors, si je reviens sur le premier élément, donc l'apport en énergie et la non contribution en puissance, bien, on lit cette proposition, le produit du réseau principal, il s'agit d'une intégration en énergie. Étant donné qu'on fait en sorte d'intégrer des nouvelles centrales sans aller investir sur le réseau de transport principal, ça signifie que la puissance produite par ces centrales devra circuler à l'intérieur des limites existantes du réseau, « on va se glisser entre les gouttes », entre quillemets. Cela implique que le client s'appuyant sur ces centrales ne pourra en aucun cas compter sur leur contribution en puissance à la pointe qu'importe les services de compensation qu'ils pourra avoir contractualiser, il passera en fonction de ce que le réseau est capable de donner. Or, le réseau est dimensionné par rapport à la

13 mai 2019

1

2

6

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

2.0

21

22

23

2.4

2.5

puissance existante et installée, donc, s'il y a de la nouvelle puissance et qu'on a pas mis d'investissement pour le réseau pour la faire passer, donc, ça ne passera juste pas.

Le client ne disposera pas de plus de puissance que la puissance déjà installée, il s'appuiera sur ce qui est existant. Donc, dans ces bilans du Distributeur notamment, ces nouvelles centrales ne pourront donc pas apparaître puisqu'elles ne pourront pas transiter au moment critique où le Distributeur en aura besoin.

Autrement dit, des ressources raccordées selon ce mode, que je qualifierais d'hybride, ne pourrons en aucun cas contribuer au bilan en puissance du Distributeur.

Et on se rappelle dans une DDA récente du Distributeur qu'il a réitéré son besoin pour un produit à la fois en puissance et en énergie pour satisfaire à la demande de la charge locale à la pointe hivernale. Donc, aujourd'hui, ce genre de contrainte que ce raccordement proposerait ne semble pas convenir au besoin défini par le Distributeur.

Le deuxième élément, quand je disais qu'on faisait un dimensionnement à la pointe du réseau,

2.5

ça, ça permet également de s'assurer que les huit mille sept cent soixante (8760) heures de l'année sont également couvertes. Donc, si je n'ai pas fait un exercice de dimensionnement à la fine pointe, il n'y a rien qui me garantit que le réseau sera capable de passer les huit mille sept cent soixante (8760) heures de l'année.

Ça, ça veut dire quoi? Ça veut dire que si jamais, j'ai des contraintes sur mon réseau pendant le reste de l'année, que ce soit dans les mois d'épaule ou les mois d'été, étant donné que je n'aurais pas mis l'équipement requis à la fine pointe, je n'ai aucune garantie que ça passera le reste de l'année. Donc, ça veut dire que ce client hybride sera le premier à se faire couper pendant l'année.

Donc, si je résume, il ne passe pas à la pointe et puis si jamais j'ai des soucis pendant l'année, il sera coupé le premier. Donc, ça veut dire qu'au-delà du fait qu'il ne contribuera pas en puissance, eh bien, sa capacité à fournir de l'énergie vient également de diminuer.

Le troisième élément que je voulais citer c'était l'impact sur le comportement du réseau.

Donc, on comprend qu'on a un réseau qui va avoir

2.3

2.5

une puissance maximale constante étant donné que l'autre... l'autre... les nouveaux raccordements hybrides viennent en complément, ça, ça signifie quoi? Ça veut dire que d'un point de vue comportement de réseau, en fait, on va substituer certains mégawatts fournis par des centrales traditionnelles par ces mégawatts fournis par ces centrales avec contrats hybrides.

Il n'y a rien qui me garantit que le comportement dynamique de mon réseau va être le même en substituant les mégawatts traditionnels par des mégawatts hybrides, voire même qu'il y a de bonnes chances que le comportement dynamique du réseau va se dégrader avec cette substitution. Ça, ça signifie quoi? Ça veut dire qu'encore une fois, quand je vais produire avec ces centrales intégrées de manière hybride, eh bien, la capacité de mon réseau sera peut-être inférieur à ce que je m'attends d'avoir. Qu'est-ce que ça signifie? Ça veut dire encore, de nouveau des contraintes pour ce contrat hybride pour circuler sur notre réseau, donc, encore des heures pour lesquelles, il ne sera pas en mesure de fournir ce qu'il espère fournir.

Donc, j'ai trois éléments là qui viennent vous dire qu'en fait, on est en train d'avoir un

2.0

contrat qui ne fournit pas en puissance et qui sera régulièrement coupé pendant l'année, donc, qui ne sera pas forcément non plus être capable de fournir l'énergie qu'il espère fournir sur le réseau.

(10 h 03)

Le quatrième élément donne un peu une perspective dans le temps de ce genre de contrat hybride. On imagine bien que si on a une accumulation de plusieurs contrats hybrides, eh bien, c'est plusieurs contrats. Ces contrats hybrides viennent quelque part engendrer encore plus de substitutions dans le même cas et donc avoir encore plus de candidats qui seront susceptibles d'être recoupés. Donc, plus j'aurai des contrats hybrides et puis moins j'aurai de chance de les faire passer.

Mais au-delà de ça si on commence à intégrer des contrats traditionnels par-dessus ces contrats hybrides, eh bien, toutes les conditions que j'aurais peut-être réussi à déterminer pour ces contrats hybrides devront toutes révisées à chaque fois qu'un nouveau contrat traditionnel viendra par-dessus. Et il y a toutes les chances encore une fois que les conditions qui auront prévalu dans le passé soient révisées et révisées à la baisse.

2

6

8

9

10

20

21

22

2.3

24

25

C'est-à-dire que non seulement ce contrat n'est pas capable de fournir de la puissance, se fera couper dans l'année, mais au fur et à mesure que le réseau continuera d'évoluer, eh bien, ce genre de contrat verra sa capacité à transiter sur notre réseau diminuer de plus en plus. Donc c'est ça. Donc, ça, je vous parle juste de technique. Je laisserais la parole à Sophie pour les aspects commerciaux maintenant.

Mme SOPHIE PAQUETTE :

R. Oui. Donc, ma réponse serait quand même assez brève 11 sur cet élément-là. Monsieur Delourme l'a déjà 12 expliqué d'entrée de jeu. En d'autres termes, ce 13 type de raccordement-là au niveau commercial 14 n'offre aucune garantie de puissance de par sa 15 nature et n'offre également aucune garantie en 16 énergie, hein, dans la mesure où ce client sera le 17 premier coupé et que les conditions de coupure 18 seraient changeantes et évolueraient dans le temps. 19

Aujourd'hui, le Transporteur n'a jamais eu de demande de la part de ses clients pour avoir un service de ce type-là. Donc, je ne vois aucun intérêt de proposer un mode de raccordement qui, somme toute, reste pas mal théorique et avec bien peu d'attraits commerciaux. Donc voilà! Je vais

passer, c'est sûr, le volet réglementaire à ma collègue madame Salhi.

Mme WAHIBA SALHI:

13

14

15

16

17

18

19

2.0

21

22

23

2.4

25

R. Bonjour, Madame la Présidente, Madame le Régisseur, Monsieur le Régisseur. L'ACEFO soumet que le 5 Transporteur ne fournit aucune objection à une 6 telle possibilité. Donc, moi, j'aimerais rectifier 7 un peu les choses. En réponse à la question 5.2 de 8 la demande de renseignements numéro 1 de l'ACEFO à 9 la pièce B-0170, plusieurs éléments font état du 10 désaccord du Transporteur quant à cette 11 recommandation. 12

Tout d'abord le débat quant à la puissance maximale à transporter a été fait et statué dans la Phase 1 du présent dossier. D'ailleurs, dans sa décision D-2015-209 au paragraphe 555, un tableau dans lequel sont présentées des définitions et également au paragraphe 564 de cette même décision de a Régie pour donner au Transporteur de codifier dans la Phase 2 du dossier ces définitions.

Aussi, dans la même réponse, le

Transporteur précisait que la pratique actuelle,
soit celle de considérer la puissance maximale à
transporter sur le réseau, est appliquée
uniformément à tous les projets d'intégration de

ressources à ce jour, et donc correspond à la façon dont il planifie et réalise les ajouts au réseau.

Alors, permettre un raccordement comme celui proposé par l'ACEFO au réseau principal constitue une modification majeure au processus de planification à la réalisation des ajouts au réseau, de même qu'au processus d'exploitation du réseau.

Nous sommes en Phase 2 de la Politique d'ajouts. Nous sommes en train de finaliser le dossier à codifier les principales recommandations de la Régie en Phase 1. Alors, des modifications fondamentales au cadre réglementaire du Transporteur à ce stade-ci du dossier semblent pour le Transporteur inacceptable. Il demande alors à la Régie de rejeter la recommandation de l'ACEFO à ce sujet-là. Surtout, et, là, je compléterai avec ce que mes collègues ont dit, là, que l'attrait commercial n'est pas là, c'est une question hypothétique avec un présumé intérêt économique qui n'a pas été signifié au Transporteur.

En conclusion, le Transporteur s'objecte à tout report dans un dossier subséquent des sujets abordés par les intervenants, autant celui de fermeture de centrales, de prévisions d'Hydro-

Québec Distribution qui se concrétisent par le raccordement de centrales sans garantie d'intégration au réseau principal parce que nous considérons que ces recommandations comportent plusieurs éléments qui mérite de les rejeter, d'entrée de jeu.

(10 h 08)

2.4

Tout d'abord, les recommandations sont incompatibles avec les pratiques d'exploitation, de planification du réseau de transport et de commercialisation des services de transport du Transporteur. Elles sont hypothétiques et non justifiées. Elles bloqueraient le Transporteur dans sa capacité à planifier son réseau. Tous les risques seraient transférés sur les clients et donc, freineraient le développement plutôt que de le favoriser. Les coûts ou la qualité des raccordements seraient incertains.

D'ailleurs, dans sa proposition numéro 12, 1'ACEFO pousse la logique jusqu'à demander ou recommander la modification du nom de la catégorie « croissance des besoins » en proposant un nom de « modifications des besoins ». Donc, en lien avec toute sa vision qu'il a émise concernant la fermeture des centrales, le retrait ou la réduction

d'une charge. Cette proposition synthétise bien
l'ensemble des modifications que l'intervenant
souhaite apporter au sens qu'il donne à
l'intégration de nouveaux besoins.

Donc, le Transporteur s'oppose à ces propositions. Donc, la proposition 7, la proposition 9, la 11 et donc la 12, qui est comme la conclusion de ces propositions. Alors, la proposition 12 qui est le libellé pour reconnaître ces propositions et finalement, elle aussi est rejetée par le Transporteur.

Q. [26] Merci. En fait, ma dernière question pour les membres du panel concernait justement cette douzième recommandation que l'on trouve au rapport de l'ACEFO, à la page 23. Et je pense, madame Salhi que vous y avez référé. Est-ce qu'il y avait d'autres commentaires additionnels de la part des membres du panel? Ou ça clos la présentation à cet égard-là? Parfait.

Alors, Madame la Présidente, voilà les questions additionnelles que nous avions pour les membres de ce panel. Alors, ceci clôt la preuve en chef du Transporteur concernant la Phase 2B, sujet évidemment à un possible ré-interrogatoire du panel au terme des contre-interrogatoires et une possible

1 contre-preuve du Transporteur. Merci. Oh! Et en passant, on m'indique que la cote pour la 2 présentation PowerPoint de monsieur Celebi n'est pas HQT-6, document 3.2, mais bien HQT-6, document 2.2. Voilà. Merci. LA PRÉSIDENTE : 6 Je vous remercie, Maître Dunberry. Je pense qu'il est approprié de prendre la pause à ce moment-ci. 8 On va prendre un quinze (15) minutes de pause, on va revenir à et vingt-cinq (10 h 25). Je vous 10 remercie. 11 SUSPENSION DE L'AUDIENCE 12 13 REPRISE DE L'AUDIENCE 14 LA PRÉSIDENTE : 15 Bonjour, Maître Cadrin. 16 (10 h 28) 17 CONTRE-INTERROGÉS PAR Me STEVE CADRIN: 18 Me STEVE CADRIN: 19 Alors bonjour à la Régie. Steve Cadrin pour 20 l'ACEFO. Alors bonjour également aux membres du 21 panel. Je vous amène immédiatement dans le vif du 22 sujet. Quelques questions, tout d'abord, dans la 23 pièce B-0175, HQT-5, document 1, à la page 8, ligne 24 29 pour le début de la citation. Alors je vous fais 25

lecture du passage pertinent pour les fins de la question :

6

8

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

2.4

25

Le Transporteur estime qu'il est improbable qu'un projet ayant comme objectif unique et central la réduction des pertes électriques marginales sur le réseau soit identifié. Outre qu'il n'ait pas été possible de trouver d'exemples de l'application d'une telle pratique ailleurs dans l'industrie, le Transporteur n'a lui-même jamais réalisé de tels projets et n'a pas de tels projets dans sa planification. Le Transporteur estime donc qu'il serait inopportun de mentionner cet objectif dans la structure actuelle de la description synthétique.

La question est la suivante. Est-ce que le Transporteur étudie régulièrement son réseau pour voir s'il ne serait pas possible de réduire les pertes par des projets qui seraient par ailleurs

- 64 -

rentables?

M. BENOÎT DELOURME:

- R. Donc, Benoît Delourme. On ne fait pas d'études 3 spécifiques pour faire baisser les pertes. On a tellement d'autres études à faire pour raccorder les nouveaux clients, les preuves de conformité et 6 ces genres d'analyses qu'on a. On ne fait pas ces analyses spécifiques, puis on a déjà démontré que 8 pour réussir à faire baisser les pertes, il fallait 9 mettre des projets majeurs. Donc, on a assez de 10 travail à faire pour essayer de rendre le réseau 11 fiable. Donc, on ne le fait pas spécifiquement pour 12 13 ça.
- Q. [27] Alors, vous dites, pour réussir à réduire les
 pertes on a déjà démontré là qu'on devait mettre en
 place des projets importants. Peut-être juste nous
 expliquer cette partie de votre réponse. Vous avec
 donc déjà fait des études pour regarder ce que ça
 prendrait pour réduire les pertes. C'est ce que
 j'en comprends?
- 21 R. Je fais référence à la cause tarifaire dans 22 laquelle on s'était exprimés là-dessus.
- Q. [28] Ensuite, je vous amène... Question pour Dr.

 Celebi. This is the right way to pronounce it?

13 mai 2019 Contre-interrogatoire - 65 -Me Steve Cadrin

1 Dr METIN CELEBI: R. Yes it is. Thank you. Q. [29] Okay. I got it. So it's Demande de renseignements de l'ACEFO. C'est la pièce B-189, HQT-5, document 4.2, page 6. Ce sont les questions 5 et réponses 4.2. Alors la question et réponse de façon bilingue. Alors la question. Veuillez indiquer si le Dr Celebi est d'avis qu'il serait une bonne pratique pour HQT de réaliser des 10 investissements pour la seule fin 11 de minimiser les pertes. Dans 12 l'affirmative, veuillez préciser 13 dans quelles circonstances ce 14 serait une bonne pratique. Dans 15 la négative et indiquer pourquoi 16 ce ne serait pas une bonne 17 pratique. 18 La réponse in English. 19 Brattle does not recommend HQT to 20 make transmission investments for 21 the sole purpose of reducing 22 transmission losses. As explained 23 in Brattle's Prepared Direct 24

25

Testimony, transmission loss is a

2.4

common element that is present across different investment categories. In addition, the savings in system costs due to reduced volume of transmission losses is typically less than the cost of new high-voltage transmission projects that can reduce transmission losses in the system.

The question is: on what basis does Brattle not recommend HQT to make transmission investments for the sole purpose of reducing transmission losses?

R. I think I already provided the answer to that in that document. One, it's a common element across all categories. So you can put it in one category only. And second, based on my experience and understanding of other systems it is very unlikely in a system like Hydro-Québec, big system, it's very unlikely to find an economic project, meaning benefits exceeding the cost in which the sole purpose is to reduce the transmission losses in the system because those hypothetical projects to reduce the transmission losses in the entire system in a material way, they tend to create a large

- 67 -

high-voltage projects. Very large projects. And to 1 get the benefits of adding those large capital 2 expenditures to the system, you need to have a 3 reduction in the production cost, capacity cost, et cetera, in the system, and that equation usually 5 doesn't go in favour of benefit exceeding cost, and 6 I'm talking about, again, only the projects that 7 are initiated for the sole purpose of reducing 8 transmission losses. 9 (10 h 33) 10

- Q. [30] In the case of, specifically the case of HQT's transmission system, what studies have you conducted to reach such a recommendation regarding HQT specifically?
- A. I have not conducted any study to search for

 potential projects that could reduce the

 transmission losses economically, I haven't done
 that study.
- 19 Q. **[31]** As a general principle, would you say that the
 20 reduction of losses could be a good idea or should
 21 HQT find ways to achieve such an objective by
 22 profitable investment projects.?
- A. Not for the sole purpose of reducing transmission
 losses, no, because, as I said, it is very unlikely
 to find any of those examples. But of course, as I

also explained in my testimony earlier, in looking 1 for alternative ways to implement transmission 2 upgrades for the purpose of meeting other objectives like reliability or integrating new customer demands or compliance, et cetera, in looking for alternative ways to implement those 6 upgrades, if one project reduces the transmission losses more than others, everything else being 8 constant, I understand HQT chooses the one that 9 reduces the transmission losses more. 10

- Q. [32] But my question took into account that the
 project will be profitable for the sole purpose of
 reducing transmission loss. So you're saying, well,
 it's not likely. If it is, as a general principle,
 it would be a good idea, would you say, as an
 expert?
- A. I'm stuck with the term profitable because I think 17 HQT's business is to reduce cost, conduct its 18 business in a cost-effective way for its customers 19 so if I were to rephrase it as if you can find the 20 way to reduce the cost of customers by finding a 21 hypothetical investment that reduces transmission 22 losses, I guess hypothetically it could be good, 23 except we need to think about other implications 24 for the system. Transmission loss is not the only 25

factor to be examined here, there's reliable 1 operation of the system, there is the being 2 responsive to the needs of the existing and new customers, compliance with the regulations and standards, et cetera. So, losses is just one of many things that HQT is trying to do here. 6 Q. [33] I just want to make sure I have the right 7 reference for you. Again, a question for you Dr. 8 Celebi. On page 8, the same document we're talking about right now, question and answer 5.3, I'll read 10 it for you, 11 Veuillez mentionner, avec chiffres à 12 l'appui, les juridictions étudiées par 13 le Dr Celebi qui exploitent des lignes 14 à haute tension (735 kV) sur des 15 longues distances comme celles d'HQT. 16 Your answer, 17 Brattle has not studied the lengths of 18 high-voltage transmission lines that 19 are operated by other entities 20 compared to HQT's high-voltage lines. 21 However, Brattle is aware that PJM 22 operates high-voltage lines of 765 kV 23 owned by Commonwealth Edison (ComEd) 24 and American Electric Power (AEP). 25

- 70 -

Bonneville Power Authority (BPA) also

owns and operates a 1,000 Kv DC line

running between Oregon and California.

4 (10 h 38)

Can we understand from your answer, Dr. Celebi that
for the needs of your testimony in this file you
did not study systems that can be comparable to
HQT's system in terms of length and voltage of

9 lines?

- 10 R. To provide my opinions and conduct research on the
 11 two topics that I explained earlier, I have not
 12 conducted the research of what other utilities and
 13 system operators exist with similar length of
 14 transmission lines or voltages of transmission
 15 lines as HQT does.
- 16 Q. [34] And why not?
- R. I didn't think it was important or relevant.
- Q. [35] You talked about in your answer, the second
 part of your answer which starts with "However
 Brattle is aware of PGM" and we'll talk about ComEd
 and EAP first. What would be the length of these
 lines you're talking about in your answer for ComEd
 and AEP?
- 24 R. Are you asking for the lengths of these lines that
 25 I just mentioned?

1 \mathbf{Q} \mathbf{I} \mathbf{G} \mathbf{G}	1	Q.	[36]	Yes.
---	---	----	------	------

- 2 R. I don't know.
- Q. [37] And for BPA? Same question. The length of the
- 4 line they're talking about?
- R. I don't know. It's long but I will not... I don't
- know the number.
- Q. [38] But then again. You have no general idea of
- the length, I'm sorry, of the one thousand
- kilowatts (1,000 kV) DC line you're talking about
- in your answer?
- 11 R. I don't remember the number in miles or kilometres.
- 12 (10 h 40)
- Q. [39] Question cette fois-ci pour HQT. Toujours dans
- la même pièce, HQT-5, document 4.2, à la page 4.
- Question et réponse 1.2.
- Veuillez commenter sur la possibilité
- de modifier la catégorie Croissance
- des besoins de la clientèle pour
- 1'appeler Modification des besoins de
- la clientèle et y inclure les
- investissements requis pour maintenir
- la fiabilité du réseau à la suite de
- la fermeture de centrales ou d'un
- retrait ou d'un déplacement de
- charges.

Vous avez fait certains commentaires par rapport à la diminution de charges dans les propositions que vous faites également. La réponse :

Voir la réponse à la question 1.1. Une

Voir la réponse à la question 1.1. Une telle mesure aurait pour effet d'avoir des répercussions sur d'autres clients du Transporteur, dont tous les propriétaires de centrales raccordées au réseau de transport et le Distributeur, en raison du raccordement de clients directement au réseau de transport. Pour les raisons mentionnées à la réponse à la question 1.1, le Transporteur juge non pertinent de modifier le titre de la catégorie.

Peut-être est-ce nous qui n'avons pas compris votre réponse. Pouvez-vous élaborer un peu plus sur cette réponse-là, nous expliquer peut-être par un exemple, là, comment une telle mesure peut avoir des répercussions sur tous les propriétaires de centrales raccordées au réseau de transport et le Distributeur?

24 Mme SOPHIE PAQUETTE:

6

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

2.0

21

22

23

R. Oui. Donc, ce qu'on a dit ce matin par rapport à ce

2.3

2.5

sujet-là, c'est... en fait c'est que si dorénavant, donc nonobstant la causalité des coûts, comme on l'a expliqué déjà ce matin, on voulait faire porter le fardeau des coûts à la sortie suite à la fermeture d'une centrale sur le réseau ou un retrait de charges à ce client-là. Donc, par exemple, une centrale X qui entre sur le réseau à l'année zéro et qui ferme quarante (40) ans plus tard et que des ajouts sont requis suite à sa fermeture parce qu'il y a eu une dégradation de la fiabilité et que, pendant ces quarante (40) années-là, il y a eu toutes sortes de choses sur le réseau, le réseau a évolué puis, bon, il y a des ajouts, une dégradation de fiabilité, des ajouts qui sont requis à la fin.

Donc, ce qu'on veut dire, c'est que tous les clients pourraient être impactés par ces ajouts-là, c'est-à-dire que cette centrale-là X qui va fermer, si on lui disait demain matin, tu dois aussi assumer le coût de ta sortie, tous les clients qui font des demandes qui veulent se raccorder au réseau devraient signer un chèque en blanc, c'est ça qu'on veut dire par ça, pour dire qu'ils devraient assumer éventuellement les coûts de fermeture suite à une dégradation de la

fiabilité plusieurs années plus tard. Ça fait que 1 quand on parle de tous les clients, c'est les clients qui voudraient fermer leur centrale, réduire leurs charges ou fermer une charge industrielle. Q. [40] Je vous amène maintenant à la pièce B-0190, la demande de renseignements de l'AQCIE-CIFQ (HQT-5, Document 4.3) page 8. Il s'agit des question et réponse 6.1. Je fais lecture. Veuillez indiquer si les 10 investissements dus à l'augmentation 11 de charges seraient dans la catégorie 12 Croissance des besoins de la 13 clientèle. 14 Votre réponse : 15 Le Transporteur confirme qu'un 16 investissement requis pour répondre à 17 un besoin d'augmentation de charge 18 serait catégorisé en Croissance des 19 besoins de la clientèle. Par souci de 20 clarté, le Transporteur propose de 21 remplacer l'expression « d'un 22 déplacement de charges » par « d'une 23 diminution d'une charge » afin 24

25

d'éviter une mauvaise interprétation

du concept qu'il souhaitait exprimer 1 dans cet extrait. Le premier paragraphe de la description de la Catégorie Maintien et amélioration de la qualité de service se lirait comme suit : « Les investissements attribués 6 à cette catégorie sont destinés au maintien ou à l'amélioration de la qualité du service rendu par le Transporteur à l'égard de la capacité 10 de service offerte. Ils incluent 11 notamment les investissements requis 12 pour maintenir la fiabilité du réseau 13 à la suite de la fermeture de 14 centrales ou d'un retrait ou d'une 15 diminution d'une charge. » 16 « D'une diminution d'une charge » étant soulignée 17 dans l'extrait. Comment pouvez-vous justifier 18 qu'une augmentation de charges maintenant se 19 retrouve dans une catégorie et qu'une diminution de 2.0 charges parallèlement se retrouve dans une autre 21 catégorie conceptuellement? 22 R. Bien, c'est exactement toute l'explication qu'on a 23 donnée ce matin. Ce n'est pas le déclencheur de la 2.4 diminution de la charge qui fait en sorte que le 25

- réseau va... En fait je vais recommencer. Ce n'est
- pas le fait... Ce n'est pas la diminution de la
- charge qui va faire en sorte comme telle qu'on va
- faire des ajouts au réseau, c'est plutôt l'impact
- de cette diminution-là de charges sur le réseau qui
- va faire en sorte que, par exemple, on pourrait
- avoir des problèmes de fiabilité et qu'on doive
- prévoir avoir des ajouts au réseau pour maintenir
- cette fiabilité-là, c'est l'impact, c'est ce que
- monsieur Delourme a expliqué ce matin.
- 11 (10 h 45)
- Q. [41] Avez-vous eu des cas d'investissement dans le
- passé requis par une diminution de charge,
- justement.
- M. BENOÎT DELOURME:
- R. Je dirais que l'exemple c'est celui qu'on a
- illustré dans 4052.
- 18 Q. [42] On parle du dossier Micoua-Saguenay dont on a
- parlé tout à l'heure?
- 20 R. Oui.
- Q. [43] Et dans ce cas, est-ce que c'est la charge qui
- a baissé ou c'est la prévision de la charge plutôt
- qui a baissé?
- Me ÉRIC DUNBERRY:
- Madame la Présidente, peut-être que vous allez

juger que mon objection est un peu prématurée, je ne crois pas pourtant parce que je pense qu'à plusieurs reprises on a eu l'occasion de discuter du fait que de se servir de ce dossier-ci pour poursuivre des contre-interrogatoires qui ont ou qui ont pas eu lieu dans le dossier Micoua-Saguenay pour tester la position des témoins dans le cadre d'un dossier qui, en passant, est toujours en délibéré et pour lequel une preuve complète a été administrée.

Alors je pense que la question était préliminaire mais je suis convaincu que mon confrère avait en tête Micoua-Saguenay quand il a posé sa première question, il a obtenu la réponse qu'il recherchait pour maintenant vouloir explorer davantage cette question et refaire un débat qui est présentement en délibéré.

Alors, tel qu'on l'avait indiqué et tel que la Régie a déjà jugé dans les décisions procédurales, on n'est pas ici pour refaire une preuve relative à des dossiers spécifiques et tout particulièrement lorsqu'ils sont en délibéré.

LA PRÉSIDENTE :

Maître Dunberry, je pense qu'effectivement

l'objection est peut-être un peu prématurée. La

- question est générale alors je ne perçois pas des
- questions mais on verra à l'usage s'il y en a
- d'autres. Mais qu'on essaie de refaire Micoua,
- Micoua sert d'exemple à l'illustration que monsieur
- Delourme lui-même a essayé d'indiquer ce matin la
- différence entre la décroissance de charge et
- 1'impact de cette décroissance de charge là alors
- je pense que pour l'instant... Mais si vous pensez
- que maître Cadrin s'égare, à l'avenir, n'hésitez
- pas.
- Me STEVE CADRIN:
- Merci Madame la Présidente. Effectivement, on
- 1'utilise comme exemple comme vous l'aviez fait un
- peu plus tôt ce matin dans votre témoignage mais je
- répète peut-être la question pour qu'on se
- comprenne bien.
- Q. [44] Dans le cas de Micoua-Saguenay, est-ce que
- c'est la charge qui a baissé ou c'est plutôt la
- prévision de la charge qui a baissé, c'était
- simplement ça la question.
- M. BENOÎT DELOURME:
- 22 R. Tel qu'on l'avait expliqué, on indiquait que
- c'était la prévision qui avait été revue à la
- baisse.
- Q. [45] Je vous amène maintenant dans le document

B-0192 qui est la demande de renseignements numéro 1 de NEMC, HQT-5, Document 4.5, je m'excuse, page 11, les question et réponse 8.2. Alors, je vais faire la lecture en anglais.

Do BC Hydro investment categories specifically address transmission investment required as a result of power plant closures. If so, are such investments automatically considered as "System Plan Network Upgrades"? If not, please explain how are such investments are considered and how costs are allocated among existing clients (Local Load, Network Load, Point-to-Point and Generators).

The answer,

1

2

6

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

2.4

25

BC Hydro investment category

descriptions do not specifically

mention transmission investments

required as a result of power plant

closures. Power plant closure is one

of various reasons that may affect

reliable operation of the transmission

system, including transmission

outages, deterioration or aging of

- 80 -

transmission infrastructure, weather 1 events, and changes in system load. 2 You mentioned at the last part changes in system 3 load, which is in line 15 of the answer. Should we understand that changes can be here raised in system load or declined in system load? My question 6 goes to Dr. Celibi for sure.

Dr. METIN CELEBI: 8

- A. My response here, I was considering in general changes in the system load, either from one 10 location to another or in general, the load affects 11 the loading on the transmission system and 12 therefore the reliability. 13 (10 h 50)
- Q. [46] Just to make sure I understand. When we 15 mentioned changes in system load which is more or 16 less depending on what investments made or what the 17 load becomes in one part of the system or the other 18 part of the system wouldn't you say? Higher or 19 lower? 20
- R. It covers any change in the system load. That's 21 what I'm talking about here. 22
- Q. [47] So it will cover a raise in system load or a 23 decline in the system load. We agree on that? 24
- R. I think so, yes. 25

- Q. [48] In which category would BC Hydro place a raise
- in system load? Do you know?
- R. I understand if there is any request to add new
- load, new customer or addition to the load then
- 5 Hydro-Québec considers it in the growth category.
- Q. [49] I say BC Hydro, I'm sorry.
- 7 R. Oh I'm sorry.
- Q. [50] Maybe I said it to fast. I'm sorry about that.
- 9 R. Sorry about that.
- Q. [51] In which category would BC Hydro place a raise
- in system load?
- 12 R. They considered in the system plan network upgrades
- as far as I can recall.
- Q. [52] The reference that is in the question 8.2 that
- we see. System plan network upgrades.
- R. Yes that is the category name.
- 17 Q. [53] Now same question. In which category would BC
- Hydro place a decline in system load?
- 19 R. That I don't know for sure. I think it is also in
- the system plan network upgrades but I'm not
- positive. The description of the rules are somewhat
- weak in that case.
- Q. [54] Are somewhat? I'm sorry.
- R. Weak. Not clear.
- Q. [55] Not clear. Okay. Thank you.

- Q. [56] In order that we have a clear answer, would it
- be possible for you to verify or that's your best
- answer?
- R. Since I have not researched that specific question,
- I would like to look at it and get back to you
- perhaps.
- Q. [57] That's fair. That's no problem. This is why
- I'm proposing an undertaking. I was disguising it
- 10 at first.
- 11 R. Okay.
- Q. [58] So the undertaking will be for you to verify
- in which category would BC Hydro place a decline in
- system load. I should add after placed an
- investment cost caused by a decline in system load.
- I'm sorry.

- ENG-1 (HQT): Verify in which category would BC
- Hydro place an investment cost caused
- by a decline in system load (demandé
- par l'ACEFO)

- R. Could you repeat the question?
- Q. [59] Yes I will. I was trying to be more precise
- and obviously it's not gonna work if you're not

- 83 -

- listening to me.
- 2 R. Sorry.
- Q. [60] In which category would BC Hydro place an
- investment cost caused by a decline in system load?
- Est-ce que ça va, Monsieur le sténographe. Est-ce
- que j'ai rendu ça tellement compliqué que... On m'a
- soufflé à l'oreille... Is it okay for you. Do you
- understand the undertaking if not we can rephrase
- j it if you want to.
- 10 R. I understand, I just wanted to say I will look into
- it but I'm not guaranteeing we will find the
- precise answer because I'll just look at public
- available documents that BC Hydro has and if the
- answer is there I'll share it with you.
- Q. [61] Thank you very much.
- R. You're welcome.
- Q. [62] That will be all. Ça va être tout pour les
- questions. Merci.
- 19 (10 h 55)
- LA PRÉSIDENTE :
- Merci, Maître Cadrin. Juste peut-être une précision
- sur le délai à l'intérieur duquel vous seriez en
- mesure de produire l'engagement numéro 1. J'essaie
- juste de voir si on serait capables de l'avoir
- avant les plaidoiries.

- Dr. METIN CELEBI:
- A. On my end, I think I can get back to you by the end
- of the week, if that's okay.
- Q. [63] Je pense que ça va être...
- 5 Me STEVE CADRIN:
- Q. [64] I don't know if it's okay but if it can be
- faster than that so we can argue on this point, if
- you have access to that faster, it will help us a
- 9 lot.
- A. I will do my best.
- 11 LA PRÉSIDENTE :
- 12 C'est bon.
- Me STEVE CADRIN:
- 14 I'm stating the comment of the Régie also maybe. Ça
- complète, merci beaucoup.
- LA PRÉSIDENTE :
- Merci Maître Cadrin.
- Me STEVE CADRIN:
- J'ai oublié de vous mentionner que je n'aurai pas
- de questions pour la FCEI également tout de suite,
- je vous le dis.
- LA PRÉSIDENTE :
- Je vous remercie beaucoup. Maître Pelletier n'a pas
- de questions? Il n'y a pas de EBM, pas de FCEI.
- NEMC, Maître Turmel?

- 1 CONTRE-INTERROGÉS PAR Me ANDRÉ TURMEL:
- Bonjour Madame la Présidente, bonjour Madame la
- Régisseur, Monsieur le Régisseur. André Turmel pour
- NEMC, bonjour au panel. Good morning Dr. Celebi.
- 5 Dr. METIN CELEBI:
- A. Good morning.
- Q. [65] Good morning. So, Sir, we will begin with you.
- I will ask to go back to your PowerPoint
- presentation for this morning. You may need some
- help here.
- 11 A. I think I need help logging back into the computer.
- Q. [66] So, could you please go to page 7. So, this
- morning in your presentation at this page, you
- stated that HQT's categories are similar to other
- system operators' for meeting objectives relevant
- in the context of HQT system. So, I want to work
- with you now on what is the context of HQT system.
- Would you please describe to me what you meant by
- the context of HQT system?
- 20 A. The context of HQT system that I refer to here has
- a few distinguishing features of the Quebec system,
- Hydro-Québec system, relative to some other system
- operators. One is, as I understand, also determined
- and recognised by Régie. Hydro-Québec system is
- asynchronised, it's not synchronised with the

- 86 -

neighbouring systems.

1

The second is the transmission system is

designed to have no congestion when all facilities

are in operation. And the third factor that I'm

aware of is in the Quebec system, HQT is the major

provider of transmission service and owner of

transmission assets. I think those are three

features that come to mind.

- 9 Q. [67] Okay. Any other that you may have forgotten? I
 10 mean, is that the main one or that's the three you
 11 see?
- A. I think those are the three that I see.
- Q. [68] Okay. Thank you. Could you describe, are you 13 aware of what is the, I would say the state or the 14 nature of the HQT system by itself from a physical 15 nature apart from its asynchronicity. Is that at an 16 early stage of its... Are the assets mature or are 17 we beginning to have a period of investment, are 18 you aware of some facts with respect to investment 19 and deployment of new infrastructure over the 20 territory? 2.1
- 22 (11 h 00)
- A. To me, this was a bit too long a question. Can you just make it...
- 25 Q. [69] Yes.

- A. Make it shorter and clear, please. Thank you.
- Q. [70] No problem. So, with respect to the... I think
- it's your first time in Quebec or testifying in
- front of the Régie, is that right?
- A. First time testifying before Régie, that's correct.
- Q. [71] Okay, no problem. First time you come in
- 7 Quebec?
- A. No, I've been here multiple times.
- 9 Q. [72] But for professional purpose, I mean, on the topic we discuss.
- 11 A. On this topic?
- Q. [73] This topic?
- A. Yeah.
- Q. **[74]** Transmission, the...
- A. Okay. I've been in this room, I think, before.
- 16 Q. **[75]** Okay.
- 17 A. Maybe about ten (10) years ago in another case.
- Q. [76] So do you have an idea of the HQT system as
- itself from an asset standpoint.
- A. I do have a very good idea about it, yeah.
- Q. [77] Okay. Could you just explain to me at what
- stage of its maturity is it? Is it well deployed
- over the territory, are we beginning to invest
- pretty heavily, just to have a sense of your
- knowledge of the current context.

(11 h 02)

- A. Okay. Transmission systems typically evolve, 2 there's no asymptotic approach to the nirvana or 3 the final stage of completeness of the transmission system. Usually they evolved based on the changing needs of the customers and the generation plants 6 and the needs. Hydro-Québec system besides the factors that differentiate it from the other 8 systems that I just mentioned it has a lot of 9 hydro-generation capacity as everybody in this room 10 knows. It's mostly located to the north of the 11 system where the load is located to the south of 12 the system, in the majority of it anyways. System 13 has a large amount of very high voltage long 14 transmission lines that connect these remote 15 generation to the load centers. And the other thing 16 that I think is relevant is Hydro-Québec's 17 transmission and in general bundled electric 18 service I believe is one of the lowest cost in 19 North-America based on my review. 2.0
- Q. [78] Okay. Is HQT's system an aging system from the assets standpoint?
- 23 R. I wouldn't categorize it as an aging system.

 24 Different facilities' equipment have different

 25 online dates and they age over time of course and

- 89 -

- when an equipment doesn't function to its
- specifications and it gets old I understand Hydro-
- Québec TransÉnergie reviews that and engages in
- investment.
- 5 Q. [79] Like a regular transmission provider?
- R. That... Yes. Every transmission provider looks into those issues.
- Q. [80] Are you aware of and I won't ask you the name
- of the clients of all HQT, but are you aware of...
- 10 Could you describe that main clients of HQT from a
- commercial standpoint? How many? Are they dozens of
- different clients of three types of clients? Just
- to have a sense of from a commercial standpoint.
- Are you aware of which HQT's clients are?
- R. I think you mean customers.
- Q. [81] Yes sorry customers.
- 17 R. No problem. HQD distribution segment.
- 18 Q. [82] Yes.
- 19 R. Is one of the customers representing the native
- load. And then I believe there are transmission
- point to point customers. I think that's pretty
- much it.
- Q. [83] Okay. That's good. And within the HQT point to
- point customers do you have a sense of who are the
- main clients of HQT's customers?

Me ÉRIC DUNBERRY : 1 Madame la présidente, au-delà du fait qu'il n'y a 2 aucune pertinence, peut-être qu'elle nous sera 3 expliquée par le procureur de NEMC, mais je vais prendre les questions sous réserves. On va voir où 5 est-ce qu'il s'en va avec ça, mais d'avoir la liste 6 des clients et de leur importance relative, sauf 7 erreur, ça n'a aucun lien de pertinence avec les 8 sujets qui nous occupent et encore moins 9 l'expertise du docteur Celebi. Alors, je vais 10 prendre cette objection... Je vais vous la 11 formuler. Je vais la laisser sous réserves et on 12 verra où ça va, mais pour l'instant, encore une 13 fois, je me lève, parce que je pense qu'on perd 14 notre temps, mais je vais attendre avant de vous 15 formuler une objection pour comprendre l'objectif 16 de ses questions. 17 Me ANDRÉ TURMEL: 18 Au-delà du fait que mon confrère se lève totalement 19 de manière impertinente. Ça m'apparaît 20 totalement... C'est une objection qui n'en n'est 21 pas une. Qu'il la fasse en temps utile, puis on la 22 débattera. Quand son client parle du contexte d'HQT 23 System, je pense qu'il est tout à fait approprié de 24

comprendre de quoi leur expert parle. Et là on est

2.5

- à tester s'il comprend un petit peu le monde
- réglementaire dans lequel vit HQT y compris à
- l'égard des actifs qu'ils ont à développer et aussi
- de savoir qui fait partie de la clientèle. Il a dit
- quelque chose. Je n'ai jamais demandé la liste des
- clients. Alors, je demande de retirer cette parole-
- là et je n'ai pas demandé la liste. J'ai
- spécifiquement dit je ne demanderai pas la liste
- des clients. Qui sont les clients principaux,
- voilà.
- 11 (11 h 07)
- Q. [84] So, Sir, do you have a sense of who are the
- main clients of HQT's point-to-point line.
- A. I know NEMC is...
- 15 Q. [85] Yes.
- A. Is one of the clients. Beyond that, I don't recall
- the names of the individual point-to-point
- customer.
- Q. [86] Okay. Do you know if HQ Production is a client
- of HQT?
- 21 A. HQP is a customer of HQT, I think.
- 22 Q. [87] Okay. And is it an important client of HQT or
- a small client, with respect to capacity or the...
- Yes.
- A. Well, obviously, HQP owns a lot of capacity, more

- 92 -

- than thirty thousand megawatts (30,000 MW), as far
- as I recall, so it is an important customer, I
- guess, with respect to the share of the capacity in
- the system but maybe others are important too.
- 5 Q. [88] Okay.
- A. I guess I'm not the right person to ask the importance of clients.
- Q. [89] But the reason I ask you is to understand,
- when you did your opinion for HQT, did you take
- into consideration these elements, the ageing, or
- not the, you mentioned that it was not that old,
- the current status of the HQT system itself from an
- asset standpoint, or the type of client, I do
- understand that it's not something that you took
- into consideration in drafting your expertise. Am I
- right to say that?
- A. The names of clients is not relevant to the...
- Q. [90] I didn't say the name of the client, the type
- of client and the ageing of the system.
- 20 A. No, I thought you asked me the names of the
- customers before so maybe I'm missing something.
- 22 Q. [91] You made that PowerPoint presentation, you
- wrote that?
- 24 A. I did.
- Q. [92] Okay, the context of HQT system, so we just

- discussed minutes ago if the HQT assets are aged or
- not. Okay? You say well, nothing to, if I
- understand well, you said that, well, like any
- other transmission system. Is that what you said?
- A. No, not exactly. I basically said it depends on the
- facility, it depends on the asset and every
- transmission system has assets with various degrees
- of age, depending on when they came online and... I
- basically didn't say HQT is an ageing system or
- anything like that.
- Q. [93] Okay, because you have not looked into that. I
- just want to understand if you, in drafting your
- opinion here, did you take into consideration this
- aspect of the ageing system or not the ageing
- system, the type of client, not the list of
- clients, the type of client. Did you take that into
- consideration? It's just to understand how deep you
- dug into the question.
- A. I dug into the question that I'm answering pretty
- deeply.
- 21 Q. **[94]** Yes.
- 22 A. But in forming my opinions, responding to those two
- topic areas, I have not felt the need to look into
- the types or names of the customers that HQT serves
- or the age of the network facilities or assets that

1 HQT owns and operates.

Q. [95] Thank you Sir, perfect. Okay, let's go to page
4 of your PowerPoint presentation. So, the first
bullet, you wrote,

The categories used by HQT to classify

its transmission investments are

adequate to properly allocate costs

among HQT's categories of investments.

(11 h 12)

9

14

15

16

17

So, when you do opine on this thing it's adequate,
you mean it's adequate on the proposal made by HQT
right? It's the new proposal made by HQT. Is that
what you said? Is that what we should understand?

- R. I'm not aware of HQT changing the categories in this filing. I understand there using the same four categories they used before. So I'm a little confused in to what you're asking me.
- Q. [96] But to your knowledge they do not... Yes the 18 name, I do understand like through the name... The 19 four depictions of the name remains but within each 20 category do you there's no change at all of the 2.1 description of each of the categories you just had 2.2 the discussion about the relevancy of keeping into 2.3 some of the categories the closure of plants or 24 power plants. So what I want to understand is when 25

- 95 -

- you say the categories used by HQT to classify its
- transmission are adequate. Is that a very large
- statement with respect to the four types or it also
- includes I mean the substance of it?
- R. It includes both the name and the substance and I
- reviewed HQT's description documents that it filed
- in this proceeding in March and my conclusion is
- based on the review of that document.
- Q. [97] I just want to be sure. So did you review the
- previous no the current I mean HQT is making a
- proposal now but did you review the current
- investment? The one that does apply now to be able
- to state that it is fair or reasonable or that it
- does meet the industry's standards?
- R. Again, the question was a bit too long formatted.
- Many things in it.
- 17 Q. [98] Yes I'm sorry.
- 18 R. I'm just getting stuck with the industry standard
- et cetera. If you can just make shorter for me.
- 20 Q. [99] I'll try. Okay.
- 21 R. Thank you.
- 22 Q. [100] So did you review the current investment
- categories' definition provided as it is applied
- now by HQT? And can you opine as it is adequate or
- fair or reasonable? The current one I mean?

- 96 -

- R. Looks like you're talking about the version of the description document prior to the filing by HQT in
- 4 Q. [101] I did.

16

March.

- 5 R. And is that the case?
- Q. [102] There are two. There's a current one and there's one that HQT wants to make some modification about it. Okay? So, there's... HQT proposed one and the current one. Or the old one 9 and the new one. Okay? The old one is still the one 10 that is enforced. The proposed one has to be 11 decided, discussed and be adopted or not by the 12 Régie. So when you wrote that the categories used 13 by HQT to classify its transmission investment are 14 adequate are we talking of the new proposed one by 15
- R. I really focused on assessing whether the 17 description document that HQT is filing in this 18 case is using the categories that are for 19 classifying its transmission investments whether 20 they're adequate for the purpose of locating the 2.1 cost. So if you're asking me whether my conclusion 22 would hold for the early formulation of the 2.3 document or not... 24

HQT or the current one?

25 Q. [103] Yes. Right.

- R. I will have to look into it. I haven't done that.
- 2 Q. [104] It's fair.
- R. Yes.
- Q. [105] Okay so if we can take the undertaking.
- Alors, donc, l'engagement numéro...
- 6 LA GREFFIÈRE:
- Numéro 2.
- 8 Me ANDRÉ TURMEL:
- 9 Q. [106] Numéro 2 de NEMC. Que l'expert vienne
- identifier... Comment dire? Donnez-moi un instant!
- 11 (11 h 17)
- 12 LA PRÉSIDENTE :
- Maître Turmel, basé sur vos questions, est-ce que
- je peux vous proposer de voir si l'expert maintient
- son affirmation à la première puce de la page 4
- avec les itérations actuelles des catégories
- d'investissement? Est-ce que ce serait...
- 18 Me ANDRÉ TURMEL:
- Oui.
- LA PRÉSIDENTE :
- ... un engagement qui serait correct pour vous?
- Me ANDRÉ TURMEL :
- Oui, tout à fait, si ça peut être simple pour tout
- le monde, peut-être que ça va aider. Venant de
- vous, c'est peut-être plus simple.

Me ÉRIC DUNBERRY :

1

2

5

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

Madame la Présidente, je vais réagir ici parce que, pour être bien honnête, là, beaucoup des questions qui ont été posées contenaient plusieurs questions et parfois elles étaient maintenues, parfois elles étaient retirées, parfois elles étaient reformulées et rephrasées. Je pense qu'il serait utile de se comprendre pour permettre au témoin de répondre. Il a indiqué qu'il faisait une distinction entre les catégories et la description des catégories.

Quand on lui a posé la question « est-ce que les catégories sont adéquates? » il a répondu oui. Et à sa connaissance, les catégories proposées au nombre de quatre sont les catégories déjà en vigueur au nombre de quatre. Ça, c'est une chose. Alors on parle de catégories. Ensuite, il y a eu quelques questions, sous-questions sur la description des catégories. L'expert a indiqué qu'il avait reçu copie de la description proposée et qu'il avait émis des commentaires sur le texte de la description qui lui a été proposée.

NEMC avait annoncé un expert. Dans sa preuve, NEMC entend établir que la description des catégories actuellement en vigueur est appropriée. Ils ont fait le choix de ne pas embaucher l'expert

2.3

en fin de piste. Et, là, ils se présentent devant vous pour demander d'élargir le mandat selon la question, mais on pourra le faire confirmer, qui a été confié à l'expert Celebi, pour lui demander de répondre à la question qu'ils ont choisi de ne pas poser à leur expert, c'est-à-dire, et dans le rapport c'est exactement ce qui est là, c'est-à-dire que la description synthétique antérieure, donc présentement en vigueur, est suffisante et appropriée.

Et on demande à l'expert de répondre à la question que l'expert de NEMC a été invité à ne pas traiter dans un rapport annoncé qui a été retiré ou jamais produit par la suite. Alors, avant d'élargir le mandat d'un expert aux frais d'Hydro-Québec, je pense qu'il faudrait s'en tenir au rapport qui a été produit devant lui. Et ce que l'expert a dit, c'est qu'il est bien ouvert à témoigner sur deux choses, c'est-à-dire les catégories et la description des catégories qui sont proposées.

Si on lui demande de rendre une opinion sur la description des catégories qui est en place depuis plusieurs années et qui a été endossée par la Régie, et qui a été mise en oeuvre par la Régie, je m'interroge beaucoup sur la pertinence de faire

- 100

ça comme si toutes ces décisions rendues jusqu'à ce jour sur une catégorie approuvée par la Régie auraient été fondées sur une catégorisation inappropriée au terme d'un expert qui n'est pas devant vous pour le prétendre.

Alors, je pense, là, qu'on va tenter de définir l'engagement parce que jusqu'à maintenant les questions qui ont été posées à monsieur Celebi, c'est une superposition de demi-questions auxquelles il n'a jamais pu répondre véritablement parce que ça ne cesse d'évoluer ces questions-là. Alors, si on est pour formuler un engagement, il faut qu'il soit précis. Et j'aurai une objection précise si on demande d'élargir le mandat de l'expert pour opiner rétrospectivement sur une catégorisation en place depuis plusieurs années et mise en oeuvre depuis plusieurs années, d'autant plus qu'ils ont fait le choix de ne pas produire d'expertise pour le faire.

LA PRÉSIDENTE :

Maître Dunberry, je pense ici que l'engagement rentre à l'intérieur. Puis je m'excuse, Maître Turmel, mais c'est parce que...

Me ANDRÉ TURMEL :

Oui.

- 101 -Me André Turmel

- LA PRÉSIDENTE : 1
- Ici, c'est votre expert qui choisit de prendre des 2
- mots comme « adequate to properly allocate cost ». 3
- C'est normal, il me semble, et pertinent qu'un
- intervenant cherche à savoir sur quelle version
- votre expert s'est basé pour faire son... pour 6
- donner son opinion. 7
- Me ÉRIC DUNBERRY : 8
- Je pense qu'il peut répondre tout de suite. Il n'y 9
- a pas d'engagement à souscrire. 10
- LA PRÉSIDENTE : 11
- Je pense qu'il l'a fait, il l'a dit, vous l'avez 12
- très bien résumé d'ailleurs en début, qu'il l'avait 13
- fait sur la version proposée par HQT dans sa 14
- version du sept (7) mars, je pense. Maintenant, si 15
- votre expert refuse de fournir l'engagement parce 16
- que ça... 17
- (11 h 22) 18
- Me ÉRIC DUNBERRY : 19
- Est-ce qu'on peut reformuler l'engagement, Madame 20
- la Présidente? Parce que je ne l'ai pas entendu 21
- clairement puis je ne sais pas quelle est la 22
- proposition de la Régie. 2.3
- Me ANDRÉ TURMEL: 2.4
- Bien. Si vous ne vous objectez pas, laissez-moi 2.5

1	parler
2	Me ÉRIC DUNBERRY :
3	Bien Bien
4	Me ANDRÉ TURMEL :
5	on va le faire.
6	Me ÉRIC DUNBERRY :
7	Bien. On va reformuler votre engagement parce que
8	je vous ai laissé compléter, vous l'avez complété.
9	Madame la Présidente a proposé de le modifier elle-
10	même pour le rendre acceptable et je ne pense pas
11	avoir entendu l'engagement qui serait ultimement
12	présenté à l'expert.
13	Me ANDRÉ TURMEL :
14	Vous n'avez pas pu l'entendre parce que je n'ai pas
15	pu parler. Vous avez parlé avant moi. Alors,
16	écoutez, je pense que Mon confrère ici, essaie
17	de monter tout ça en épingle là. Il apparaît tout à
18	fait pertinent quand l'expert vient opiner sur la
19	question que Parce que ce qu'il nous dit,
20	principalement, c'est que son expert, il a vu
21	quatre titres, les quatre titres d'investissement
22	et : « Ah! C'est les mêmes titres ». Donc, et qu'il
23	n'a pas plongé à l'intérieur pour voir quelle était
24	la substance. Ça a apparaît un petit peu faible
25	comme argument.

```
Me ÉRIC DUNBERRY :
1
        Madame la Présidente...
        Me ANDRÉ TURMEL :
        Alors...
        Me ÉRIC DUNBERRY :
        ... on lira les notes.
        Me ANDRÉ TURMEL:
        Alors, oui, on les relira avec intérêt. Alors, si
        on me laisse terminer donc...
        Me ÉRIC DUNBERRY :
10
        Alors, essayez de formuler un engagement puis je
11
        réagirai.
12
        Me ANDRÉ TURMEL :
13
        Bien. Voilà...
14
        LA PRÉSIDENTE :
15
        Maître Dunberry, s'il vous plaît. Bon. Hein! On va
16
        laisser maître Turmel formuler l'engagement.
17
        Me ÉRIC DUNBERRY:
18
        Oui.
19
        LA PRÉSIDENTE :
20
        Si jamais vous avez une objection à l'engagement,
21
```

tel que formulé par maître Turmel, là, vous vous

terminer, s'il vous plaît.

lèverez, mais d'ici là, on va laisser maître Turmel

24

22

Me ANDRÉ TURMEL : 1 Alors donc, l'engagement est le suivant, que 2 l'expert donne son opinion sur les catégories utilisées par HQT, telles qu'elles existent actuellement. Évidemment, comprenant la définition de ces catégories-là, telles qu'on les comprend. 6 J'essaie de rendre ça le plus simple possible là. Donc, qu'il nous ait donné son opinion 8 sur ce qui est proposé comme... Dans ce qui est 9 proposé, il nous dit que c'est adéquat. Alors, est-10 ce que le texte qui est actuel, qui est 11 « current », est-il aussi adéquat à l'égard, pour 12 qu'il puisse faire ou pas la même affirmation qu'à 13 la première « bullet » de la page 4 du PowerPoint. 14 Me ÉRIC DUNBERRY : 15 Alors, Madame la Présidente, il y a deux questions 16 dans la question qui est formulée. La première 17 question c'est : « Est-ce que l'expert peut 18 s'engager à donner son opinion sur le caractère 19 adéquat des catégories qui sont proposées ». Et il 2.0 peut répondre immédiatement, il n'y a pas 21 d'engagement à prendre, on pourra répéter la 22 question et il pourra répondre immédiatement. 23 Quant à la deuxième question : « Est-ce que 24

l'expert a un engagement sur le caractère adéquat

2.5

de la description synthétique », non pas celle qui est proposée mais celle qui a été utilisée et adoptée par la Régie depuis de nombreuses années, et sur la base de laquelle des projets ont été autorisés. J'ai une objection évidente parce que d'abord, ce n'est pas son mandat. Deuxièmement, de revenir rétrospectivement et requalifier le caractère adéquat d'un texte approuvé et utilisé depuis de très nombreuses années, est dénué de pertinence.

La question c'est : « Est-ce que le texte

proposé est adéquat? » On ne va pas rétroactivement remettre en cause le texte qui est en place. Et même si l'expert disait : « Bien. Écoutez. Ce texte-là pouvait ou aurait dû être amélioré... » LA PRÉSIDENTE :

Maître Dunberry. Je pense que la seule chose qui est recherchée ici là... La phrase indique... Ma compréhension, en tout cas, de la première phrase ici là, c'est que : « Les catégories utilisées par le Transporteur pour classifier ou identifier ses investissements en transport sont adéquates pour allouer les coûts selon les quatre catégories. » Votre expert nous a dit que selon lui, les quatre catégories, telles que définies par la proposition

- 106 -

1 du sept (7) mars, du Transporteur, sont adéquates. Me ÉRIC DUNBERRY : Oui. LA PRÉSIDENTE : La question que je comprends de NEMC, parce que vos témoins ont dit : « Il s'agit de la même... » À 6 toutes fins pratiques, c'est les mêmes définitions, 7 hein, dans le sens où le... Le sens n'en a pas 8 changé dans les catégories. La question qui est 9 tout à fait pertinente de NEMC, c'est : « Est-ce 10 que votre expert juge toujours que ces catégories, 11 telles que définies depuis de nombreuses années, 12 sont aussi adéquates pour allouer les coûts selon 13 les catégories d'investissement? » Alors, moi, je 14 ne vois pas qu'il est là pour donner son opinion à 15 savoir si les quatre catégories, telles 16 qu'actuellement définies, sont bonnes ou pas 17 bonnes, c'est de savoir s'il trouve que ces quatre 18 catégories actuelles sont également adéquates pour 19 allouer les coûts des investissements. 2.0 Me ÉRIC DUNBERRY: 21 Bien. Ça, c'est la première question. On n'a aucune 22 difficulté avec la première question. 2.3

LA PRÉSIDENTE : 2.4

Hum. 25

- Me ÉRIC DUNBERRY : 1
- C'est que sa deuxième question...
- LA PRÉSIDENTE :
- Non. La première question, vous...
- Me ÉRIC DUNBERRY :
- ... c'est la description de la catégorie. Je pense 6
- qu'il y a une distinction.
- LA PRÉSIDENTE :
- Bien. C'est parce que les quatre catégories sont 9
- définies en fonction des définitions. Si vous 10
- voulez savoir juste les quatre titres, les quatre 11
- titres n'ont pas changé. 12
- Me ÉRIC DUNBERRY : 13
- Oui. Bon. 14
- (11 h 27) 15
- LA PRÉSIDENTE : 16
- Les quatre titres sont modifiés par ce qu'ils 17
- contiennent ou comment ils sont définis. Vous avez 18
- pris la peine, comme Transporteur, comme 19
- représentant du Transporteur, de modifier les 20
- définitions nous disant : « La teneur essentielle 21
- demeure inchangée mais les mots utilisés, on les a 22
- changés pour clarifier. » C'est vos propos de ce 23
- matin. 24
- Alors, est-ce que... Votre témoin nous 25

1 dit... votre expert nous dit : « La teneur a changé mais je trouve que c'est parfaitement alloué, 2 adéquatement alloué de toute façon comme coût », est-ce que cette opinion-là de votre expert que l'allocation est la bonne en fonction des anciens termes est aussi bonne? Alors, c'est ça qu'on 6 cherche à savoir, pas à savoir si les définitions, 7 les vieilles définitions sont bonnes, c'est savoir 8 si les catégories telles que définies actuellement permettent d'allouer les coûts comme votre expert 10 en fait l'affirmation à la première puce. Moi, 11 c'est ce que j'en comprends. 12 Me ÉRIC DUNBERRY : 13 Peut-être qu'on pourrait, Madame la Présidente, 14 demander à l'expert de préciser ce qu'il affirme à 15 la première puce parce que ce que je crois qu'il 16 dit à la première puce c'est qu'il ne traite pas de 17 la description des catégories mais du fait qu'il y 18 a des catégories qui couvrent des objectifs et que 19 le cumul de ces objectifs couvre l'ensemble des 20 projets d'investissement et la question suivante 21 c'est : est-ce que la description reflète 22 adéquatement et permet d'atteindre des objectifs de 2.3 clarté, de compréhension? Ça c'est une question qui 24 d'ailleurs dans son rapport fait l'objet d'une 2.5

R-3888-2014 Phase 2
13 mai 2019
PANEL HQT - PHASE 2B
Contre-interrogatoire
Me André Turmel

1	autre question.
2	LA PRÉSIDENTE :
3	Mais, Maître Dunberry, vous pourrez certainement la
4	poser en réinterrogatoire, vous aurez tout le
5	loisir, là, la question c'est : est-ce que votre
6	client peut prendre un engagement pour savoir s'il
7	est d'accord que les catégories, les quatre
8	catégories telles qu'actuellement définies
9	permettent d'allouer les coûts selon les quatre
10	adéquatement selon les quatre catégories
11	d'investissement? Je pense qu'on est là puis on va
12	avancer étape par étape puis si vous trouvez que
13	les questions que par les questions de maître
14	Turmel, il y a des réponses que votre expert
15	pourrait donner en supplément, bien, vous les
16	poserez en réinterrogatoire, il n'y a pas de il
17	n'y a pas de problème.
18	Me ÉRIC DUNBERRY :
19	Bien, je vais peut-être simplement inviter l'expert
20	à préciser ce qu'il entendait par la première puce
21	pour qu'on soit tous très clairs puis deuxièmement,
22	vous avez entendu mon objection, alors, je la
23	maintiens et je comprends que vous allez en
24	disposer autrement mais je veux simplement qu'aux
25	fins du dossier, je maintiens formellement cette

```
objection qui me paraît bien fondée.
```

- Q. [107] Maybe Mr. Celebi you can answer to my
- guestion which is...
- 4 (11 h 30)
- 5 Me ANDRÉ TURMEL:
- Peut-être avant que, avec votre permission...
- 7 LA PRÉSIDENTE :
- 8 Oui, c'est...
- 9 Me ANDRÉ TURMEL:
- Je suggère qu'on, bien, avec égard, que vous
- traitiez de son objection parce que maître Dunberry
- semble disposé un peu comme il veut aller, là. Il y
- a une objection, j'aimerais plaider dessus et pour
- que vous rendiez un jugement, une décision, si
- c'est possible, avant qu'il continue à me remplacer
- dans mon contre-interrogatoire. Si c'est possible
- alors...
- LA PRÉSIDENTE :
- Alors vous n'aurez pas besoin de plaider dessus...
- Me ANDRÉ TURMEL:
- 21 O.K.
- LA PRÉSIDENTE :
- Parce que je trouve que l'objection est pas
- pertinente. Votre question est pertinente, je vais
- demander à monsieur Celebi, est-ce qu'il est prêt à

- 111 -

- prendre l'engagement numéro 2 qui est de savoir si
- les catégories utilisées par le Transporteur pour
- classifier ses investissements en transport sont
- adéquates pour permettre l'allocation de coûts
- parmi les catégories d'investissement en fonction
- des définitions actuelles, est-ce que l'expert peut
- ou pas prendre cet engagement.
- 8 Dr. METIN CELEBI:
- A. Okay. Just to confirm I understand the question,
- whether the categories used by HQT as summarised in
- the previous version, the version before what was
- filed in March of two thousand nineteen (2019).
- 13 THE PRESIDENT:
- Q. [108] Uh, huh.
- 15 A. Whether they were adequate to properly allocate
- cost among HQT's categories of investments. Is that
- the question you're asking me?
- 18 Q. [109] Yes.
- A. Yes, I have not done that fully, but I would like
- to look at it and then happy to get back to you if
- it is okay with...
- 22 Q. [110] So, you can take an undertaking to give that
- answer?
- 24 A. Yes.
- 25 Q. [111] Thank you. Ça va être l'engagement numéro 2.

ENG-2 (HQT): Indiquer si les catégories utilisées 1 par le Transporteur pour classifier 2 ses investissements en transport, dans la version antérieure, sont adéquates pour permettre l'allocation de coûts 5 parmi les catégories d'investissement 6 (demandé par NEMC)

8

9

10

11

12

13

Alors, on va continuer avec le contreinterrogatoire de maître Turmel et Maître Dunberry, quand vous voudrez poser vos questions, ça sera au réinterrogatoire.

Me ANDRÉ TURMEL :

Q. [112] Peut-être pour changer on va se retourner 14 vers monsieur Delourme, quelques questions. Ce 15 matin, je pense que vous avez fait une référence à 16 la fermeture de Gentilly mais je peux me tromper 17 parce que la question c'était souvent, puis on a 18 bien compris votre message ce matin, c'est pas 19 nécessairement la source qui compte, c'est la 20 conséquence d'une fermeture. À l'égard de la 21 fermeture de Gentilly qui est survenue je pense en 22 deux mille douze (2012), c'est exact? 23 (11 h 33) 24

R. Oui. 25

- Q. [113] C'est ça. A-t-elle eu un impact sur la
- fiabilité du réseau de transport?
- R. La fermeture de Gentilly 2 a-t-elle eu un impact
- sur la fiabilité du réseau de transport?
- Q. [114] Oui. C'est la question.
- 6 R. Oui.
- Q. [115] D'accord. Suite à la fermeture de Gentilly
- qui a une conséquence sur la fiabilité du réseau de
- transport, y a-t-il eu à votre connaissance un
- dossier qui a eu des conséquences... Excusez-moi.
- Donc, il y a eu des conséquences. Y a-t-il un
- dossier qui a été présenté à la Régie de l'énergie
- en matière d'investissement pour venir faire
- autoriser des investissements pour le Transporteur?
- R. Oui.
- Q. [116] O.K. Quel est ce dossier à votre
- connaissance?. Si vous l'avez.
- 18 R. Il s'agit encore une fois du dossier 4052.
- 9 Q. [117] O.K. 4052. Ce dossier-là a été présenté, je
- pense, il y a... Je n'étais pas au dossier à la
- fin, mais il a été présenté il y a un an, c'est ça?
- 22 Il a été déposé en deux mille dix-sept (2017) ou
- deux mille dix-huit (2018)?
- R. De mémoire, il a été déposé l'été dernier et on
- était en audience fin février.

- Q. [118] O.K. Merci. Il y a une autre fermeture qui...
- De centrale. La centrale de Tracy qui a eu lieu, je
- pense, en deux mille quatorze (2014)? C'est exact?
- 4 C'est à votre connaissance?
- 5 R. Oui.
- Q. [119] C'est-à-dire la centrale a été fermée, je
- vous ai dit deux mille quatorze (2014), je vous ai
- induit en erreur. Je pense que c'est préalable à
- deux mille quatorze (2014). Est-ce que vous avez, à
- votre connaissance, la date?
- R. Je ne l'ai plus en tête là.
- Q. [120] En tout cas, d'accord, mais ce que je voulais
- voir avec vous, c'est qu'il y a eu un dossier
- d'investissement présenté à la Régie en deux mille
- quatorze (2014) cette fois-ci. Donc, en lien
- directement avec la fermeture de centrale de Tracy.
- Donc, ce que je veux voir avec vous, c'est qu'il y
- avait eu des conséquences... La fermeture de cette
- centrale avait eu des conséquences sur la fiabilité
- du réseau? C'est exact?
- 21 R. Oui.
- Q. [121] Et il y avait eu en conséquence un dossier
- présenté à la Régie de l'énergie?
- 24 R. Oui.
- Q. [122] Dans le dossier Tracy?

- 115 -

- 1 R. Bien...
- Q. [123] Bien qu'on appelle Tracy là.
- R. Bien votre intervenant dans sa DDR 1.1 le citait.
- 4 C'est 3890-2014.
- Q. [124] Oui. C'est Bout-de-l'Île qu'on me dit. O.K.
- parfait. Donnez-moi un instant. Ce que j'essaie de
- savoir c'est que Gentilly est fermée en deux mille
- douze (2012) et quand Tracy a présenté une demande
- d'investissement en deux mille quatorze (2014),
- dans le dossier Tracy, est-ce que vous avez tenu
- compte de la fermeture de Gentilly au niveau
- demande d'investissement en lien avec la Régie.
- Avec le dossier qui a été présenté à la Régie?
- R. Je vous référerais au dossier 3890-2014. Il est
- exhaustif.
- Q. [125] O.K. Oui, mais à votre connaissance, est-ce
- que vous le savez?
- 18 R. Les fondements du 3090-2014 étaient en particulier
- liés au comportement du réseau en dynamique, en
- réseau et en condition dégradée de moins un moins
- quinze cent (-1 1500) et à la contribution de
- 22 Tracy dans ces événements-là.
- Q. [126] Donc, y avait-il... Gentilly jouait-elle un
- impact? Avait-elle un impact sur la demande de
- 25 Tracy directement ou indirectement?

- 116 -

Me ÉRIC DUNBERRY : 1 Madame la présidente, je vais m'objecter. Tantôt 2 j'ai annoncé que je pense qu'il y avait un début d'amorce de questions et vous m'avez invité à croire que c'était prématuré, mais là on est rendu vraiment spécifiquement à redemander à un témoin de 6 faire des liens entre la fermeture de deux centrales et de retourner essentiellement et le 8 témoin vient d'y répondre, retourner à l'analyse et 9 à la preuve qui avait été présentée à l'époque. 10 Alors, encore une fois, je vous suggère bien 11 humblement que ce sont des questions qui sont 12 dénuées de pertinence aux fins du dossier actuel et 13 ce n'est pas parce que NEMC a fourni dans ses 14 propres demandes et réponses à des demandes de 15 renseignements des informations relatives à des 16 centrales que ça devient pour autant pertinent dans 17 la mesure où je pense que ce n'est pas pertinent. 18 Alors, et là on parle de questions très 19 pointues. C'est-à-dire quels sont les liens au 20

Alors, et là on parle de questions très pointues. C'est-à-dire quels sont les liens au niveau électrique quand la fermeture de deux centrales dans une analyse faite dans un dossier qui a fait l'objet d'un débat et qui, dans un cas, est clos depuis déjà plusieurs années.

24

21

22

2.3

- 117 -

- 1 LA PRÉSIDENTE:
- 2 Maître Turmel?
- Me ANDRÉ TURMEL:
- 4 Ça va aller. Je voulais savoir si le témoin le
- savait. On voulait juste comprendre. Gentilly est
- fermée en deux mille douze (2012). Ce que je crois
- comprendre c'est l'impact semble-t-il arrive en
- deux mille dix-sept (2017), cinq ans plus tard. On
- yeut savoir un peu l'impact des... Bref ça a pris
- cinq ans avant que ça aboutisse à la Régie. Je
- voulais comprendre. J'en fais pas un enjeu
- fondamental.
- 13 (11 h 37)
- Q. [127] Je vais revenir peut-être, si vous voulez
- bien, à la question HQT, aux demandes de
- renseignements, excusez-moi, la pièce B-0192, c'est
- les réponses aux demandes de renseignements de
- NEMC, HQT-5, Document 4.5 à la question 11.1, a
- question for you, Sir, for Mr. Celebi. Let me know
- when you're there, it's B-0192, HQT-5, Document
- 4.5, page 14 of 15, question 11.1. You're there?
- Dr. METIN CELEBI:
- A. I found it.
- Q. [128] Okay. So, the question was, 11.1, the
- question was,

Please indicate if other transmission
providers in other jurisdictions do
refer to power plant closure in their
definitions of investment categories?

If so, please provide reference.

And your answer was,

None of the transmission providers
that Brattle reviewed in other
jurisdictions explicitly refer to
power plant closure in their
definitions of investment categories.

- My first question to you, Sir, this is your answer, right? Is that the real...
- A. Yes, this was a question for me?
- Q. [129] Yes. That was your answer. Yes? Okay,

 perfect. And is there any change from the moment

 you answered and today? I mean, you answered that

 early April, we're in May, is there any change?
- 19 A. No.
- Q. [130] To your knowledge?
- 21 A. No.
- Q. [131] Okay. Thank you. Ça termine mes questions,

 Madame la Présidente.
- LA PRÉSIDENTE :
- Merci beaucoup, Maître Turmel. Maître Neuman, il

- 119 -

est onze heures quarante (11 h 40). Vous avez 1 annoncé quarante (40) minutes de questions. Si vous 2 avez pour quarante (40) minutes de questions, je prendrais peut-être la pause lunch maintenant, vous pouvez revenir à treize heures (13 h 00) avec vos questions parce que je suis pas sûre que ça serait 6 adéquat de vous interrompre à mi-parcours et puis... Avez-vous une préférence? 8 Me DOMINIQUE NEUMAN: 9 Non, ça ira de reporter si c'est treize heures 10 (13 h 00)... 11 LA PRÉSIDENTE : 12 Oui. 13 Me DOMINIQUE NEUMAN: 14 Puisque j'ai une certaine course à faire pendant 15 l'heure du midi donc j'aurai le temps de la faire. 16 LA PRÉSIDENTE : 17 Pas de problème. Alors on va revenir à ce moment-ci 18 à treize heures (13 h 00)... 19 Me DOMINIQUE NEUMAN: 20 Oui. 21 LA PRÉSIDENTE : 22 ... pour le contre-interrogatoire de SÉ. 23

Me DOMINIQUE NEUMAN:

D'accord.

24

25

20

21

22

23

2.4

25

PANEL HQT - PHASE 2B Contre-interrogatoire Me Dominique Neuman

- 120 -

```
LA PRÉSIDENTE :
1
        Pour le panel 2B. Je vous remercie.
2
        Me DOMINIOUE NEUMAN:
        O.K. Je vous remercie bien.
        SUSPENSION DE L'AUDIENCE
6
        REPRISE DE L'AUDIENCE
        (13 h 04)
        LA PRÉSIDENTE :
9
        Bonjour, Maître Neuman.
10
        CONTRE-INTERROGÉS PAR Me DOMINIQUE NEUMAN:
11
        Bonjour, Madame la Présidente; bonjour, madame et
12
        monsieur les régisseurs. Un des avantages d'avoir
13
        attendu à une heure (1 h), c'est que ma voix est un
14
        petit peu plus claire que tout à l'heure. C'est
15
        pour le bénéfice, c'est d'intérêt public.
16
                 Bonjour, mesdames et messieurs. Dominique
17
        Neuman pour Stratégies énergétiques et l'AQLPA. Je
18
```

vais inviter madame la greffière à préparer pour

présentation de ce matin de monsieur Celebi; puis

B-0177 et B-0209. La première, ce serait le B-0177.

projection trois documents : premièrement, la

les deux autres documents seraient les pièces

Q. [132] Good afternoon, Mr. Celebi. I would ask you,

if you would be kind enough, to show your

PANEL HQT - PHASE 2B Contre-interrogatoire Me Dominique Neuman

- 121 -

```
presentation on page 4.
```

- 2 (13 h 06)
- A. I didn't learn how to do this. Thank you.
- Q. [133] Okay. So, the first bullet on page 4 reflects
- what's already in your report, namely, you state
- 6 that,
- The categories used by HQT to classify
- its transmission investments are
- adequate to properly allocate costs
- among HQT's categories of investments.
- My first questions will be aimed at determining why
- it's adequate, why such categories are adequate.
- And for that purpose, I will ask you certain
- questions comparing HQT's model with the two other
- models that you examine, the one from BC Hydro and
- the one from PJM and which is covered, maybe you
- could go to page 11 of your report, which is
- 18 B-0177.
- A. You mean my pre-filed...
- Q. [134] Yes, your pre-filed testimony.
- 21 A. Okay.
- Q. [135] It's on the projector.
- A. Great, okay.
- Q. [136] In the two other examples that you use, BC
- Hydro and PJM, you've noted that load investments

PANEL HQT - PHASE 2B Contre-interrogatoire Me Dominique Neuman

- 122 -

aimed at responding to load growth are included in
what's called the baseline reliability category and
is not assimilated as the growth category that HQT
uses. I see that you're looking, it's a major
difference between these transporters and HQT. What
do you make of these differences? Does that mean
that the model used by BC Hydro and PJM is not
adequate? Is it your view that it's improper to
classify load growth outside of the growth category

11 A. If your question is comparison of the treatment of certain triggers...

and in the baseline reliability category?

Q. [137] Yes, yes.

10

- A. Relative to PJM or BC Hydro...
- 15 Q. [138] BC Hydro, yes.
- A. I just already mentioned in my report that there's a difference there.
- Q. [139] Yes, so does it mean that...
- 19 A. In that classifying.
- Q. [140] Does that mean that their model is
 inadequate? Can both be adequate? Because it's a
 really major difference.
- 23 A. Yes, the main conclusion that I reached is HQT's
 24 categories and use of these categories is adequate
 25 for the purpose of cost allocation across different

8

10

- 123 -

categories. And we also need to think about this
within the context of systems in terms of the
relevance of the objectives and how certain things
are treated in one system versus other needs are
different.

- Q. [141] So, my question was is the choice made by BC

 Hydro and PJM concerning load growth, would you

 qualify that as inadequate or is it also adequate

 for these companies given the context?

 (13 h 21)
- A. For the purpose of allocating cost of investment 11 upgrades to customers, both can be adequate because 12 for the adequacy of the categories for allocating 13 cost to the categories, the key things to check are 14 whether they are sufficiently covering or whether 15 the set of categories are sufficiently covering the 16 types of objectives that are relevant to the system 17 so that's one. Whether the categories are clearly 18 distinguished and there's no overlap and that's the 19 other. And whether you would have a different way 20 of allocating them within the approved system if 21 you were add subcategories. So considering those 22 three criteria HQT's approach of the categories and 23 the use of them are adequate. I have not analyzed 24 whether PJM's way of doing things are adequate for 25

- 124 -

- meeting the needs in their system but I'm not ruling out that it could be adequate because they might have different needs in their system.
- Q. [142] And do you have any idea about what the
 difference it needs is between BC Hydro and PJM on
 one side and Hydro-Québec on the other side. What's
 the difference in needs that might explain this
 difference?
- 9 R. I really haven't gone in detail but for my
 10 professional opinion here I have my personal
 11 guesses on why it might have emerged differently in
 12 one case versus the other but I'm not ready to
 13 provide my expert opinion on why the treatment of
 14 load growth is different between the two systems
 15 might have emerged.
- Q. [143] Are BC Hydro and PJM using their categories,
 the categories that you've listed in your report,
 are they using those categories for the purpose of
 cost allocation?
- 20 R. Yes.
- Q. [144] Is it a correct understanding that in both
 these companies load growth investments result from
 request from the distributors in these regions
 addressed to BC Hydro and PJM and then those two
 companies, BC Hydro and PJM, decide what

PANEL HQT - PHASE 2B Contre-interrogatoire Me Dominique Neuman

- 125 -

- investments should be made on the grid to answer
- those demands from the distributors? Is that how it
- 3 works?
- R. My understanding is in the case of Hydro-Québec...
- Q. [145] Not Hydro-Québec. BC Hydro and PJM.
- R. I'm sorry. So in those cases, I know PJM does its
- own load forecast by collecting information from
- various entities. PJM comes up with load forecast
- by region, by zone in their system. I don't
- remember how BC Hydro comes up with the load
- forecast in their system.
- Q. [146] And you said that the category is used for
- cost allocation. So that means that load growth
- investments are paid by all clients of those two
- companies. Is that how it works? Or is it allocated
- in another way?
- R. They don't... PJM doesn't have a category for load
- growth. Maybe we can go back to my testimony...
- Q. [147] Yes but it's included in another category.
- 20 R. Yes. They do it by these categories that I compared
- and it is based on reliability and operational
- performance. It's how the change in the system
- needs due to the changing load requirements is
- dealt with.
- Q. [148] Yes but my question is when an investment

- 126 -
- happens that is related to load growth is it paid
- by all? All clients in these grids or is it
- allocated with subdivision of these clients?
- R. I know I looked into it. Can I go back to my notes?
- 5 Q. **[149]** Absolutely.
- 6 (13 h 16)
- A. Okay, I just wanted to...
- 8 Q. [150] Yes.
- A. ... make sure I recalled the details.
- 10 Q. **[151]** Yes.
- 11 A. For the transmission upgrades categorised under the
- baseline reliability, for example, and load growth,
- it could be one of the drivers behind that baseline
- reliability upgrades. PJM allocates the cost of
- those upgrades to various zones.
- 16 Q. **[152]** Okay, yes.
- 17 A. And part of that allocation is based on load ratio
- share and then part of it is based on distribution
- factor analysis.
- 20 Q. **[153]** Okay.
- A. It's allocated to load at different zones with
- different weights.
- Q. [154] Okay. So it's not allocated to all. May I
- suggest to you that there are several electricity
- distributors in the PJM area and each one of them

- 127 -
- is allocated its share of the baseline reliability
- investments, including load growth.
- A. Yes, we are talking about the same thing. When I
- say zones...
- 5 Q. **[155]** Okay.
- ${\tt A.}$ Those are the transmission zones specific to
- certain distribution companies.
- Q. [156] Okay. So, it might resemble a bit, there
- might be a certain similarity with HQT, which
- considers load growth as part of the growth
- category.
- 12 A. Obviously, the number of distributors is different
- between the systems.
- 14 Q. **[157]** Yes.
- A. But if a transmission upgrade is triggered by
- growth in native load, then that cost is assigned
- to load and, in the case of PJM, even though the
- category home, let's say, for the load growth is in
- the reliability, it is assigned to load in both
- that particular zone and also in other zones. So it
- is also allocated to load so I think I agree with
- your conclusion that at the end, it is allocated to
- load.
- Q. [158] Okay. I'll switch to another category, which
- is PJM's category called public policy

- 128 -

requirements. I've noticed from your description, 1 and maybe I did not understand it correctly, but 2 from my understanding, in that category, the only requirements considered are those that come from entities, whether it's governments or other, that are exterior to the utility in a sense that the 6 public policy requirements do not include requirements that come, that emanate from norms and 8 requirements of PJM itself. Is that the correct 9 understanding? 10

- 11 A. Yes, these are coming from needs and upgrades
 12 triggered by policies or regulations by either
 13 state or federal entities or by local governmental
 14 entities. But to the extent those rules and
 15 requirements affect PJM's rules and requirements.
 16 There's an overlap of course.
- 17 (13 h 21)
- Q. [159] Okay. I understand that. But if a norm
 emanates specifically from PJM that would not be in
 that category. Is it correct to understand that?
- 21 R. Say that again.
- Q. [160] If there is a new norm, a new rule, emanating
 from PJM itself. Not from the government not from
 an outside entity but from PJM itself, is it a
 correct understanding that the investments

- resulting from that requirement would not be part of the public policy requirements' category?
- R. That is my understanding.

24

Q. [161] Are you aware that under HQT's proposal the
equivalent of public's policy requirements of the
requirements category which you call compliance in
your report, that that category of HQT would
include investments resulting not only from norms
emanating from governments and outside entities but

also from HQT itself? Are you aware of that?

- 11 R. Can you point me to the specific language in the
 12 description that reflects that understanding.
- Q. [162] Absolutely. So it's exhibit... It's B-0209,
 it's section 2.3 of that exhibit. In the French
 version but I assume you maybe you're reading the
 English version or you can read it in French also?
- 17 R. I can look at it but may not understand it. I can look at the English version.
- Q. [163] You have English version with you okay. So
 line number... Well lines number 1 and 2 in French
 says that:
- Les investissements attribués à la catégorie Respect des exigences...
- visent la conformité aux lois et

Compliance...

règlements en vigueur, aux
encadrements, aux normes et aux
engagements contractuels que le
Distributeur (Transporteur) est tenu
de respecter dans les demandes de la
santé et de la sécurité et ceatera.

- So it includes norms that are exterior to HQT but also norms that emanate from HQT itself. And I think you mentioned that in your own report when you described HQT's proposal also.
- 11 R. In the description that I'm looking at I don't see
 12 anything that is internal to HQT here as the
 13 trigger for compliance. Can you point me to
 14 specifi...
- Q. [164] The second line of section 2.3.
- 16 R. It says...
- Q. [165] And I think you mentioned it in your own report... I'm looking... Yes. In your own report which is B-0177, on page 3, lines 14 and 15.
- 20 R. Yes I see that. It includes investments required to
 21 comply with HQT's contractual commitments and
 22 standards. Is that what you're referring to?
- 23 Q. [166] Yes.
- R. Okay so can you ask...
- 25 (13 h 26)

- 131 -

Q. [167] Okay, so the question was are you aware of that? Obviously you are because it's mentioned in your report.

A. I am, yes.

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

2.1

2.2

2.3

24

25

Q. [168] So, in your opinion, is it proper, is it
adequate to include in the compliance category
investments that would result from HQT's own
standards or should that category be reserved only
to standards that originate from outside HQT.

And if I'm asking you that question, it's in the following context that, as you know, there's a sequence of allocation that applies to HQT, it's been decided in a previous decision of the Board and it will be codified at some point in the tariffs, and in that sequence, compliance comes first.

So, investments that enter into that category called compliance, well, investments that are done, are first examined in the perspective as to whether or not they are investments in compliance and then, the sequence follows with each of the three other categories.

So my question is do you think it's adequate in that context of that sequence to include in the compliance category investments

7

8

9

10

- 132 -

resulting from norms that emanate from Hydro-Ouébec.

And in your answer, well, maybe your answer could be a simple yes or no, or maybe there could be something in between, maybe there could be a, maybe it would be adequate to look in between if there should be some kind of verification to make sure that Hydro-Québec's own standards are of a similar nature of what would normally be in the compliance category.

- A. Okay, let me try to answer and then I'm going to, I 11 think, confirm. My understanding is the standard 12 that is mentioned in the compliance category is not 13 a general term for all the standards that HQT might 14 have, but it is, I understand, specific to a subset 15 of those related to safety and security, but that 16 is my understanding. And if that is the case, then 17 I don't see any problem with including these types 18 of standards, HQT standards, into this compliance 19 category. 2.0
- Q. [169] Okay. But do I understand from your answer
 that, in a sense, you would agree with the
 intermediate option that I suggested, which is to
 make sure that those standards, those HQT standards
 that are in the compliance category are really

- 133 -

- standards that are similar to what would normally
- be in that category if it would emanate from an
- outside entity.
- A. Just to rephrase, I think it would make sense to me
- in the compliance category to include the
- investments triggered by standards that are
- originating from compliance with rules and
- regulations imposed on Hydro-Québec, HQT.
- 9 Q. [170] Imposed on HQT.
- 10 A. Yes.
- Q. [171] Okay. Another question, is it to your
- understanding that investments that are needed to
- comply to standards emanating from the reliability
- councils, which are NERC and NPCC, first of all,
- are included in the compliance category of HQT and
- that it is also included in the PJM category called
- Public Policy Requirement. Is it your understanding
- that that compliance to NERC and NPCC is included
- in those categories both for HQT and for PJM?
- 20 (13 h 31)
- 21 R. I do not recall the specifics of that. Sorry.
- Q. [172] Neither for HQT or for PJM?
- R. Were you asking about both? Ot PJM?
- Q. [173] Yes. PJM and HQT.
- 25 R. Okay can you break down the question for me.

- 134 -
- Q. [174] Okay. Let's start with PJM.
- 2 R. Okay.
- Q. [175] Is it your understanding that investments at
- 4 PJM resulting from compliance with NERC and NPCC
- standards are included in its category called
- Public Policy Requirement?
- R. My understanding is, you mention NERC rules and
- 8 requirements right?
- 9 Q. [176] Yes. NERC and NPCC. NPCC is the regional and
- NERC is the North-American Council.
- 11 R. And you're asking about PJM?
- Q. [177] Yes. Is the category called Public Policy
- Requirements of PJM, does that category include
- investments needed to comply to NERC and NPCC?
- R. I don't think PJM has anything to do with NPCC
- first of all.
- Q. [178] Okay. It might be my mistake. Okay.
- 18 R. But if you're asking about NERC requirements and
- rules I don't think it would be in this Public
- 20 Policy Requirements for PJM based on my
- recollection.
- 22 Q. **[179]** Okay.
- 23 R. It will be more in the reliability, based on
- reliability upgrades and operational performance
- categories.

case of PJM.

11

- 135 -

- Q. [180] So that would be the category that's called baseline reliability?
- R. It actually would affect many of these. It would affect generation and transmission interconnection.

 NERC requirements and NERC rules. I think it would also affect the market efficiency because any solution that you find to reduce its congestion cost in the system would also need to satisfy the NERC requirement. So I guess NERC requirement I would say is common to multiple categories in the
- Q. [181] Okay. My next question... I'll ask you, in
 your understanding, is compliance to NERC and NPCC
 included in the compliance category of Hydro-Québec
 in your understanding?
- R. Let me just check and confirm. My understanding 16 from the description is no it's not, because these 17 are compliance with rules and requirements and 18 contractual commitments not related to the system 19 reliability or the life cycle of equipment and 20 facilities or asset condition but these are instead 2.1 related to compliance with rules and regulations 2.2 and laws associated with health and safety, 2.3 environmental protection and social responsibility. 24 NERC usually doesn't weigh in on those aspects. 25

1 (13 h 36)

18

19

20

21

22

23

24

25

- Q. [182] Okay. I'll ask you a question on another

 subject. As far as you know, is it correct to state

 that BC Hydro and PJM's allocations of cost, of

 investments, does not have a sequencing process, a

 sequencing list as Hydro-Quebec has or will have,

 that there's no such a sequencing with these two

 other companies.
- A. In the case of BC Hydro, I have not seen a clear discussion of how they treat the multi-objective 10 integrated transmission project's cost allocation. 11 But in the case of PJM, they have several cases to 12 deal with those multi-objective investments. I 13 think one of them deals with projects that add a 14 new element or something incremental beyond the 15 upgrades needed for maintaining and improving 16 reliability in the system. 17

In those cases, it is incremental cost assigned to another category similar to the subtractive cost assignment approach in the case of HQT. But for some other types of multi-objective investments, PJM has a different approach for apportioning the cost across different categories, they look at the ratio of the initial cost estimates.

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

- 137 -

Q. [183] Okay. So, you've testified both now in
answering my questions and earlier, and also in
your written report, about several differences that
exist between the categories and their use by
Hydro-Québec, well, in Hydro-Québec's proposal, and
at BC Hydro and PJM. Some of these differences are
major, some may be less important.

I understand, even though I didn't ask you that question each time, that all these models are adequate. I didn't perceive from you that you were saying that one of the choices made by PJM or by BC Hydro was inadequate, is that correct that in their context that it's adequate.

- A. I'm not saying they are adequate or inadequate, I'm just saying I haven't investigated in their context to be able to provide my professional opinion on whether it is adequate or not. All I'm doing is I'm examining whether HQT's categories and the use of those categories is adequate for the purpose of allocating cost to categories.
- Q. [184] Okay. I also noticed that there are various
 subdivisions of the categories that exist at BC
 Hydro and at PJM that is not part of HQT's proposal
 and vice versa, there's a certain regrouping at HQT
 which is not present, or subdivision at HQT, which

16

17

18

19

20

21

22

23

2.4

25

- 138 -

is not present at BC Hydro and PJM.

And is it correct to understand that, in 2 your view, both these regroupings or subdivisions in these three companies, they're all adequate, you would not qualify any of those as being inadequate, as long as all the possible investments are 6 covered, they go, in each case, they enter into one 7 category or another and there's no duplication in 8 between the categories, that each of the 9 categories, or subcategories, are clearly distinct 10 from one another as long as that's met the various 11 regroupments of subdivisions in these companies are 12 all adequate. None of them could be called 13 inadequate. Is that your view? 14 (13 h 41) 15

R. Again I... As I said before, I'm not providing my professional opinion on whether the categories used by others are adequate or not but in addition to what you said about two criteria for checking whether they are adequate or not the other one that I also mentioned in my testimony is whether adding... After checking whether they are exhaustive and mutually exclusive you also need to check whether adding subcategories within a single category would create a substantial different

- 139 -

outcome in the cost allocation based on cost of
allocation methodology adopted by that system or
not. And in the case of HQT I didn't see any impact
on cost allocation if you were to add subcategories
but in other systems it might be different.

- Q. [185] Or if the sequency of the subcategories would change the sequence?
- R. In the case of HQT you have a... Right, sequency
 approach but in other systems not necessarily. It
 might change the cost allocation.
- Q. [186] So finally is it a correct understanding 11 that... Because I started by looking at page 4 of 12 your presentation where you state that the 13 categories are adequate. Is it correct to state 14 that in your opinion even though these specific 15 four categories are adequate that there would be 16 other possibilities of categories different from 17 those specific four. Different arrangements that 18 would also be adequate for HQT? 19

Me ÉRIC DUNBERRY:

2.1

2.2

2.3

24

25

Madame la Présidente, je pense que je vais formuler une objection à cette question-là. On demande au témoin de rendre une opinion sur le caractère adéquat ou non d'autres arrangements indéfinis, indéterminés, non définis, de façon purement

- 140 -

théorique, spéculative sans aucune précision quant 1 à ses autres catégories en disant que tout est 2 possible ou tout n'est pas impossible. Alors, je pense que c'est bien difficile pour le témoin de répondre à cette question-là telle que formulée par ailleurs. Et deuxièmement, je pense qu'il est 6 impossible de répondre à une question, à savoir, si une catégorie est adéquate sans qu'elle ne soit 8 même définie aux fins de pouvoir en discuter. 9 Me DOMINIQUE NEUMAN: 10 Q. [187] I will rephrase my question. Is it a correct 11 statement that in your view those four categories 12 specific to HQT's proposal are not the only 13 possible option that would be adequate. That it's 14 not exclusive to any other option. 15 Me ÉRIC DUNBERRY : 16 Madame la Présidente, je ne vois pas la distinction 17 entre cette question et la précédente. C'est-à-dire 18 la question est de savoir s'il est possible que 19 d'autres catégories soient raisonnables sans avoir 20 une indication quelle qu'elle soit quant à ses 21 autres catégories dans un contexte particulier. 22 Alors, l'idée si c'est de faire dire au témoin que 23

tout est possible, encore une fois, le témoin a été

appelé à juger du caractère raisonnable ou adéquat

24

25

PANEL HQT - PHASE 2B Contre-interrogatoire Me Dominique Neuman

- 141 -

1 de ce qui est devant lui. Donc, sur une base factuelle et réglementaire. Alors, encore une fois, 2 je pense que c'est une question qui est bien difficile à répondre d'une part. Mais deuxièmement, je pense que c'est une question qui dépasse même le 5 cadre hypothétique habituelle qu'on pose à des 6 experts. Me DOMINIC NEUMAN: I didn't ask if everything was possible. I just 9 asked is HQT's proposal the only one? 10 LA PRÉSIDENTE : 11 Oui, mais là je vais être d'accord avec maître 12 Dunberry. C'est parce que votre question est très 13 très large. Alors, si vous la phrasiez de façon 14 plus précise, si vous souhaitez vérifier auprès de 15 l'expert si certaines parties qui ont été mises 16 dans une catégorie pourraient être transférées dans 17 une autre catégorie, je pense que ça peut se poser 18 à l'intérieur du contexte, mais là, aussi large que 19 20 ça... Me DOMINIC NEUMAN: 21 J'ai déjà posé quelques questions sur des 22 variations individuelles d'un aspect ou l'autre, 2.3 mais essentiellement c'était ma question de 2.4 conclusion. Je pense qu'il résulte des réponses 2.5

- 142 -

- précédentes que oui, il y a d'autres possibilités,
- donc...
- 3 (13 h 46)
- 4 LA PRÉSIDENTE :
- Alors... mais, ça, vous pourrez le plaider.
- 6 Me DOMINIQUE NEUMAN:
- oui. Donc, ça va.
- Q. [188] So, thank you Mr. Celebi. I have something
- very brief to ask to the other witnesses of Hydro-
- Quebec. First of all, to make... Oui. Je vais dire
- ca en français. Oui. On est comme dans Broue.
- Est-ce qu'il est correct... Monsieur Celebi
- a mentionné tout à l'heure que, selon lui, des
- investissements qui résultent d'exigences des
- conseils de fiabilité NERC et NPCC ne sont pas dans
- la catégorie « Respect des exigences ». Est-ce que
- c'est votre opinion également?
- 18 Mme SOPHIE PAQUETTE:
- R. Donc, je pense qu'il faut vraiment revenir aux
- objectifs de chacune des catégories. Donc, ma
- réponse, elle est bonne pour la catégorie « Respect
- des exigences », mais elle peut être aussi bonne
- pour n'importe quelles autres catégories.
- Donc, vous savez que des normes NERC, il y
- en a plusieurs, mais si l'objectif derrière un

- 143 -

ajout réseau vise la santé et sécurité,

l'environnement ou le déplacement d'un actif qui

serait à la demande d'un tiers, puis là je ne vois

pas comment les normes NERC viendraient...

viendraient jouer là-dedans mais, si ça répondait à

un de ces objectifs-là, et je ne les connais pas

toutes les normes NERC, effectivement ça pourrait

rentrer là-dedans. Mais, elles peuvent être un peu

partout là.

15

17

- Q. [189] O.K. Ça répond à ma question suivante puisque j'avais constaté que dans vos exemples en page 7 de
- la pièce B-0209, HQT-5, Document 2, des exemples de

la catégorie « Maintien et amélioration de la

qualité du service », vous aviez la conformité à

certaines normes de fiabilité?

R. Oui, en effet. C'est ça l'exemple qu'on a donné,

c'était... c'est vraiment un exemple qu'une

nouvelle norme entrait en vigueur et que, dû à

cette nouvelle norme là, on devait faire des ajouts

au réseau et que là... Dans ce cas-ci, c'est un

exemple qui était pour améliorer la fiabilité du

réseau. Donc, les ajouts au réseau, les

investissements iraient dans la catégorie

« Maintien et amélioration de la qualité de

service. »

- 144 -

Q. [190] D'accord. Je vous remercie. Lorsque l'on
calcule les coûts d'un investissement en
croissance, monsieur Delourme a parlé de ça un peu
plus tôt, donc on calcule, si j'ai bien compris,
les coûts des investissements nécessaires pour
répondre au projet de croissance en se basant sur
les meilleures hypothèses.

Et ma question, c'est les investissements qui seraient nécessaires pour quel moment? Est-ce que c'est les investissements... Je vais donner un exemple qui va vous permettre de comprendre le sens de ma question là. Est-ce que c'est les investissements qui seraient nécessaires, selon les meilleures hypothèses, pour le jour un de la mise en service et rien d'autre ou est-ce que c'est la première année? Est-ce que c'est les cinq premières années de mise en service? Comment est-ce que vous déterminez les investissements qui résultent de ce projet de croissance?

M. BENOÎT DELOURME :

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21 R. Bien, en fait, la réponse, c'est que ça va 22 dépendre, en fait. Ça va dépendre, en fait, de la 23 date de mise en service demandée et ça va dépendre 24 de la position dans le cueing OASIS de la demande. 25 Mais, généralement, on va se placer à une date

7

8

9

10

11

- 145 -

virtuelle qui correspond à la date la plus tardive
de la liste d'Oasis des projets précédant la
demande. Et donc on va identifier les
investissements requis pour satisfaire les critères
de fiabilité à cette date-là.

Et comme on aura fait le séquencement correct jusqu'à l'empilement de la dernière demande, bien on va réussir à avoir un réseau fiable à la mise en service. Et jusqu'à la mise en service de la dernière demande précédente, mais qui aurait pu avoir une mise en service plus tardive.

12 C'est clair ce que je viens de dire? 13 (13 h 52)

- Q. [191] Ça va. Ça va. Oui, ça va. O.K. Mais, donc
 cette date... Donc c'est une date postérieure à la
 mise en service, si je comprends bien, dans tous
 les...
- R. Donc, la réponse est « non ». Donc, non, la réponse 18 c'est que ça dépend, je viens d'expliquer que ça 19 dépendait. Ça dépend, en fait, de quand est-ce que 20 les différentes demandes de mises en service ont 21 été demandées et puis quand est-ce qu'elles sont 22 23 apparues dans le cueing Oasis. Et donc, nous, en fait, on s'occupe toujours de réussir à avoir un 24 réseau qui, tout comptes faits, sera fiable. 25

- 146 -

Q. [192] O.K., mais je comprends que vous les captez
au moins le jour un de la mise en service de
l'investissement concerné. Vous voulez au moins
capter cela. Et dépendant des circonstances, ça
pourrait aller au-delà s'il y a d'autres demandes
antérieures à cet investissement qui avaient été
déjà logées sur Oasis avant, mais dont leur propre
mise en service est postérieure à ce jour un. C'est
bien ça?

10 R. Exactement.

19

2.0

2.1

2.2

2.3

24

- Q. [193] O.K. On se comprend. Euh... Et... Pourquoi... 11 pourquoi vous n'avez pas comme une norme ou une 12 bonne pratique visant au moins à assurer que le 13 réseau restera fiable à une date qui pourrait être 14 standardisée comme, je ne le sais pas, cinq ans 15 après ou ça peut être n'importe quel nombre 16 d'années là parce que ces investissements, ils ont 17 une durée de vie de plusieurs décennies, souvent? 18
 - R. Mais en fait, à partir du moment où on satisfait la dernière demande dans le temps et que ça, ça inclut la prévision de consommation, si plus rien ne bouge sur le réseau, il n'y a pas de raison que ça se dégrade. Donc, ce n'est pas un exercice qui est utile. À partir du moment où on a une prévision, on établit un réseau futur qui rencontre tous les

2

6

8

9

10

- 147 -

critères de fiabilité et qu'à priori, passé cette date-là, il n'y a plus rien qui bouge, bien, seule la pérennité viendra faire des modifications parce qu'il n'y a pas de nouveau client, il n'y a pas de détérioration. Donc, il n'y a pas de raison que la fiabilité baisse. Maintenant, il faut qu'il y ait un nouvel élément, un nouveau déclencheur, qui viendrait perturber ce système-là et qui là, viendrait nécessiter un redressement... ou une nouvelle demande, n'importe quoi. Oui.

- Q. [194] Et dans votre estimation, si c'est à une date 11 ultérieure, ultérieure au jou un de la mise en 12 service, vous incluez aussi les meilleures 13 hypothèses de prévision de la demande jusqu'à cette 14 date future-là aussi. C'est bien ça? Supposons que 15 vous avez un projet antérieur qui avait été logé 16 avant sur Oasis et qui entrera en vigueur... qui 17 entrera en service, je ne sais pas, deux ans plus 18 tard après votre propre entrée en service, donc 19 vous tenez compte aussi de l'évolution prévue de la 20 demande durant ces deux années aussi. C'est bien 21 ça? 22
- 23 R. Je ne suis pas sûr d'avoir compris votre question.
- Q. [195] O.K. Vous m'avez dit que vous tenez compte de l'ajout des autres investissements qui ont fait

- 148 -

l'objet de demandes Oasis antérieures. Donc, ça

peut vous mener à une date future X. Est-ce qu'il

est correct de comprendre que pour cette date

future X, vous allez aussi tenir compte du fait que

la demande évolue, la demande et les charges, que

les charges évoluent?

7 (13 h 56)

- R. Donc, dans tous les cas... Donc, dans tous les cas, 8 dans toutes les analyses, on prend toujours la 9 meilleure prévision dont on dispose. Donc, les 10 hypothèses de calcul qu'on va utiliser utilisent 11 toujours la même... la meilleure prévision à la 12 date où on fait l'analyse, donc, chaque demande 13 Oasis est porteuse dans l'analyse de la meilleure 14 prévision au moment où on fait l'analyse Oasis puis 15 on avance comme ça tout le temps, tout le temps, 16 toit le temps. 17
- Q. [196] Mais la meilleure prévision de la demande à
 la date future X, pas au jour un de l'entrée en
 service mais à la journée future qui peut résulter
 des demandes Oasis antérieures, c'est bien cela?
- 22 R. La meilleure prévision à la date où on fait
 23 l'exercice pour la date prévue dans le futur et
 24 donc chaque... Bien, une prévision pour l'année
 25 deux mille vingt-cinq (2025) vue d'aujourd'hui ne

- 149 - Me Dominique Neuman

- sera pas la même prévision l'année prochaine de la
- vision deux mille vingt-cinq (2025). Donc, la
- prévision pour une date dans le futur, elle a aussi
- une date d'émission. Donc, on prend la meilleure
- date d'émission de la prévision pour la date qu'on
- regarde dans le futur. Donc, il y a deux dates à
- 7 considérer.
- Q. [197] Dans cette meilleure hypothèse, ces
- meilleures hypothèses de la prévision de la
- demande, est-ce que vous tenez compte d'analyses de
- sensibilité de la prévision de la demande?
- R. En fait, on en a déjà parlé dans 4052, ça déborde
- là et je vais demander à mon procureur de m'aider
- 14 là.
- Me DOMINIQUE NEUMAN:
- fecoutez, rappelez-moi parce que je ne suis pas sûr
- que j'ai... je ne suis pas sûr de comprendre la
- réponse à cette question.
- 19 Me ÉRIC DUNBERRY:
- Madame la Présidente, les avocats sont très
- sensibles aux instructions de leurs clients, alors,
- je me lève. Je n'avais pas lié cette question à
- celle dans un autre dossier mais monsieur...
- monsieur Delourme l'a fait pour moi.
- Alors, effectivement, d'abord, il n'y a

- 150 -

absolument rien dans la preuve de la SÉ-AQLPA à cet égard-là. En fait, le procureur de la SÉ-AQLPA s'intéresse présentement aux propositions de l'ACFO sur l'évolution de la prévision de la demande et donc ce n'est ni à l'intérieur de son champ d'intervention ni à l'intérieur de son rapport ni à l'intérieur des questions qui sont abordées par le Transporteur et ce sont des questions qui pourraient peut-être être posées à l'ACEFO si tant est que vous le jugiez pertinent parce que c'est leurs propositions mais je pense que tout d'abord deux choses.

Il a déjà répondu à plusieurs reprises quant aux dates utilisées, quant à la prévision utilisée, quant aux meilleures données utilisées aux dates d'analyse aux fins de la mise en service à une date à venir et là, si en plus, on fait un lien dans un débat qui a eu lieu dans une autre affaire, qui est le dossier Micoua-Saguenay, si je comprends bien, j'en rajoute, je rajoute cet élément-là dont j'étais pas informé jusqu'à il y a quelques minutes, mais je pense que tout ça a été... a été couvert ailleurs ou déjà été bien couvert ici.

1	Me DOMINIQUE NEUMAN :
2	Il n'est pas question de faire un débat dans un
3	autre dossier et de toute façon ce qui est la
4	preuve peut être faite ici. Je pense que si
5	monsieur Delourme a déjà réfléchi à la question, il
6	peut répéter sa réponse maintenant parce que
7	franchement, je ne suis pas sûr de savoir quelle
8	est la réponse à cette question, c'est pas clair
9	dans mon esprit.
10	LA PRÉSIDENTE :
11	Maître Neuman
12	Me DOMINIQUE NEUMAN :
13	Et on perle d'une norme générique du du d'une
14	règle générique pas seulement pour un dossier.
15	LA PRÉSIDENTE :
16	Je suis d'accord que ça ne touche pas seulement
17	4052, ceci dit, j'ai un peu de misère à savoir où
18	vous vous en allez là-dessus parce que bien que je
19	puisse voir l'intérêt de la question, on est dans
20	les définitions ici, alors, on et on ne refera
21	pas la séquence, elle a été décidée dans la
22	décision D-2015-209.

Absolument.

Me DOMINIQUE NEUMAN:

- 1 LA PRÉSIDENTE:
- Alors, je veux juste voir puis si vous pouviez
- m'éclairer sur ce que vous cherchez à accomplir,
- 4 est-ce que vous voulez modifier la définition?
- 5 Me DOMINIQUE NEUMAN:
- Ga pourrait se traduire au niveau de la définition
- et surtout qu'il y a déjà une discussion qui est
- ouverte comme l'a souligné HQT de la part de
- 1'ACEFO. Donc, écoutez, c'est ma seule question sur
- ce sujet, c'est pas... et c'est pas une séquence de
- questions, c'est juste pour voir si monsieur
- Delourme peut... il semble déjà avoir la réponse,
- il peut nous l'exprimer ici.
- 14 LA PRÉSIDENTE :
- Q. [198] Êtes-vous en mesure de répondre? Mais ceci
- dit, dans le cadre... Peut-être répéter la
- question, oui, ça serait peut-être utilise à ce
- stade-ci. Mais c'est vraiment dans le cadre de la
- définition et de voir comment la définition
- pourrait être modifiée.
- Me DOMINIQUE NEUMAN:
- Oui, absolument.
- LA PRÉSIDENTE :
- Attendez, parce que monsieur Delourme ne vous
- écoute pas là.

PANEL HQT - PHASE 2B Contre-interrogatoire Me Dominique Neuman

- 153 -

1 (14 h 01)

- 2 Me DOMINIQUE NEUMAN:
- Q. [199] Dans l'estimation des coûts d'un
- investissement en croissance, vous avez mentionné
- que vous vous basez sur les meilleures hypothèses
- de prévision de la demande notamment. Est-ce que
- ces meilleures hypothèses de prévision de la
- demande incluent une analyse de sensibilité quant à
- 9 cette prévision de la demande?
- 10 Me ÉRIC DUNBERRY:
- Madame la Présidente, c'est la même question mot
- pour mot, je pense. Alors, j'ai la même objection
- que j'ai formulée il y a quelques minutes.
- 14 LA PRÉSIDENTE:
- Honnêtement, Maître Neuman, l'analyse de
- sensibilité, je ne vois pas en quoi ça va modifier
- beaucoup la définition. Si vous pouviez me
- 1'expliquer. Peut-être qu'on pourrait demander au
- témoin de répondre, mais, là, je ne la vois pas.
- Me DOMINIOUE NEUMAN:
- Dépendant des réponses qui seront données là, on
- peut l'exprimer très clairement par une phrase dans
- la définition. Mais c'est ça que je veux voir
- quelle est la position que monsieur Delourme
- exprime là-dessus.

- 154 -

		,	
1	TιA	PRESIDENTE	:

- Vous voudriez ajouter dans la définition, soit dans
- la description, soit dans des exemples que des
- analyses de sensibilité devraient être faites sur
- la prévision de la charge? Est-ce que je
- 6 comprends...
- 7 Me DOMINIQUE NEUMAN:
- 8 Ce serait le sens. On n'est pas en train de
- formuler un mot à mot. On est en train au moins de
- savoir quelle est la position de monsieur Delourme.
- D'abord, est-ce que ça se fait déjà? C'est ça la
- 12 question.
- LA PRÉSIDENTE :
- Mais ce n'est pas la question de savoir si ça se
- fait déjà. La question, c'est de savoir, est-ce que
- c'est pertinent aux fins de faire des définitions
- et des...
- Me DOMINIQUE NEUMAN:
- Oui.
- LA PRÉSIDENTE :
- 21 ... descriptions de catégorie.
- Me DOMINIQUE NEUMAN:
- Oui. Mais si c'est...
- LA PRÉSIDENTE :
- Vous ne cherchez pas à faire des définitions ou des

1	descriptions.
2	Me DOMINIQUE NEUMAN :
3	S'il le fait déjà, ça influence la possibilité de
4	l'inclure dans la définition, s'il le fait déjà.
5	Me ÉRIC DUNBERRY :
6	Madame la Présidente, je pense que vous avez mis le
7	doigt dessus. On n'inclut pas dans la définition,
8	dans la description de catégories, des
9	méthodologies, de l'analyse d'études de
10	méthodologies pour effectuer certaines études à
11	l'intérieur des exercices de planification sur
12	différents horizons. On ne retrouvera jamais la
13	réponse à la question posée dans la définition
14	d'une catégorie.
15	Me DOMINIQUE NEUMAN :
16	Là-dessus, je ne suis pas du tout d'accord parce
17	que le texte des définitions est déjà assez
18	élaboré. Ce n'est pas juste une phrase à chacune
19	des catégories. Il y a une certaine élaboration. Et
20	il nous semble que c'est pertinent de voir si, au

moins, si c'est... juste pour savoir, est-ce que 21 cet aspect-là se fait déjà. Il dira oui ou il dira 22 non ou il dira quelque chose entre les deux que ça 23 se fait parfois. Puis on verra à partir de là. 24

PANEL HQT - PHASE 2B Contre-interrogatoire - 156 - Me Dominique Neuman

LA PRÉSIDENTE :

- Maître Neuman, je pense que, là, la corde est
- étirée jusque-là sur la pertinence. Je pense que...
- 4 Me DOMINIQUE NEUMAN:
- 5 C'est la même question que j'ai posée trois ou
- quatre fois. C'est la même question.
- 7 LA PRÉSIDENTE :
- Oui, mais, là, il y a une objection, et je
- 1'accorde. Ça va se terminer là, je pense.
- 10 Me DOMINIQUE NEUMAN:
- 11 O.K.

12

- Q. [200] Ma dernière question sur les définitions.
- Donc, je comprends que la position d'Hydro-Québec
- 14 TransÉnergie est de ne pas inclure dans le texte
- des Tarifs et conditions les définitions, que c'est
- sa préférence de ce que j'ai compris, là, de ce qui
- a été exprimé, c'est que c'est la préférence. Je
- n'ai toutefois pas perçu, puis c'est le sens de ma
- prochaine question, je comprends que votre
- préférence, c'est de ne pas l'inclure. Est-ce que
- ce serait un problème d'avoir ces définitions? Et
- le débat, ce n'est pas de savoir à quelle page des
- Tarifs et conditions ce serait, est-ce que c'est
- dans le chapitre Définitions? Est-ce que c'est dans
- 1'Appendice G? Ce n'est pas ça le débat. C'est,

2

5

6

7

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

2.0

21

22

23

2.4

2.5

- 157 -

est-ce que ce serait un problème que ces catégories soient définies? Et si je vous pose cette question, c'est parce que le panel 2A propose d'inclure un nouvel article 12B aux Tarifs et conditions qui utilisera, s'il est adopté, qui utiliserait ces mots, ces catégories. Donc, elles seront déjà dans les Tarifs et conditions si c'est adopté. Donc, ne pensez-vous pas que ce serait une bonne idée de définir ce qu'on entend, surtout que la définition, on le sait, a pu varier dans le passé? Mme WAHIBA SALHI: R. Alors, je vais prendre la réponse. Je vais commencer d'abord par dire qu'il y a un régime réglementaire qui est, aujourd'hui, prévu pour que la description synthétique soit présentée à la Régie. Alors, c'est à l'article 5 du règlement qui requiert justement des autorisations de la part de la Régie. D'ailleurs, c'est pour ça que la description synthétique est déposée annuellement dans la demande d'investissement de moins de vingtcinq millions (25 M\$). Ajouté à ça, c'est que, dans la décision D-2018-014, c'est-à-dire la décision sur la demande d'investissement de l'année dernière, la Régie a émis... Il y a eu un petit changement de mots dans

- 158 -

la description synthétique puis la Régie a formulé qu'elle acceptait cette modification. Puis elle a exigé du Transporteur que, dorénavant, toute modification devrait être identifiée et justifiée spécifiquement.

(14 h 06)

1

2

6

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

2.0

21

22

2.3

2.4

2.5

Donc, dans la décision déjà D-2018-014 dans le cadre de la demande d'investissement, on va devoir aller voir la Régie pour que la description synthétique soit acceptée, approuvée par la Régie dans le cadre de ce dossier. Amener une description synthétique dans un autre régime qui est celui des Tarifs et conditions, c'est-à-dire un régime de demandes tarifaires, c'est comme avoir deux régimes en parallèle dans lesquels la Régie se prononcerait sur la description synthétique.

Alors, pour nous, c'est un élément qui est délicat, qui va créer de la confusion. Donc, avoir à venir auprès de la Régie, faire autoriser la description synthétique devant un régisseur, dans la demande d'investissements de moins de vingt-cinq millions (25 M\$) puis aussi revenir à la Régie si jamais la description synthétique devait être codifiée dans les tarifs et conditions, ça veut dire que toute modification à cette description

- 159 -

synthétique-là devrait être approuvée par la Régie.
Alors, pour nous là, la description synthétique, on

ne peut pas la modifier sans autorisation de la

Régie. Puis le forum qui est le plus adéquat pour

le faire, c'est dans la demande d'investissement,

vu le cadre qui y est établi aujourd'hui.

Q. [201] O.K. Et d'après vous, est-ce que ça pose un problème d'utiliser ces quatre termes dans les

Tarifs et conditions, selon la proposition que le panel 2A a logée, et ne pas définir les termes?

Est-ce que ça pose un problème, d'après vous?

R. En fait, l'article 12.b) que nous proposons dans les tarifs et conditions, c'est un article qui nous a été demandé... la codification nous a été demandée par la Régie. La description synthétique est, par ailleurs, un document qui est déposé annuellement et approuvé par la Régie à chacune des demandes d'investissement. Pour nous, la définition existe. Le document est sur le site de la Régie.

Donc, pour nous, ça ne nous cause pas de problème

d'avoir, dans la description... dans les Tarifs et conditions d'avoir l'article 12.b) sans que les définitions ne soient présentes dans les Tarifs et

24 conditions

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

23

Q. [202] O.K. Je vous remercie beaucoup. Je vous

remercie beaucoup, Madame la Présidente, Madame,

Monsieur les Régisseurs.

LA PRÉSIDENTE :

4 Merci, Maître Neuman. Maître Ouimette? On va

pouvoir constater si les « feedback » reviennent.

6 Me JEAN-FRANÇOIS OUIMETTE :

7 1, 2... 1, 2... C'est bien? Ça va bien? Oui? Alors,

bien il me semble que je m'entends plus fort que

d'habitude, je vais peut-être parler un petit moins

fort, je ne sais pas. Si je parle trop fort, vous

me le direz.

8

17

19

12 INTERROGÉS PAR Me JEAN-FRANÇOIS OUIMETTE:

Q. [203] Écoutez. Ça sera relativement court. J'ai

deux questions à vous poser concernant des

recommandations qui ont été faites par l'AQCIE-

16 CIFQ, dans leur mémoire. Peut-être pour vous mettre

en contexte, je vais vous référer d'abord à la

pièce B-0190, qui est la pièce HQT-5, Document 4.3,

à la page 11. Est-ce que vous l'avez avec vous?

Oui? O.K. Donc, c'était la demande 9.1 où l'AQCIE-

21 CIFO vous demandait de...

22 ... Veuillez préciser si, dans le cas

de raccordement d'une nouvelle

ressource ou de l'accroissement de la

capacité d'une ressource existante,

les ajouts requis pour assurer la 1 satisfaction des besoins du producteur 2 comprennent tous les équipements requis à partir du point de réception de l'électricité au réseau de transport jusqu'au point de livraison 6 de l'électricité aux réseaux voisins (incluant les équipements 8 d'interconnexion du Transporteur) ou à 9 la charge locale selon les cas. 10 Et vous avez répondu, à la page suivante, dans un 11 premier temps, que vous considériez que la demande 12 dépassait le cadre de l'analyse de la présente 13 Phase B, mais vous avez tout de même donné un 14 élément additionnel de réponse en indiquant que 15 ... les investissements attribués à la 16 catégorie « Croissance des besoins » 17 de la clientèle dans le cas du 18 raccordement d'une nouvelle ressource 19 ou de l'accroissement de la capacité 20 d'une ressource existante, comprennent 21 tous les ajouts requis au réseau de 22 transport pour répondre à la demande 2.3 du producteur. 2.4

Et par la suite, si je vous réfère maintenant à la

preuve de l'AQCIE-CIFQ, qui est la pièce C-AQCIE-CIFQ-0053 à la page 12, alors c'est un long préambule, mais j'y arrive.

(14 h 11)

1

2

3

6

8

9

10

11

12

13

14

15

16

17

18

19

20

21

22

2.3

24

2.5

Vous l'avez? O.K. Donc, à la page 12, les intervenantes recommandent à la Régie de demander au Transporteur de modifier la définition relative à la catégorie de croissance des besoins de la clientèle et vous voyez la proposition qui est faite vers le bas de la page où on vous suggère, dans le... t'sais, à la section « Répondre aux demandes des autres clients », d'ajouter y compris les ajouts requis pour assurer le transit à partir du point de réception jusqu'au point de livraison à la phrase qui débute par :

Le raccordement d'une nouvelle ressource ou l'accroissement de la capacité d'une ressource existante.

Alors, évidemment, ici, je veux juste voir avec vous quelle est votre position sur cette recommandation-là. Je ne pense pas que vous en avez parlé ce matin, sauf erreur.

Donc, je voudrais savoir si vous êtes d'accord avec cette proposition-là, en désaccord ou si vous avez des commentaires à nous faire à ce

- niveau-là.
- 2 Mme SOPHIE PAQUETTE:
- R. Oui. Notre commentaire à ce niveau-là, c'est que,
- pour nous, c'est implicite comme quoi que tous les
- ajouts requis, donc qu'ils soient en amont, en
- aval, de côté, en dessous, au-dessus, tout ça c'est
- tout compris dans le projet d'investissements qu'on
- va faire pour le raccordement d'une nouvelle
- gentrale. Donc, on n'avait pas besoin, on ne voyait
- pas l'intérêt d'ajouter ce petit bout de phrase là,
- là, à la fin.
- Q. [204] Donc, pour vous, c'est déjà compris dans
- votre description que vous nous proposez?
- R. Oui, c'est implicite.
- Q. [205] C'est implicite. O.K. Et écoutez, je ne vous
- ferai pas toute la lecture de la DDR également sur
- le point qui suit, mais c'est un peu le même type
- de question pour, si on va à la demande de
- renseignements à la 10.1, on vous demandait de
- préciser si les investissements sur les réseaux de
- transport en amont d'interconnexion requis pour
- acheminer l'électricité jusqu'au point
- d'interconnexion sont inclus dans les ajouts. Vous
- avez offert une réponse similaire. L'intervenant
- propose une modification en lien avec ce point-là.

- Est-ce que vous avez des commentaires à formuler à
- ce niveau-là aussi? Est-ce que ce sont les mêmes
- types de commentaires que vous venez de nous
- 4 offrir?
- R. Ce sont les mêmes commentaires.
- Q. [206] Donc, c'est déjà inclus selon vous dans la
- proposition que vous avez faite.
- 8 R. Exact.
- 9 Q. [207] O.K. C'étaient les deux seules questions que
- j'avais. Je vous remercie.
- 11 LA PRÉSIDENTE:
- Je vous remercie, Maître Ouimette.
- 13 INTERROGÉS PAR LA FORMATION
- 14 Mme ESTHER FALARDEAU:
- Q. [208] Yes. I have two questions, one for you Mr.
- 16 Celebi. I would like to take you to your
- presentation of this morning page 7, where you,
- point number 3, first sentence...
- 19 (14 h 13)
- 20 A. I'm sorry, did you say...
- Q. [209] Page 7.
- 22 A. Page 7, point 3?
- Q. [210] Yes. So, the first sentence there where you
- say,
- HQT's categories are similar to other

2.0

21

22

23

24

25

1 system operators' for meeting objectives relevant in the context of 2 HQT system. 3 And you were questioned this morning by maître Turmel regarding the different aspects of the 5 context of HQT system and I would like to know, in 6 your view, when you wrote this sentence, what was 7 your understanding of the characteristics of the 8 context of the HQT system. What did you have in 9 mind when you wrote this sentence? 10 A. So, the first thing that I had in mind in writing 11 this was that HQT system is designed to have no 12 congestion when all facilities are in service. So, 13 it's different from, for example, PJM, in that 14 aspect, PJM system is not designed that way. The 15 other difference I had in mind was it is HQT system 16 is not synchronous with the neighbouring systems. 17 What that implies is there's no loop flows or 18

unintended flows coming from the surrounding system connections into the HQT system. That also has consequences on what can you plan for with respect to not having congestion in your system.

Then the other piece is, HQT is the major transmission system operator and owner in Quebec, as I understand, but that's not really the case in

- 166 -

- the majority of the systems that I reviewed,
- including PJM.
- Q. [211] Thank you, Sir.
- A. You're welcome.
- Q. [212] So my understanding then of the sentence is
- that, considering these three, I would say,
- characteristics of HQT, then these categories are
- adequate and are similar to other system operators
- that have these same characteristics or...
- 10 A. With respect to the objectives that are relevant in
- the context of HQT system.
- Q. [213] Ah, okay.
- A. The way HQT uses those categories is similar to the
- use of categories by others. There are differences,
- as I showed in my report, but there are also
- commonalities, I think there are significant
- commonalities with respect to assigning the cost of
- upgrades to individual requests for new service or
- additional service to those customers, so that's
- common. It's also common that upgrades done for the
- purpose of improving and maintaining system
- reliability, those are allocated to socialize,
- allocated to all users in the system, that's also
- common. But again, there are differences too.
- 25 Q. [214] Thank you.

A. You're welcome.

24

25

Q. [215] J'aurais juste une petite question concernant la définition qui est proposée pour la catégorie maintien et amélioration de la qualité du service. C'est à la pièce B-0209 à la page 6, HQT-5, 5 Document 2. Et je crois que c'est une observation 6 que j'avais faite au mois de mars. Donc, j'en suis consciente, si vous vous dites : « Il me semble qu'elle a posé cette question-là en mars. » Mais écoutez, je suis quand même encore curieuse. 10 (14 h 18) 11 Quand on dit, à la section « Objectifs 12 visés », l'objectif visé de cette catégorie-là, de 13 ces investissements-là, ça serait d'assurer le 14 maintien et l'amélioration de la fiabilité du 15 réseau. Les investissements requis pour respecter 16 de nouveaux critères de conception. Et là, en 4, on 17 dit : Ces nouveaux critères de conception-là, ça 18 inclut des mises à jour des critères, des exigences 19 ou des normes apportées à ceux et à celles qui sont 20 déjà en vigueur. 21 Là, ca m'intriquait pourquoi on voulait ici 22 utiliser le mot « nouveaux critères » si ces 23

critères-là incluent... ces nouveaux critères-là

incluent ceux qui sont déjà en vigueur. Donc, ceux

1 qui ne sont pas nouveaux. Est-ce que ça ne porte pas à confusion de vouloir apporter cette 2 précision-là de nouveaux critères, alors qu'on vise, en fait, d'après ce que je comprends à la note de bas de page 4, à moins que je comprenne mal, mais aidez-moi. Donc, alors qu'on semble viser 6 l'ensemble des critères, à la fois les critères 7 existants, les critères qui auraient subi une mise 8 à jour ou les critères qui seraient nouveaux. Il me 9 semble qu'on vise les critères ici, les normes et 10 l'ensemble là des normes et critères qui sont en 11 cours, qui sont en existence. 12 13

M. BENOÎT DELOURME:

R. O.K. Je peux essayer d'éclaircir un peu la chose. 14 Toute la nouvelle proposition qu'on fait là, ça a 15 été d'essayer, en fait, de rendre explicite des 16 choses qui étaient implicites. Alors, il y a des 17 fois là, où pour nous, c'était implicite, puis, 18 bien, on veut le mettre de l'avant, donc on 19 l'explicite. Et dans cette optique-là, la catégorie 2.0 « Maintien et amélioration de la qualité de 21 service », implicitement, c'est : J'ai un niveau de 22 fiabilité qui est défini par mes critères et puis 2.3 si jamais il m'arrive quelque chose qui va dégrader 24 mon niveau de fiabilité ou mon niveau de 25

performance, je vais le ramener.

Donc, ça c'est le cas, on va dire, le « cas 0 », le « cas de base ». Et puis c'est le cas qu'on a eu la chance de discuter ensemble sur des événements externes qui nous arrivent et puis qui nous font ramer. Et on voulait expliciter le fait que si on avait des nouveaux critères ou des évolutions de critères qui feraient qu'en fait, mon réseau, il est dans un état donné puis je veux avoir un niveau de fiabilité meilleur, des meilleures performances. Donc, il ne m'est rien arrivé sur mon réseau, mais je me dote de nouveaux critères qui exigent des performances plus élevées.

Et donc là, je donnerais l'exemple qui est à la page suivante, à la page 7, excusez-moi, de HQT-5, document 2. Je trouve que l'exemple de la TPL-007 est assez éloquent dans la mesure où aujourd'hui la NERC cherche à se prémunir contre les orages géomagnétiques et cherche à définir un niveau de performance associé à ces orages géomagnétiques. Donc, c'est une norme qui est en élaboration et qui sera sans doute porteuse d'investissements, on s'en doute là, mais la question c'est « combien? ».

Donc, nous, aujourd'hui, on travaille fort

14

15

16

17

18

19

1 à établir c'est quoi l'impact des orages géomagnétiques, comment s'en prémunir, mais le jour 2 où la norme va être adoptée, bien, pour que notre réseau rencontre les performances requises par cette norme-là, bien faudra mettre de l'argent dessus. Donc, ça sera un nouveau critère de 6 performance. Donc, l'idée là de distinguer et de faire apparaître in extenso l'aspect « nouveau 8 critère », c'était pour rendre explicite le fait 9 qu'explicitement, un rehaussement de la performance 10 devait être attrapé par cette catégorie-là. Je ne 11 sais pas si c'est plus clair? 12

- Q. [216] Bien. Je comprends très bien puis je vous remercie de votre réponse. Mais si on parlait ici de « critères existants et nouveaux », de « critères de conception existants et nouveaux », est-ce qu'on n'irait pas chercher la totalité là des cas, des différents cas de figures? C'est-àdire...
- R. Je pense que ça serait bon. Après ça, la difficulté
 c'est que les critères, ils sont... encore une
 fois, ils sont transverses c'est-à-dire que quand
 je fais un projet en croissance, je vais aussi
 faire en sorte de rencontrer ces mêmes critères-là.

 Donc, les critères de performance, quand j'ai un

1 projet en croissance, bien, je vais ajouter ce qu'il faut à mon réseau pour que les critères de 2 performance soient rencontrés. Donc, la préexistence des critères là, on ne souhaitait pas la faire apparaître, dans la mesure où ce n'était pas 5 un critère forcément distinctif. Alors, on tombe 6 dans essayer de voir est-ce que c'est plus clair ou 7 moins clair? 8 (14 h 23) 9

Mme SOPHIE PAQUETTE :

10

23

24

2.5

R. Donc par rapport aux critères existants, je pense 11 que ce qu'il faut ramener c'est vraiment l'objectif 12 visé par la catégorie. Ça fait que pour les 13 critères existants, oui, comme Benoît, monsieur 14 Delourme l'a mentionné, c'est certain que si on a 15 un événement sur le réseau qui se passe, on a une 16 dégradation de la fiabilité, on veut ramener la 17 fiabilité où est-ce qu'elle était, on va utiliser 18 nos critères existants, nos critères qui sont en 19 vigueur. Ça c'est correct. Mais l'objectif visé par 20 la catégorie c'est vraiment le maintien de la 21 fiabilité. 22

Les critères en vigueur, comme mon collègue l'a mentionné, c'est des critères qu'on applique dans tous les projets d'investissement, ça fait que

- 172 -

là d'ajouter ça ici dans un objectif, je pense que lorsqu'on cherche à avoir dans la description des catégories vraiment des mots qui sont exclusifs, des objectifs qui sont exclusifs, de venir ajouter le mot « critères existants » dans la catégorie « Maintien, amélioration », je pense que ça pourrait porter vraiment confusion aux autres catégories d'investissement.

Je ne sais pas si, par exemple... Bien, comme mon collègue l'a mentionné, un projet de croissance, on va s'assurer de définir les ajouts aux réseaux qui sont requis pour avoir un niveau de fiabilité qui est décrit par nos... nos critères existants. Ça fait que c'est pas... je pense que ça viendrait ajouter plus de confusion qu'autre chose là.

17 Mme ESTHER FALARDEAU:

Merci.

1

2

6

9

10

11

12

13

14

15

16

19 LA PRÉSIDENTE:

Q. [217] Bonjour. Lise Duquette pour la formation.

Quelques questions. Je m'excuse, je vais sauter du

coq-à-l'âne là. Je vais peut-être commencer par

vous, Madame Salhi. Vous avez indiqué tantôt...

C'est sur les définitions, est-ce qu'elles doivent

ou non être codifiées? Et vous nous avez dit:

1 « Bien, écoutez, on doit déjà les faire autoriser dans les moins de vingt-cinq millions (25 M) », ça 2 pourrait porter... je ne sais pas si ça pourrait 3 porter à confusion mais on aurait deux places à le faire. Évidemment, si je vous suggère que si elles 5 sont dans les Tarifs, soit à l'article au début ou 6 soit dans un appendice en particulier, vous 7 n'auriez plus besoin de présenter dans les moins de 8 vingt-cinq (25) parce qu'ils seraient déjà dans les 9 Tarifs. Est-ce que c'est pas quelque chose... 10 est-ce que c'est quelque chose que vous avez 11 considéré? 12

Mme WAHIBA SALHI:

13

R. En fait, nous, on considère qu'il y a déjà le 14 régime de la demande d'investissement de moins de 15 vingt-cing millions (25 M) avec l'article 5 du 16 règlement qui exige de nous de le déposer et de le 17 faire approuver avec la nouvelle... avec la 18 décision de l'année dernière. Ce qui est l'élément 19 additionnel, peut-être que je ne l'ai pas mentionné 20 tantôt, c'est que les Tarifs et conditions c'est... 21 ça sert à énoncer des principes et des conditions 22 normatives à l'utilisation du réseau de transport 2.3 qui sont d'application générale et qui régissent 24 les services de transport offerts à la clientèle. 2.5

Les catégories d'investissement, ça ne répond pas à ces critères-là. Par contre, on pourrait dans les Tarifs et conditions pour répondre à ce souci-là que l'on a c'est de référer au document qui est approuvé par le forum qui est le forum qui respecte le règlement, l'article 5 du règlement. Donc, nous, on voyait qu'on pouvait avoir... on pouvait avoir le, je dirais la valeur ajoutée d'avoir, de bien comprendre l'article 12.b) qui est codifié qui fait référence aux définitions mais ans avoir à faire un empiétement entre les... entre les deux, les deux forums.

Q. [218] Mais c'est ça que j'essaie de comprendre de votre position parce que là ce que vous suggérez qu'on pourrait faire c'est de dire... à 12.b), ça serait de dire : « Écoutez, les définitions de 12.b) sont incluses à la décision D-2018-2014 », ou peu importe le numéro de la décision de l'année, par référence, et elles pourraient être modifiées de temps à autre et à chaque année dans les Tarifs, il faudrait changer le numéro de la décision parce qu'à chaque année, dans les moins de vingt-cinq millions (25 M), on arriverait et on changerait la définition. Est-ce que je comprends bien votre position?

Mme WAHIBA SALHI:

- En fait, notre position c'est que c'est clair que les définitions ne changent pas... il n'y a pas une
- fréquence annuelle de changement de définitions en
- plusieurs années. Il nous est arrivé de changer un
- mot l'année dernière mais effectivement, dans la
- référence qui serait mise à l'article 12.b), on
- référerait à la bonne décision advenant un
- changement de... un changement à la description
- synthétique, on changerait le numéro de la
- décision.
- Q. [219] Si elles ne changent si souvent c'est pas
- parce que c'est normatif comme type de définitions?
- 14 (14 h 28)
- R. Je ne pense pas que ce soit normatif au sens des
- services offerts à la clientèle. Les descriptions
- synthétiques, ce sont des descriptions qui servent
- en amont en avant même que le service soit offert
- aux clients là, que c'est en amont dans l'exercice
- que des planificateurs font pour catégoriser les...
- pour attribuer les coûts aux bonnes catégories.
- Donc, moi, je ne considère pas que c'est du
- normatif d'un point de vue service de transport
- offert aux clients.
- Q. [220] Alors, je vous donne la situation

hypothétique suivante. Un client vous fait une
demande en croissance sur Oasis. Vous faites un
travail d'optimisation et ça devient un projet
multiobjectif. Et en vertu de l'article 19, vous
faites l'étude détaillée. Vous lui attribuez, en
fonction de vos définitions, une certaine
contribution.

Comment le client fait, lui, le client, lui, fait pour s'assurer que la contribution est la bonne s'il ne sait pas exactement ce que contient la définition? Et là à ce moment-là, qu'est-ce qui se passe? Comment le client, lui, fait pour s'assurer que le bon montant lui a été attribué?

M. BENOÎT DELOURME:

R. J'ai regardé ça du bout de la planif que, des fois, on n'arrive pas à tomber dans leur case là, mais la plupart du temps, oui. Non, je... En fait, c'est parce que quand je vais faire mon étude de raccordement, au client, je vais lui remettre son étude puis là je vais lui indiquer de quoi il a besoin pour être fiable, lui, lui tout seul dans son... juste sa demande, indépendamment de tout ce qui se passe autour.

Donc, dans son scénario, je lui indique déjà quel va être son scénario minimum s'il était

2.3

2.5

- 177 -

tout seul à vouloir se raccorder, dans son étude de raccordement. Et ça, on est entre... on est entre... Donc, d'un point de vue commercial, on est en train de traiter sa demande Oasis en bilatéral et on est en train de répondre à sa demande.

Après, une fois que j'ai ça, cette information-là, bien moi, planificateur, je peux considérer que j'ai d'autres besoins dans la zone et que je pourrais essayer de combler des problématiques de pérennité, par exemple, et de fusionner ces besoins pour en faire un projet multiobjectif.

Mais là, ça rentre, ça devient, entre guillemets, ma « poutine », c'est-à-dire que j'ai un réseau à gérer et j'essaie de trouver une meilleure solution plus optimale pour répondre de manière, d'un seul coup, un seul objet on va dire, pour répondre à du multiobjectif.

Donc, c'est pour ça que quand on décrit dans les Tarifs l'aspect croissance, c'est vraiment important parce que c'est cet aspect-là qui sera attribué à ce nouveau payeur. Le reste, ça appartient à comment j'optimise ma planif. Donc, c'était, de mon point de vue, c'est pour ça que je faisais une petite blague tout à l'heure, mais

2.3

2.5

c'est hyper important que dans l'OATT on définisse bien la croissance, mais le reste n'appartient pas au service du client, ça appartient à comment je répartis mes coûts entre mes projets. Et ça, c'est avec vous que j'ai un « deal ».

Donc, j'ai un « deal » avec le client qui va bien dans les TC puis j'ai un « deal » avec vous puis là ça va bien dans les projets, mettons dans les DI. C'est pas... je ne parle pas à la même personne. Quand je parle avec mon client de croissance, j'ai clairement identifié combien il avait besoin. Puis quand je parle avec vous, je vous explique comment j'optimise mes affaires et puis que je répartis équitablement les coûts entre tout le monde.

Donc, je trouve que c'est, de mon point de vue planif, très logique de distinguer les choses et très logique d'avoir un lien fort en croissance au OATT et TC puis un lien fort avec vous sur les DI et comment je fais mes partages de coûts.

Ce partage de coût entre ces... entre mes quatre catégories ne change rien le service que je vais offrir à mon nouveau client qui, lui, est bien encadré dans les T et C. Donc, pour moi, j'ai comme deux contrats, on va dire.

Q. [221] Je comprends ça du niveau planif, planification. Mais, au niveau coût, je suis un 2 client en croissance point à point, par exemple. Et bien, il y a le respect d'une exigence, le ministère des Transports vous demande de déplacer 5 une ligne, par exemple, bon, et caetera. Et ça fait 6 en sorte que sa contribution diminue parce que 7 c'est un respect des exigences, ça passe en premier. Lui, est-ce qu'il le sait que sa contribution diminue? Parce que, lui, il doit vous 10 dire, suite au rapport que vous lui émettez, 11 « voici le montant que tu dois payer. Si tu veux 12 continuer à procéder, bien évidemment, ça va te 13 coûter... » disons s'il est tout seul, cinquante 14 millions (50 M\$), il y a un respect des exigences 15 qui passe avant, vingt millions (20 M\$). Est-ce 16 qu'il connaît, l'économie n'est peut-être pas un 17 bon mot, mais la différence de coûts qui fait en 18 sorte qu'il doit payer moins, sa contribution 19 diminue. 20 (14 h 34) 21 Mme SOPHIE PAQUETTE : 22 23 R. Donc, c'est sûr. Là, on est dans un cas hypothétique, mais dans les Tarifs, peut-être en 24

complément là de ce que mon collègue a mentionné,

2.3

c'est certain que l'article 12.b) va être codifié dans les... En tout cas, il y a une proposition de le codifier dans les Tarifs et conditions. Donc, ça, ça donne une information aussi au client pour savoir, mais si jamais on a un projet intégré à objectifs multiples, comment les coûts, l'allocation des coûts va se faire entre les différentes catégories.

Maintenant, lorsqu'on vient... Bon. Le client, en tout début de piste là, quand il fait une demande de raccordement dans Oasis, on va faire une étude d'intégration puis on va déterminer les coûts ou les ajouts requis sur le réseau. Donc, ça, c'est vraiment au tout début. Par la suite, s'il va de l'avant, à un moment donné, il va arriver un moment où le client va s'engager financièrement via une entente de raccordement pour se raccorder au réseau.

Puis là, on est vraiment dans les hypothèses là, mais si les planificateurs, bon, ils auront regardé ce qu'il y avait dans la zone comme projets, ont été capables en amont, donc avant la signature de raccordement, de dire : « Bien. Écoutez. Ici, je pense que j'ai un projet intégré à objectifs multiples qui pourrait faire en sorte

2.3

2.5

que, selon la méthode séquentielle qui a été approuvée justement dans la décision D-2015-209, on l'applique, puis finalement où là, je dis des chiffres arbitraires, dans l'étude d'intégration, on avait cinquante millions (50 M\$) d'ajouts pour le client et que selon cette nouvelle attribution-là des coûts, on est rendu à un chiffre moindre de trente millions (30 M\$), peu importe, bien, à ce moment-là, dans l'entente de raccordement, on va refléter ce qu'on connaît, au moment de la signature de l'entente de raccordement. Ça fait que le client serait avisé, bien évidemment, de cette séquence-là.

Si jamais, au niveau de la planification, ca se fait plus tard, pour toutes sortes de raisons, bien c'est certain que ce qui a été prévu dans l'entente de raccordement, c'est le chiffre ultime. Le client ne paiera jamais plus que ça. Ou les ajouts qui ont été déterminés, bien, c'est le maximum qui pourra lui être attribué, le cas échéant là. Et puis, encore là, c'est toute une question de communication, mais si jamais on trouve une solution qui est à son avantage et à l'avantage de tous, bien, on va lui communiquer justement l'information là, ça, sans problème là, par la

suite là. Et ça pourrait même aller jusqu'à amender

l'entente peut-être, le cas échéant là, mais... Ça,

là, je suis vraiment dans des cas hypothétiques là.

Q. [222] Alors, ce que je comprends, c'est que le

client aura, en premier, quand il recevra son

rapport détaillé là, c'est le montant maximal qu'il

aurait à payer pour son projet seul et ce montant-

là pourra être amendé, par la suite, selon la

planification et s'il y a une optimisation du

projet. Puis évidemment avec les coûts finaux là

qui pourraient être moindres.

M. BENOÎT DELOURME:

R. À peu près. C'est ça. Mais il y a juste une petite

nuance là, c'est que mettons que j'ai un client qui

demande un raccordement puis qu'il n'y a rien qui

change, je déploie vraiment ce que j'avais

identifié dans l'étude de raccordement, il va quand

même payer les frais réels. D'accord?

19 Q. [223] Oui.

8

10

14

2.1

20 R. Admettons que je dis : C'est une ligne de quinze

kilomètres (15 km), puis j'ai sorti un

paramétrique, puis qu'à la fin, elle coûte quinze

pour cent (15 %) plus chère, cette ligne puis c'est

vraiment le même programme d'équipement, le

programme d'équipement n'a pas bougé, les objectifs

- 183 -

n'ont pas bougés, c'est les coûts réels qui vont 1 être pris en compte. D'accord? C'est quand on 2 commence à travailler sur de la substitution que là, en fait, on construit autre chose que ce qu'on avait prévu, puis là, on va faire de la 5 substitution de coûts, mais c'est là où on utilise 6 l'argent qu'on avait identifié paramétriquement là. C'est la seule nuance que j'apporterais à votre 8 raisonnement. 9 Q. [224] Oui. Le questionnement que j'avais... Puis je 10

comprends qu'il n'y a pas de problème de congestion 11 là sur le réseau de transport, comme il peut y en 12 avoir aux États-Unis là, mais... C'est juste que je 13 me disais, évidemment, est-ce que vous ne pensez 14 pas que ça pourrait changer la réponse d'un client 15 si on lui dit, pour reprendre votre exemple : 16 « C'est cinquante millions (50 M\$) », il va 17 réfléchir : est-ce que je le fais? Est-ce que je ne 18 le fais pas? Alors, que si on lui dit : « Bien. 19 C'est trente millions (30 M\$) », la réponse 20 pourrait être plus positive, disons qu'à cinquante 21 (50 M\$)? 22 (14 h 39) 23

24 Mme SOPHIE PAQUETTE:

25 R. C'est parce que dans le fond c'est un peu toute une

- 184 -

1 question de, je vais dire un anglicisme « timing » là, au moment de l'entente. C'est parce que là, on 2 est vraiment dans les cas hypothétiques mais au 3 moment où le client est prêt à s'engager c'est les ajouts prévus pour lui qu'on prévoit l'entente de 5 raccordement puis là, si je signe avec ces ajouts-6 là, bien, c'est parce qu'on a pas d'autre chose de 7 toute façon sur la planche à dessin. Ça fait que 8 oui, dans un cas hypothétique, il serait peut-être 9 plus avenant de... ou il serait... il serait 10 peut-être plus positif d'aller de l'avant plus 11 rapidement si les coûts étaient moindres mais si on 12 a pas l'information, évidemment, il ne peut pas... 13

- Q. [225] Non, ça va, je comprends ça.
- R. C'est ça.
- Q. [226] Je voulais juste vérifier le fonctionnement de...
- 18 R. C'est pas des cas qui arrivent si souvent que ça
 19 non plus.
- Q. [227] J'en doute pas. On essaie juste de voir
 l'utilité, de voir la définition pour le client, de
 voir si la contribution qu'il doit faire s'il est
 lui-même en fonction des textes du Tarif et des
 conditions en mesure d'évaluer si la contribution
 qu'il paie est la juste contribution. Et c'est pour

- 185 -

ça qu'on vous avait demandé des repères, appelez ça
des clés de répartition, je ne sais pas quel terme
on pourrait prendre là mais c'était aux fins de
pouvoir que le client lui aussi ait la capacité
d'évaluer sa contribution par la suite quand il y a
une optimisation de projet.

Dr. Celebi, on that topic, I bring you to your written testimony.

- 9 (14 h 41)
- R. Yes I'm there.
- 11 Q. [228] So at line 18, the question was why does HQT
 12 have such categories. And you say at 19, "HQT uses
 13 these Régie approved categories.". As a framework
 14 for properly allocating the costs of its investment
 15 what do you mean by "Régie approved categories"?
- 16 R. I'm trying to find the reference to the Régie
 17 decision. I'll look for it but my understanding is
 18 the use of these four categories were approved by
 19 Régie in earlier decisions.
- Q. [229] Okay it's the four categories that... It's
 not the definition of those categories but that
 they are four categories?
- 23 R. Yes these four categories not necessarily the
 24 descriptions of them but the categories themselves.
- Q. [230] Because you have not read yet the actual

- 186 -

- definition on the current definition?
- 2 R. Yes.
- Q. [231] So when you say it's relevant or adequate,
- it's always those four Régie approved categories
- but with the new definitions or the proposed
- 6 definitions?
- R. Well my assessment was on the proposed version of
- the description document. Whether the categories in
- there are adequate for the purpose of allocating
- the cost that's what I provided my opinion on. Did
- that answer your question?
- Q. [232] Partly. On that I just... I was not sure by
- your answer this morning. Could you tell me, when
- you looked to what type of work you've done
- actually with those categories, you've looked at
- the proposed description of the categories of HQT.
- You've looked at those of BC Hydro and PJM. Have
- you looked at other companies because you said
- sometimes that you said "majority of system that I
- have reviewed". How many have you reviewed?
- R. Many. That's based on my earlier experience on
- reviewing the market rules in those areas too. I
- don't know the exact number but maybe around ten
- system operators in the US and Canada.
- Q. [233] So for the purpose of your mandate in this

- 187 -

- file, you have reviewed about ten companies?
- 2 R. I wouldn't restrict it to just this mandate. I also
- knew about some systems from earlier work.
- 4 Q. [234] Okay.
- R. But for the purpose of this I looked at BC Hydro,
- PJM and a few others in more detail and then I
- provided my opinions based that review.
- Q. [235] And when you say "a few others" it's less
- than five, more than five?
- 10 R. Maybe another four or five.
- Q. [236] Okay. In those four or five with BC Hydro and
- PJM can you tell us if other system operators have
- their definition in their OATT or otherwise
- approved manual guideline or regulation by their
- regulators?
- R. What was the last part of your question?
- Q. [237] Can you tell us if in all those five or six
- other companies, have they all have their
- definition or description of those categories in
- their OATT or otherwise approved manual or
- quidelines?
- 22 (14 h 46)
- R. In some cases they are in the manuals and
- quidelines. In some cases it is in the YTT. With
- respect, the manuals I'm not sure if I can say

- they're approved by the regulators or not, I don't
- think manuals are approved by the regulators. So I
- guess my answer is it depends in some cases it is
- in OATT in some cases it's in manuals and operating
- instructions.
- Q. [238] But you've seen them all written somewhere?
- 7 R. The descriptions are somewhere.
- Q. [239] In the majority of the systems that you have
- reviewed in the five or six that you've reviewed
- most of them... Would you say that most of them
- were written so you could read them and compare
- them?
- R. Oh I see what you mean. Yes. I cannot think of an
- example when it wasn't written. It was written
- somewhere.
- Q. [240] For the public to see...
- 17 R. Yes.
- Q. [241] ... and to take knowledge of?
- 19 R. Yes.
- 20 Q. [242] Thank you.
- 21 R. You're welcome.
- Q. [243] A bit of the same question but for the losses
- as a stand-alone category. At your page 9 of your
- presentation, if you would go there, at the last
- line you say "No system operator treats

- minimization of transmission losses as a stand-
- alone category or trigger for transmission
- upgrades", but to somebody earlier, you said that
- you did not conduct any study to that effect. Is
- that right? Just checking my notes.
- 6 R. I believe the question back then was whether I have
- done any study in the case of HQT on any projects
- that could be done to reduce the transmission
- losses that result in a net benefit for the HQT
- customers and I think that's what I was asked.
- 11 Q. **[244]** Yes.
- R. And I said "No I haven't done that study.".
- 13 Q. **[245]** Okay.
- R. If I haven't done the simulation of the system to
- see if I had this line can I help with the
- transmission losses in an effective economic way? I
- have not done that study. What I'm talking about in
- this line, last bullet, is based on my
- understanding and review of other system operators.
- Nobody treats the minimization of transmission
- losses as a stand-alone trigger or category for
- investments.
- Q. [246] And your reviews is about the same size that
- you've done for the definitions?
- R. It's about ten I'd say, entities.

- Q. **[247]** Thank you.
- R. You're welcome.
- Q. [248] I just want to come back to some of the
 questions that maître Newman asked you about the
 compliance categories or the public policy
 categories of PJM. Would you say that in the
 compliance category or the public policy category
 should include self-imposed regulation, maybe not
 regulation but criterions. Self-imposed criterions
 or should it be mandatory on the company to do
- something or could they put in compliance something
 that they self-impose?
- R. In order for those standards or criteria that are 13 imposed or developed by HQT to fall into the fabric 14 of that category I think it would make sense to me 15 that those standards and criteria are for the 16 purpose of or for the objective of complying with 17 the environmental and safety and security related 18 standards or laws imposed on HQT. So I could see 19 HQT developing some standards to comply with those 20 laws to improve the safety or environmental aspects 2.1 of it. In that case in my mind it will fall within 22 the fabric of that compliance. 2.3
- 24 (14 h 51)
- Q. [249] Let's say for just the purpose of... For

example that for health issues that Hydro-Québec

goes above and beyond what the law requires and you

know says I want the health of my employees and the

public to be such that I go way over what the law

requires. Does that marginal criteria that is over

and above what the law requires, that should be

separated and to into lets say maintenance and

improvement of service quality category?

- R. Service quality, maintenance and improvement of service quality is not really related to the health effects of what HQT does so I don't think it will fall into that category. So if the standard is to improve the health, security, environmental aspects, I think there is the right home for it but of course it will be subject to the review by Régie whether those standards and whether the investment done to comply with those standards are just and reasonable I guess. Whatever the correct criteria is that you apply. So that will be subject to Régie's review and stake holders input.
- Q. [250] And if we go on the technical side, lets say that Hydro-Québec for self-imposed decisions went on a technical side above and beyond what the regulation, lets say the NPCC or somebody else requires, does that go in the maintenance and

- 192 -

- improvement of service quality?
- R. Going beyond the requirements I think...
- 3 Q. **[251]** Yes.
- R. ... wouldn't change the category of it.
- Q. [252] Oh if I go overboard... Over what the law
- requires or the NERC. If NERC requires a) and
- Hydro-Québec decides to go on b) which is over and
- above what NERC requires and it costs lets say ten
- millions (10 M) more that ten million (10 M) if it
- can be marginalized if it can be identified does it
- go into compliance or does it go to maintenance and
- improvement of service quality because they go and
- you could say that they improved the service
- 14 quality?
- R. I think NERC compliance doesn't fall into
- compliance category. Compliance is for different
- things. NERC usually doesn't deal with the health
- issues as I understand it.
- Q. [253] Lets go on a technical side. NERC or other
- standards.
- 21 R. Lets say there is one entity or as ministry that
- requires something on the health and then you are
- saying HQT develops a standard that is beyond
- requirement...
- 25 Q. [254] Hum hum.

- 193 -

- 1 R. I need to then understand why HQT is developing
 2 that standard beyond the requirements. Is it to
 3 comply with something else. Is it to maintain the
 4 reliability? I think I need to understand it is
 5 done to be able to... Because...
- Q. [255] If it's done on... If I were to put HQT as a 6 Crown Corporation, its shareholder would ask him to 7 do things that are beyond maybe what is required by 8 law but would say as a shareholder I ask you to do 9 this and it would cost a bit more. On environmental 10 matter for example. I want you to be over and above 11 and be beyond reproach so I would ask you to go 12 over what is required by law. Does that fall into 13 compliance or does that go into maintenance and 14 improvement of service quality? 15
- 16 R. From the description that you have in that
 17 hypothetical that doesn't like anything related to
 18 system reliability. So it doesn't fall into the
 19 maintenance and improvement of system. But...
- 20 (14 h 56)
- 21 Q. **[256]** Where would it fall?
- R. To me it's a little incomplete, too hypothetical to be able for me to opine on...
- Q. **[257]** Okay.
- 25 R. I really need to think about it. But I would like

- 194 -

- to reiterate that if you have concerns about
- certain standards being adopted beyond the absolute
- minimum requirements I think Régie has the
- opportunity to review those and challenge them.
- Q. [258] So what you mean is that if we found that
- 6 Hydro-Québec goes beyond and above what is the
- minimum requirement by law we should not approve it
- just because it goes... The cost is to much. Is
- 9 that what you mean?
- R. I'm not the regulator. Don't take it...
- Q. [259] I'm wondering what you mean by "The Régie
- is..."
- R. What I mean is then the regulator needs to
- understand why it is being proposed that way and if
- there is any other reason that is serving the
- customers and if Hydro-Québec makes a mistake I
- think that there is the way to correct it in the
- regulatory process.
- 19 Q. [260] Thank you.
- R. You're welcome.
- Q. [261] That will be all my questions. Thank you very
- much. Est-ce que vous aurez un réinterrogatoire?
- 23 (14 h 58)
- Me ÉRIC DUNBERRY:
- Alors, Madame la Présidente, il n'y aura aucun

R-3888-2014 13 mai 2019		195 -	PANEL	Inter	PHASE rogatoi Formati	ire

Τ	reinterrogatorie, Arors, je vous remercre, mars on
2	n'aura pas de question.
3	LA PRÉSIDENTE :
4	Alors, je vous remercie. Ça va mettre fin au panel
5	2, 2B je devrais dire. Monsieur Delourme, vous
6	n'êtes pas sur le 2A, ainsi que monsieur Celebi,
7	vous n'êtes pas non plus sur le 2A. Alors, on va
8	vous remercier de votre coopération et puis on va
9	vous libérer. Je vous remercie beaucoup. Madame
10	Paquette et Madame Salhi, on va vous revoir demain
11	matin avec la présentation sur le panel A. Je vous
12	remercie. Bonne soirée.
13	Mr METIN CELEBI :
14	Thank you.
15	

AJOURNEMENT DE L'AUDIENCE

18

1	
2	SERMENT D'OFFICE :
3	Je soussigné, Claude Morin, sténographe officiel,
4	certifie sous mon serment d'office, que les pages
5	qui précèdent sont et contiennent la transcription
6	exacte et fidèle des notes recueillies par moi au
7	moyen du sténomasque, le tout conformément à la
8	Loi.
9	
10	ET J'AI SIGNE:
11	
12	

Sténographe officiel. 200569-7

13